

Etudes préalables au SCoT
du Grand Clermont



Equipements et services publics pour une multipolarité affirmée

Offre et Accessibilité

HAUPT Nina
KALIFA Aurélie
PIRIOU Mathieu
POUSSET Fabien
ROUX Fabien
SANT-ANNA Harrissou

Rapport d'études

Tuteur: Jean BENABDALLAH
Magistère 2 - Stage de groupe
avril-juin 2006

REMERCIEMENTS

La présente étude a été réalisée grâce au concours de nombreuses personnes que nous tenons ici à remercier. Il s'agit de :

- Tout le personnel de l'Agence d'Urbanisme de Clermont Métropole et plus particulièrement des pôles «Planification et Cadre de vie» et «Observation»
- Thierry BAILLARD, directeur des services techniques de la commune de Volvic Sources et Volcans.
- Jean BENABDALLAH, professeur au Centre d'Etudes supérieures d'Aménagement
- Roger BLANC, maire de la commune de Vic-le-Comte
- Claude BOILON, président de la communauté de communes de la Limagne d'Ennezat
- Les professeurs Louis BOYER et Laurent GERBAUD du CHU de Clermont-Ferrand
- Sophie CARTOUX-SCHMITT, directrice du SEPAC
- Isabelle COLLE, responsable mission développement à Clermont Communauté, chef de projet de la grande bibliothèque universitaire et communautaire.
- Sébastien CONTAMINE, directeur de l'ADHUME de Clermont-Ferrand
- Jacques CURE, maire de la commune d'Ennezat
- Jean-Pierre DECOMBAS, maire de la commune des Martres-de-Veyre
- Mathias DUFLOS, Coordinateur Enfance et Jeunesse à la mairie de Vic-le-Comte
- Josyane GAUTHIER de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports
- Michaël GRENOUILLOUX, Agent de développement à la communauté de communes de Gergovie Val d'Allier.
- Nathalie GUICHARD, Chef de projet du Haut Débit à Clermont Communauté

- Pierre GUILLON, maire de la commune de Billom
- Bruno LADRAY, conseiller technique à l'ADHUME
- Jacques-Bernard MAGNIER de la FETREP
- Dominic MANS, Directeur de la lecture à Clermont Communauté
- Christelle MATUSSIERE, de la communauté de communes de la Vallée du Jauron
- Estelle NOCERA, responsable des équipements sportifs d'intérêt communautaire de Clermont Communauté
- David PIATTI, directeur de l'habitat social à Clermont Communauté
- Capitaine RODIER, Chef du centre de sapeurs-pompiers de Clermont-Ferrand.
- Régis ROQUEFEUILLE, Agent de développement de Riom Communauté
- Arnaud SERRE, Agent de développement à la communauté de communes Les Cheires.
- Charles THEROND, Chef de cabinet du maire de Vic-le-comte, porte-parole d'Allier Comté Communauté
- Serge TOURET, maire de la commune de Saint-Amant-Tallende
- Stéphanie VERNIOT, Agent de développement de la communauté de communes de Mur-ès-Allier
- Marie Martine VIGIER, directrice générale des services de la commune de Châtelguyon
- René VINZIO, maire de la commune de Pont-du-Château
- Tous les autres membres du comité technique du SEPAC
- Le service «Petite Enfance» du Conseil Général du Puy-de-Dôme

Nous adressons nos sincères remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à l'élaboration de cette étude.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

NOTE EXPLICATIVE

TABLE DES SIGLES

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION 7

PROMOUVOIR LE TERRITOIRE 9

I- LE STATUT DE CAPITALE RÉGIONALE 10

A. ADMINISTRATION ET JUSTICE10

B. PÔLE HOSPITALIER D'Auvergne11

II- UNE IMAGE A AFFIRMER 12

A. EXCELLENCE ET NOTORIÉTÉ EN MATIÈRE DE SANTÉ .12

B. RECHERCHE ET PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ13

C. MANIFESTATIONS SPORTIVES DE HAUT NIVEAU14

D. CULTURE ET POLITIQUES ÉVÈNEMENTIELLES16

E. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION18

FAVORISER UN CADRE DE VIE AGRÉABLE 21

I. UNE OFFRE D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES POUR TOUS 22

A. LA CULTURE ET LES LOISIRS22

B. LE SPORT29

C. LA SANTÉ33

D. LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉS43

E. LA COMMUNICATION47

II- UN ACCOMPAGNEMENT DANS LA VIE 49

A. ETUDIER SUR LE TERRITOIRE49

B. S'INSTALLER EN FAMILLE53

C. ACCOMPAGNER DANS LA VIEILLESSE67

APPRÉCIATION DE L'OFFRE AU REGARD DE LA MULTIPOLARITÉ 79

I. LA PERTINENCE DE L'ORGANISATION MULTIPOLAIRE DU GRAND CLERMONT 81

A. L'EUM, LE PIVOT DU DISPOSITIF81

B. DES PÔLES DE VIE AUX INFLUENCES LOCALES INÉGALES81

II. L'AVENIR DES PÔLES DE VIE 83

CONCLUSION

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES ILLUSTRATIONS

BIBLIOGRAPHIE

WEBOGRAPHIE

GLOSSAIRE

ANNEXES

84

NOTE EXPLICATIVE

Les informations suivantes sont destinées à faciliter la lecture et la compréhension du présent document et en préciser certains éléments.

1/ Dans l'étude, l'analyse s'est parfois ramenée à l'échelle de l'aire urbaine de Clermont-Ferrand du fait que ce territoire est assez proche du Pays du Grand Clermont de par la taille de la population et les communes couvertes. De plus, de nombreux indicateurs ne sont souvent disponibles ou pertinents qu'à l'échelle de l'aire urbaine.

2/ Le terme « territoires référents » désigne les aires urbaines de Strasbourg, Rennes, Grenoble et Saint-Étienne qui ont très souvent servi à positionner l'aire urbaine de Clermont-Ferrand sur le plan national.

3/ A la fin de certaines parties, figurent des encadrés bleus qui présentent de manière synthétique, les principaux enjeux dégagés dans l'analyse.

4/ Sauf indication, les cartes, graphiques, photos et tableaux contenus dans le présent rapport ont été réalisés par le groupe d'étude.

6/ Les tableaux de critères d'évaluation de l'offre des territoires et les résultats de classement au vu de l'offre globale, sont placés en annexe du document.

TABLE DES SIGLES

ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie	DRE	Direction Régionale de l'Equipeement
ADIV	Association pour le Développement de l'Institut de la Viande	DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
ADSL	Asymetric Digital Subscriber Line	EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi	EUM	Espace Urbain Métropolitain
BCIU	Bibliothèque Communautaire Inter-Universitaire	FJT	Foyer de Jeunes Travailleurs
BDP	Bibliothèque Départementale de Prêts	GSM	Global System for Mobile communications
BRGM	Bureau de Recherche Géologique et Minière	INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
CAF	Caisse d'Allocations Familiales	MCO	Médecine, Chirurgie et Obstétrique
CASIMIR	Centre d'Appui et de Stimulation de l'Industrie par les Moyens de l'Innovation et de la Recherche	MVE	Maison de la Vie Etudiante
CCAS	Centre Communal d'Actions Sociales	OPG	Observatoire de Physique du Globe
CEMAGREF	Centre national du Machinisme Agricole, du Génie Rural et des Eaux et Forêts	OPO	Offre Publique d'Orientation
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale	PASER	Projet d'Action Stratégique de l'Etat en Région
CHU	Centre Hospitalier Universitaire	PIJ	Point Infos Jeunes
CRITT	Centre de Recherche pour l'Innovation et de Transfert de Technologie	POSU	Pôle Spécialisé d'Urgences
CRNH	Centre de Recherche sur la Nutrition Humaine	RAM	Relais d'Assistants Maternelles
CROUS	Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires	SAU	Services d'Accueil d'Urgences
DDAF	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt	SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales	SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
DDE	Direction Départementale de l'Equipeement	SICAS	Syndicat Intercommunal Ceyrat, Aydat, Saint-Genès-Champanelle
DDPJJ	Direction Départementale de Protection Judiciaire de la Jeunesse	SIVOM	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
DIACT	Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires	SMUR	Service Mobile d'Urgence et de Réanimation
DIREN	Direction Régionale de l'Environnement	SROS	Schéma Régional d'Organisation Sanitaire
DRAC	Direction Régionale des Affaires Culturelles	SSIAD	Service de Soins Infirmiers A Domicile
DRAF	Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt	STI	Sciences et Technologie Industrielle
DRASS	Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales	STL	Sciences et Technologie de Laboratoire
DRCE	Direction Régionale du Commerce Extérieur	TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
DRDJS	Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports	UPATOU	Unités de Proximité d'Accueil, de Traitement et d'Orientation des Urgences
		USLD	Unité de Soins de Longue Durée

AVANT-PROPOS

L'avènement de la société industrielle et, plus récemment, celui de la société tertiaire servicielle a modifié fondamentalement la forme d'organisation dans l'espace de la vie des hommes qui, auparavant, était celle de la société agricole. Les raisons en sont multiples.

Les activités industrielles et tertiaires s'effectuent sur des espaces beaucoup plus restreints que l'agriculture et nécessitent, pour faciliter les échanges, d'être regroupées. La tendance naturelle au rapprochement maximal entre les lieux d'habitat des individus et leur lieu d'activité professionnelle conduisait, à l'époque agricole, à une dispersion des habitations familiales dans l'espace, au contact direct des terres, soit d'une manière isolée, soit sous forme de petits villages. Elle conduit maintenant à un regroupement de l'habitat près des sites des activités industrielles et tertiaires, le tout constituant des agglomérations urbaines de plus en plus importantes.

Cette évolution a aussi induit des modifications importantes dans le mode de vie et dans la structuration de la société humaine et, par conséquent, dans le contenu des regroupements humains.

L'activité agricole favorisait le maintien, sur le lieu de l'exploitation, de la famille au sens large, avec les grands-parents et souvent même avec les collatéraux. Avec la société industrielle, le travail des différents membres de la famille s'est diversifié et ne s'exerce généralement pas au même endroit. Cela a amené un resserrement de la famille autour du couple de base avec les enfants qui ne sont pas en âge de travailler. La forme de l'habitat s'en est trouvée profondément modifiée. Les logements sont devenus unicellulaires avec la possibilité de n'y effectuer que les activités de la famille de base. L'isolement de cette dernière l'a amenée à recourir à des services extérieurs de types nouveaux, fournis par les équipements collectifs qui sont, de ce fait, une émanation très spécifique de la ville. Ainsi, par exemple, le besoin de relations sociales, d'activités physiques ou de distraction a donné naissance aux équipements culturels, sociaux, sportifs ou de loisirs.

Jacques Lécureuil, La Programmation Urbaine, 2001.

INTRODUCTION

L'Offre Publique d'Orientation (OPO) du Pays du Grand Clermont approuvé en 2002 a soulevé trois enjeux fondamentaux auxquels le territoire est confronté. Il s'agit de garantir durablement :

- l'attractivité du territoire (surtout envers les jeunes ménages et étudiants)
- le rayonnement du territoire
- et de bonnes conditions de gouvernance territoriale.

La présente étude qui intervient dans le cadre des études préalables à l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Grand Clermont a donc pour ambition :

- d'une part, d'évaluer l'offre en équipements et services publics du Pays du Grand Clermont
- d'autre part, de déterminer dans quelles mesures cette offre peut contribuer à la réalisation des défis déclinés ci-dessus.

Il s'est dès lors avéré indispensable de distinguer deux types d'équipements :

- ceux dits d'envergure, qui ont un rôle métropolitain ou qui occasionnent des échanges avec des territoires ou populations au niveau départemental, régional voire national. Ils contribuent à façonner une image au territoire et participent donc à son rayonnement.
- et ceux de proximité qui façonnent le cadre de vie des habitants par leur utilisation presque quotidienne. Ils peuvent donc rendre le territoire plus attractif et plus captif.

Pour le premier type d'équipements, L'étude vise à déterminer si le Pays du Grand Clermont dispose des équipements nécessaires pour lui assurer une image positive et par voie de conséquence, une bonne attractivité.

Pour le second type, au-delà de l'offre en équipements et de l'équité d'accès sur le territoire, l'étude s'intéresse aux populations cibles de l'OPO (étudiants et ménages) et aux personnes âgées (du fait du vieillissement global de la population). La diversité et la complémentarité des besoins en équipements et services publics de ces populations ont conforté ce choix. L'ambition est de déterminer si tous les équipements et services publics présents assurent à chacun un cadre de vie agréable, tout au long de sa vie.

Enfin, au regard de l'organisation multipolaire du territoire telle que présentée par la Charte de Pays du Grand Clermont, une synthèse de l'offre et de l'accessibilité des équipements et services publics est élaborée. Outre une lecture claire de l'offre sur les principaux territoires, elle a pour ambition de répondre à la question « **L'Espace Urbain Métropolitain et les pôles de vie, ont-ils les équipements et services requis pour assurer leur rôle auprès de la population ?** »

A topographic map of France, rendered in shades of green and brown to indicate elevation. The map shows the country's irregular coastline and internal topographical features like mountain ranges and valleys. The text "PROMOUVOIR LE TERRITOIRE" is superimposed in the center.

PROMOUVOIR LE TERRITOIRE

I- LE STATUT DE CAPITALE RÉGIONALE

A. ADMINISTRATION ET JUSTICE

Le Pays du Grand Clermont concentre de nombreux équipements qui en font un pôle régional incontournable. Ces équipements d'envergure sont situés en particulier au sein de l'espace urbain central, c'est-à-dire les agglomérations de Clermont-Ferrand et de Riom.

1. Services étatiques déconcentrés

Les services administratifs majeurs s'y retrouvent. De nombreuses directions et délégations de services étatiques déconcentrés à la fois d'échelle départementale et régionale y sont en effet présentes. Il s'agit par exemple de :

- La DRE, la DDE pour les infrastructures et équipements
- la DIRE, la DIREN, l'ADEME et la DRAF-DDAF pour l'environnement, la gestion des espaces et de l'énergie
- La DRAC dans le domaine de la culture
- La DRDJS pour le sport et la jeunesse
- la DDASS-DRASS dans le domaine de l'action sociale
- la DRCE en matière de commerce
- le commissariat à l'industrialisation (ADIMAC) en matière d'aménagement du territoire
- Ou encore des chambres consulaires (Commerce, Industrie, Agriculture ...)

Beaucoup de délégations départementales et régionales sont présentes en matière de commerce et de finances, de recherche et de développement, de tourisme, mais aussi dans des domaines assez spécifiques tels que l'immobilier et la sécurité.

Il existe ainsi au sein du Grand Clermont une forte concentration d'équipements administratifs majeurs et structurants. De par leur fonction métropolitaine, ces équipements et services attirent

au-delà du département. Ceci est certes dû à la présence du service lui-même mais aussi aux opportunités d'emplois qu'il génère. De nombreuses entreprises sont aussi séduites par cette offre de services qui constitue un atout indéniable pour leur implantation.

Afin d'asseoir cette fonction, le territoire doit disposer de liaisons fortes avec l'extérieur. Même si les infrastructures autoroutières majeures sont performantes, Il est à regretter l'absence d'une liaison ferrée à grande vitesse.

2. Une justice partagée

Le pays du Grand Clermont est, au regard des institutions, le centre judiciaire le plus important de la région. De par sa fonction régionale, ce secteur possède un nombre important de grands tribunaux, situés à Clermont-Ferrand et à Riom. Cette particularité de l'organisation judiciaire partagée découle de l'histoire de la région et du fait que Clermont-Ferrand n'avait pas à l'époque, l'envergure qu'elle a aujourd'hui.



Photo 1 : La Cour d'Appel de Riom

Il existe à Clermont-Ferrand :

- la Direction départementale de protection judiciaire de la jeunesse (DDPJJ)
- le tribunal administratif d'Auvergne qui dépend de la cour administrative d'appel de Lyon (Rhône-Alpes et Auvergne)
- le tribunal d'instance et de grande d'instance, le tribunal pour enfants, le conseil des prud'hommes, le tribunal de commerce, le tribunal des affaires de sécurité sociale et le tribunal contentieux incapacité.

Riom possède un tribunal d'instance, un tribunal de grande instance et la cour d'appel chapeautant tous les tribunaux auvergnats, dont ceux de Clermont-Ferrand.

L'organisation des services pénitentiaires est calquée sur celle des tribunaux de la région :

- à Clermont-Ferrand : une maison d'arrêt
- à Riom : une maison d'arrêt et un centre de détention.

La majorité des détenus sont situés dans les centres pénitentiaires de Riom qui ne sont pas surchargés à l'heure actuelle, contrairement à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand et à la tendance générale dans les prisons françaises.

B. PÔLE HOSPITALIER D'AUVERGNE

Outre ses fonctions métropolitaines liées à l'administration et la justice, le Grand Clermont joue au sein de l'Auvergne, un rôle primordial en matière de santé. Clermont-Ferrand s'affiche en effet comme le pôle de santé le plus complet d'Auvergne.

Aux services hospitaliers les plus courants, s'ajoutent de nombreux services relevant de techniques complexes et spécialisées et dont la mise en œuvre requiert la réunion de compétences d'expertise, de recherche clinique et d'innovation.

Avec des services tantôt rares dans une discipline (urgence cardiologique, neuroréanimation, chirurgie de la main...), tantôt pointus dans une autre (chirurgie viscérale ou traumatologique,



Photo 2 : L'Hôpital Gabriel Montpied de Clermont-Ferrand

maternité de niveau III, télé médecine...), le CHU et les structures hospitalières telles que le Centre Hospitalier de Riom, le Pôle Santé République, la clinique « La Châtaigneraie » ou le centre Jean Perrin offrent au Grand Clermont les moyens de jouer un rôle de niveau régional voire interrégional.

La réalisation de l'Hôpital Estaing, 5^{ème} plus grand projet de construction à l'heure actuelle en France, vient sans nul doute consolider le rôle de pôle régional de santé.

Le Pays du Grand Clermont est situé dans la « diagonale du vide » en France, mais de par les équipements et services étatiques majeurs qu'il contient, l'attire et le rayonnement peuvent être assurés.

II- UNE IMAGE A AFFIRMER

Le Grand Clermont dispose de structures confirmant sa légitimité de capitale régionale. Mais au-delà de cette « manne administrative », le territoire a-t-il un faire-valoir ? Dispose-t-il des moyens de rayonner au-delà de son périmètre, des moyens de faire valoir une image positive ou singulière ?

Les volets santé, éducation, communication, sport et culture ont à cet effet fait l'objet d'étude.

A. EXCELLENCE ET NOTORIÉTÉ EN MATIÈRE DE SANTÉ

Si le caractère régional hospitalier de Clermont-Ferrand peut s'assimiler à une technicité beaucoup plus pointue sur Clermont-Ferrand que sur les autres pôles de santé de l'Auvergne, il n'en demeure pas moins que sur le plan national, Clermont-Ferrand figure au nombre des élites pour certaines spécialités. D'ailleurs, la « notoriété » du CHU de Clermont-Ferrand va au-delà du département voire de l'Auvergne. Ainsi, outre le Cantal, l'Allier et dans une moindre mesure la Haute-Loire, des départements comme le Cher, la Nièvre, la Creuse et la Corrèze voient leur population se tourner vers les établissements de santé du Grand Clermont.

Un classement des hôpitaux réalisé en 2006 par l'hebdomadaire «Le Point¹» place le CHU de Clermont-Ferrand au 7^{ème} rang national. Cette étude prend en compte non seulement le niveau d'activités réellement réalisées de l'établissement mais aussi la qualité du service, les moyens déployés, son niveau de spécialisation, la population drainée...

L'excellence hospitalière de Clermont-Ferrand se traduit ainsi dans des domaines tels que :

- la pose de stimulateurs cardiaques

- la chirurgie gynécologique
- le traitement de l'incontinence urinaire
- le traitement des glaucomes
- le traitement des infarctus du myocarde ...

La clinique « La Châtaigneraie » contribue elle-aussi à l'excellence du territoire. En matière de chirurgie de la main, elle figurait en 2005 parmi les 10 meilleures cliniques de France.

La réalisation du Nouvel Hôpital Estaing offre par ailleurs l'opportunité de moderniser les structures et d'augmenter l'offre de soins aux populations. Avec ses pôles de gynécologie-obstétrique, ses spécialités médico-chirurgicales, il peut offrir à la région et surtout au Pays du Grand Clermont, l'image d'un territoire moderne, sûr en matière de santé.



Photo 3 : Le futur Hôpital Estaing à Clermont-Ferrand

Source: www.chu-clermontferrand.fr (Image modelisée)

Le traitement des cancers est aussi un secteur de pointe dans le Grand Clermont. Les établissements clermontois se placent en effet assez souvent parmi les 20 meilleurs, situation facilitée par l'affiliation du CHU et du centre « Jean Perrin » au Cancéropôle Lyon Auvergne Rhône Alpes. Dans la lutte contre le cancer, il existe donc un potentiel aussi bien dans le traitement que dans la recherche.

¹ Le Point N°1759 du 1er juin 2006

Toutefois, le Grand Clermont n'est pas à l'abri des difficultés rencontrées sur le plan national en termes de personnel médical spécialisé. Mais cette tendance peut être atténuée par le fait que le pôle de santé de l'Auvergne est inclus dans le pays du Grand Clermont et que ce sont les autres territoires, plus ruraux, qui sont appelés à perdre leur personnel soignant.

Le pôle universitaire du Centre Hospitalier constitue aussi un lien intéressant entre le traitement des maladies, la formation et la recherche.

B. RECHERCHE ET PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

Une des stratégies d'action de l'Etat via le PASER (Projet d'Action Stratégique de l'Etat en Région) est de transférer les compétences de la recherche publique vers le secteur industriel en Auvergne. Ce document de référence, démarche interne à l'Etat, a une vocation résolument opérationnelle avec la définition d'orientations jugées prioritaires pour répondre aux défis et enjeux auxquels est confrontée la région.

1. Des structures fortement présentes



Photo 4 : L'Institut Français de Mécanique Avancée à Aubière

L'agglomération de Clermont-Ferrand concentre un grand nombre de laboratoires de recherche appartenant à un réseau efficace d'universités, de centres nationaux de recherche et des entreprises



Photo 5 : Le pôle CASIMIR à Aubière

dans des domaines spécifiques assimilés à des pôles de compétitivité.

Les pôles de compétitivité participent au développement économique et technologique de la région. Trois sont à l'œuvre sur le pays du Grand Clermont :

- « **Céréales Vallées** » et « **Viandes et Produits Carnés** » dans le secteur de l'agro-alimentaire santé et dont le siège se situe à Saint-Beauzire
- « **Viaméca** » orienté dans la recherche pour l'ingénierie de la mobilité et dont le siège se trouve à Saint-Etienne.

Le territoire dispose aussi de divers centres nationaux de recherche qui participent aux observations et au développement de nouvelles technologies. Il s'agit, entre autres :

- des deux centres de l'Institut National de la Recherche Agronomique (**INRA**)
- du Centre National du Machinisme Agricole, du Génie Rural et des Eaux et Forêts (**CEMAGREF**)
- du Centre de Recherche sur la Nutrition Humaine (**CRNH**)

- du Bureau de Recherche Géologique et Minière (**BRGM**) et de l'Observatoire de Physique du Globe (**OPG**): la région est d'ailleurs particulièrement performante dans le domaine de la volcanologie.

Ces établissements travaillent en étroite collaboration avec les écoles doctorales et la recherche universitaire. Toute cette structuration constitue un moteur puissant de dynamisme et de développement économique par les créations d'emplois, la venue de personnels très qualifiés et les réseaux entre les pôles de recherche.

2. De la recherche scientifique vers son application

Des structures de transfert sont présentes sur le territoire pour servir d'intermédiaire entre la recherche et les entreprises. Elles aident :

- les sociétés régionales à se moderniser par l'application concrète des nouvelles connaissances acquises dans les divers domaines de la recherche scientifique
- et les universités en leur offrant un terrain d'observation et d'expérience rendant leur recherche plus efficace.

Dès lors, il est important de développer ces liens et les organismes qui participent à ce transfert de technologies. Deux organismes de Clermont-Ferrand sont aujourd'hui concernés :

- le Centre d'Appui et de Stimulation de l'Industrie par les Moyens de l'Innovation et de la Recherche (**CASIMIR**) appartenant au réseau **CRITT** (Centre de Recherche pour l'Innovation et de Transfert de Technologie)
- et l'**ADIV** (Association pour le Développement de l'Institut de la Viande).

Ce dynamisme de la recherche technologique donne naissance à des entreprises nouvelles et innovantes. Dans le Grand Clermont, deux pépinières d'entreprises sont installées :

- **Pascalis** situé à la Pardieu (Clermont-Ferrand) et dédié aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- **L'incubateur BUSI** situé au Biopôle (Saint-Beauzire) dans les domaines des sciences de la vie, l'ingénierie et les TIC.

Ceux-ci sont destinés à devenir de réels pôles d'excellence dans leurs domaines d'activités.

C. MANIFESTATIONS SPORTIVES DE HAUT NIVEAU

1. Les grands équipements sportifs



Photo 6 : Le stade Marcel Michelin à Clermont-Ferrand

Chaque année, l'agglomération accueille plus de 15 manifestations sportives de toute nature.

De grandes manifestations ont lieu dans de grands équipements, comme la coupe du monde de rugby des moins de 21 ans en 2006 au stade Marcel Michelin

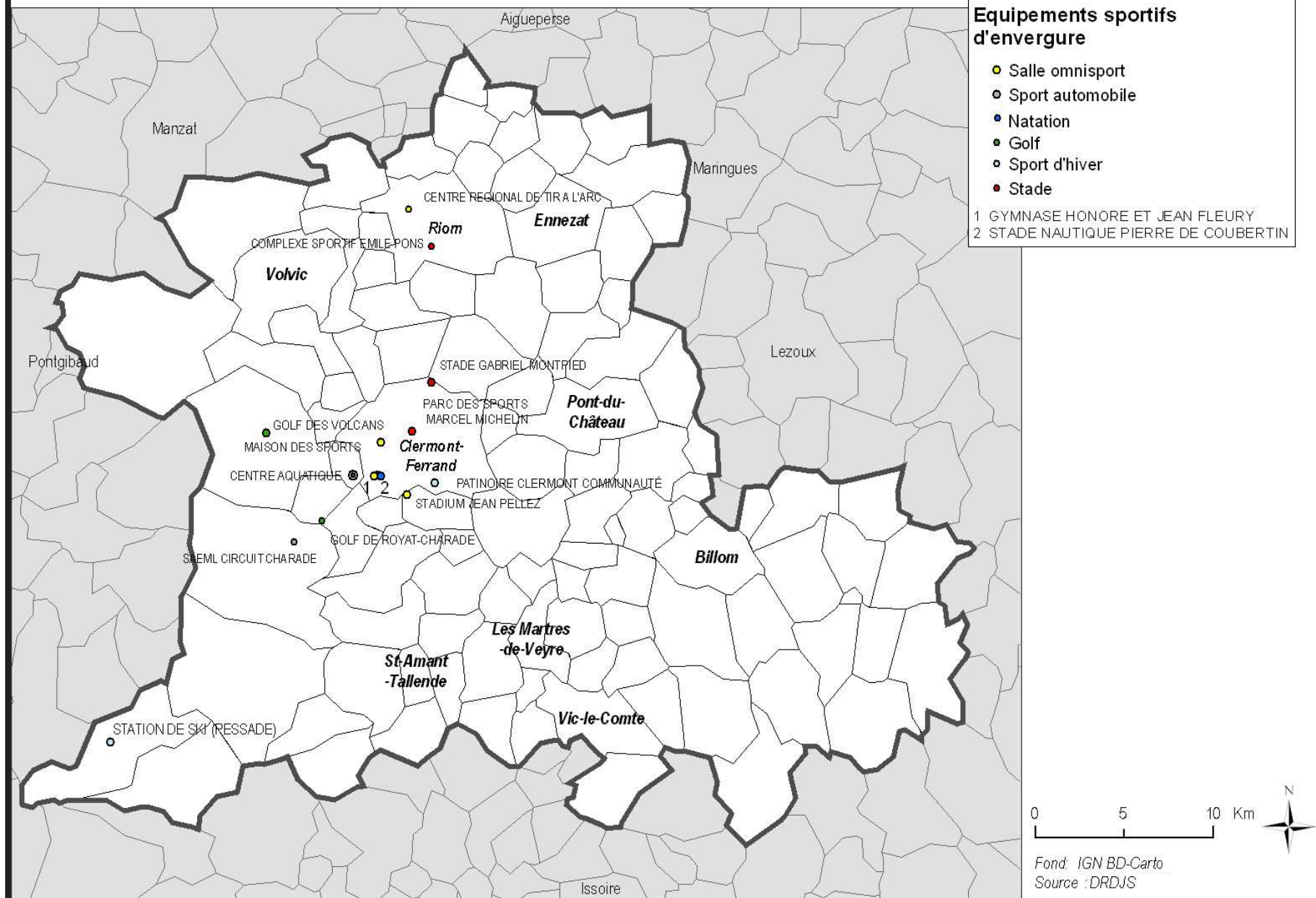
entre autres, l'Open des Volcans, étape de l'Open de France se déroulant au Golf d'Orcines.

Au-delà de ces grandes manifestations, l'image sportive d'un territoire passe aussi par la spécificité des activités qui peuvent y être pratiquées.

Le Grand Clermont offre :

- du ski nordique sur 53 km de piste tracée à Pessade

Carte 1 : Les équipements sportifs d'envergure



Juin 2006

- des activités telles que des balades en 4x4 sur les 82 ha du circuit de Charade à Saint-Genès-Champagne.

La répartition des équipements d'envergure sur le Grand Clermont montre un regroupement au centre du territoire de ceux qui accueillent les grandes manifestations, et dans la partie rurale de l'est du territoire, les équipements qui se démarquent par la spécificité des activités proposées.

2. Les équipes qui les portent

Les équipes de sport de haut niveau contribuent aussi à la réalisation de grandes manifestations et à la renommée d'un territoire. Sur l'agglomération, plusieurs équipes de bon niveau sont présentes. Celles-ci sont associées à de grands équipements tels que :

- le stade Marcel Michelin pour l'ASM Rugby Clermont Auvergne qui fait partie de l'élite nationale
- La Maison des Sports qui ouvre ses portes au SCBA (Basket-ball masculin) classé en Pro A
- Le gymnase Honoré et Jean Fleury qui sert de lieu d'entraînement et de compétition au SCAB63 en ligue féminine de basket-ball.

3. Une dynamique sportive à confirmer

Reconnu pour sa dynamique sportive, Clermont-Ferrand est classée dans le Top 10 des villes les plus sportives de France par le quotidien L'EQUIPE en 2005.

Afin de promouvoir une image dynamique de l'agglomération par le sport, le Conseil Régional d'Auvergne mène aussi des actions. Il a pour ambition de créer, entretenir, gérer et animer les équipements sportifs d'intérêt communautaire tels que les 5 équipements nautiques, le Stade Jean Péllez, le Stade Gabriel Montpied et la patinoire.

Autant d'actions qu'il est intéressant d'appuyer afin que Clermont-Ferrand demeure dans l'élite.

D. CULTURE ET POLITIQUES ÉVÈNEMENTIELLES

Le rayonnement du Grand Clermont peut aussi passer par son offre culturelle. Il s'agit de déterminer s'il a la capacité d'accueillir des grands événements culturels, d'organiser des événements en mesure de lui octroyer une identité culturelle singulière.

Il convient pour cela de distinguer parmi les équipements :

- ceux qui accueillent des conférences, séminaires ou salons
- ceux qui ont une vocation touristique
- et les lieux culturels tels que les salles de spectacles, les musées et les bibliothèques.

Ces trois catégories sont à distinguer du fait de la spécificité de chacun. Mais le but est identique: attribuer une image positive au territoire afin d'attirer de nouveaux habitants, des visiteurs et des entreprises.

Une étude comparative avec les aires urbaines de Rennes, Strasbourg, Saint-Etienne et Grenoble a permis de dégager les types d'équipements culturels nécessaires pour promouvoir un territoire de pareille taille et de vérifier si l'offre du Grand Clermont en la matière était convenable. L'utilisation et le niveau d'activités de chaque équipement ont permis par la suite, de juger du niveau de rayonnement de chacun d'eux.



Photo 7 : Vue sur le Zénith d'Auvergne

Tableau 1 : Evaluation des équipements culturels d'envergure

Vocation	Type d'équipement	Équipement sur le GC	Valeur
Tourisme d'Affaires	Parc des expositions	Grande Halle	++
	Palais des congrès	Polydôme	+
Tourisme de Villégiature	Parc d'attractions / site touristique	Vulcania	=
		Volcan de Lemptégy	=
		Maison de la Pierre	-
	Grand site naturel	Puy de Dôme	++
	Site historique	Centres anciens	-
		Gergovie	-
Culture	Scène conventionnée	Sémaphore	=
	Centre d'art dramatique national	La Comédie	+
	Musée		-
	Bibliothèque centrale d'agglomération	BCIU	++
	Théâtre lyrique	Théâtre Municipal	+
	Scène de musique actuelle	Coopérative de Mai	++
	Salle de diffusion de spectacle vivant	Maison de la Culture	=
	Auditorium Orchestre National de Région		-
	Grande salle de concert	Zénith	++

	Atout	A Valoriser	Manque
--	-------	-------------	--------

1. Le Tourisme

Avec la Grande Halle d'Auvergne, construite en même temps que le Zénith, le territoire dispose depuis 2004 d'une grande structure rayonnante vouée à l'accueil des salons et

conférences, comme par exemple la Foire Exposition Clermont/Cournon. Mais en matière de tourisme d'affaires, l'accessibilité des équipements joue un rôle important, et hormis en voiture personnelle, l'accès n'est pas facile.

En ce qui concerne le tourisme de villégiature, le potentiel du territoire n'est pas bien exploité aujourd'hui. Le sommet du Puy de Dôme est le seul « équipement » touristique qui soit vraiment connu et qui joue de façon satisfaisante son rôle. La Chaîne des Puys et le patrimoine historique et archéologique (le site de Gergovie par exemple) restent à mettre en valeur.

2. La Culture

En ce qui concerne la culture, les résultats sont ambivalents.

Tout d'abord, il se dégage du territoire une image positive due à la présence :

- du Zénith avec plus de 8000 places
- de la Coopérative de Mai où se déroule régulièrement des concerts de musiques actuelles avec des groupes célèbres nationaux ou étrangers.

Cette image sera à coup sûr, renforcée par la construction de la Bibliothèque Communautaire et Inter Universitaire (BCIU), 2ème plus grande bibliothèque de France et la mise en réseau des collections universitaires et de lecture publique qui en résultera.

Mais cette image est quelque peu écornée par l'absence criante d'un musée qui rayonne de par sa collection ou d'un auditorium.

3. Les Festivals

Bien que les festivals ne soient pas des équipements, ils participent à l'évènementiel sur le territoire et dépendent le plus souvent d'un équipement ou de plusieurs structures à la fois.

Ils représentent donc l'image que ces équipements reflètent vers l'extérieur. Peuvent ici être mentionnés :

- le Festival International du Court Métrage qui a attiré 135.000 spectateurs en 2005
- l'Europavox, festival de musique regroupant des artistes européens qui a eu lieu pour la première fois, en 2006. Son originalité en fait une manifestation prometteuse.

Ces initiatives sont intéressantes pour la promotion culturelle du Grand Clermont. Il convient de les favoriser puisque, à ce jour, elles sont peu nombreuses et peu diversifiées.

Ainsi, le Grand Clermont dispose de la plupart des équipements qui sont nécessaires pour promouvoir le territoire et lui donner une identité culturelle et touristique particulière. Cependant son potentiel n'est pas toujours exploité à son optimum.

E. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

On note aujourd'hui en France une utilisation de plus en plus croissante des TIC (ADSL, Câble, Fibre Optique, wi-fi, satellite...) par les ménages et les entreprises. Mais en Auvergne, cette croissance est assez modérée et la couverture par le haut débit, technologie la plus répandue, n'est pas encore généralisée. Cela s'explique aussi par l'existence de nombreuses zones rurales à faible densité de population ou d'entreprises.

Comparée à d'autres territoires de taille semblable, l'aire urbaine de Clermont-Ferrand, malgré l'importance des zones rurales, ne se classe pas en fin de peloton, en ce qui concerne la disponibilité des technologies Haut débit. Deux types de technologies Internet sont présents sur le Grand Clermont (la fibre optique et l'ADSL).

Ce résultat est à relativiser du fait du nombre de communes qui sont couvertes et de la quantité d'entreprises qui y ont accès. En effet, même si le territoire possède 2 technologies de Haut débit Internet, seule la Communauté d'Agglomération Clermont

Tableau 2 : Disponibilité des technologies Internet

Aire urbaine	Nombre de technologies présentes
Clermont Ferrand	2
Grenoble	3 et plus
Rennes	2

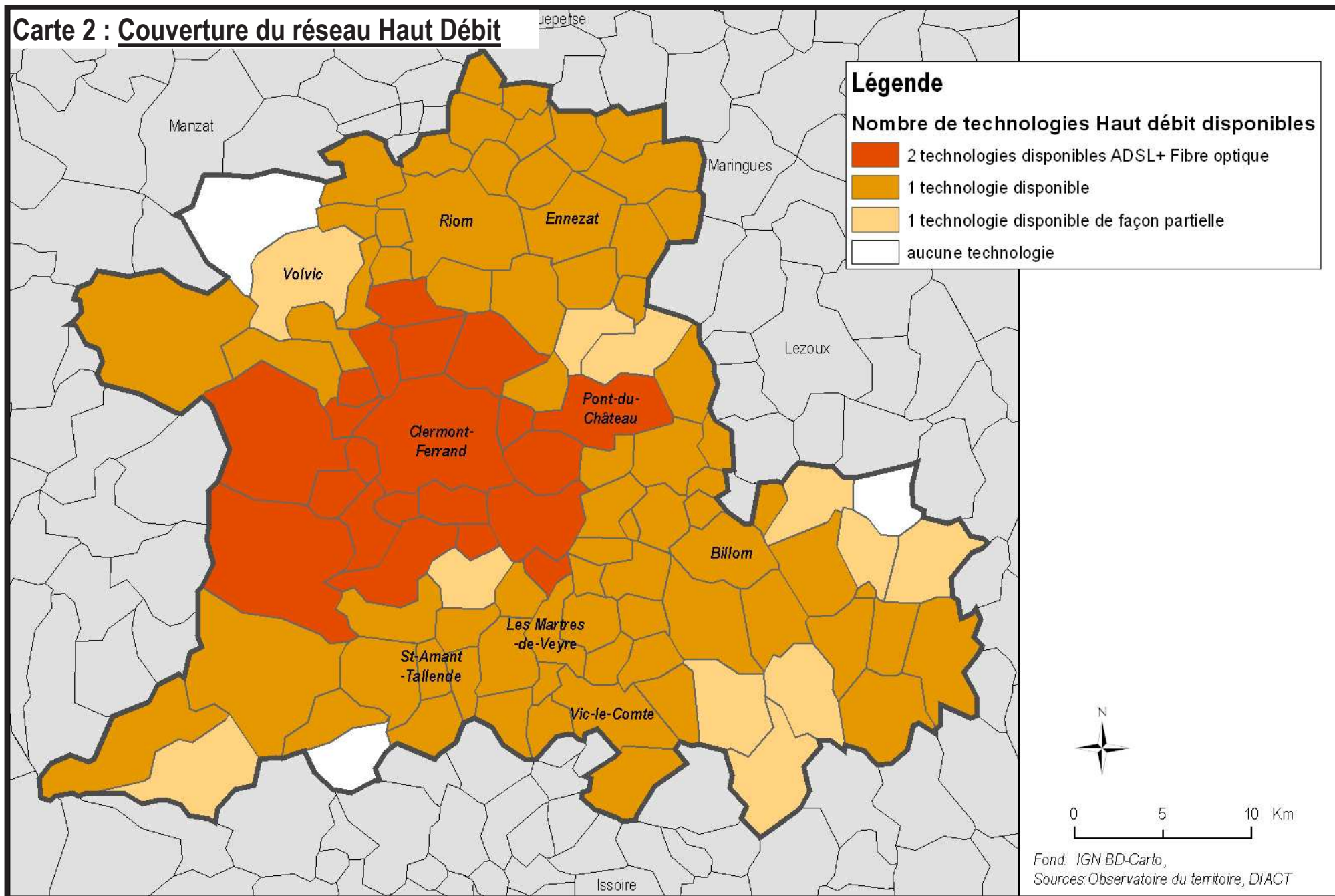
Communauté (21 communes) en est couverte. La grande majorité des communes ne dispose en réalité que d'une seule technologie (ADSL) et la couverture de la commune n'est pas toujours totale.

La couverture du Grand Clermont va s'améliorer avec le réseau d'initiative communautaire lancé par Clermont communauté. 21 communes seront desservies et 40% de la demande en services de télécommunications des PME seront assurés.

Le très haut débit est aussi présent sur le territoire. Cette technologie utile aux très grandes entreprises qui utilisent Internet, n'est toutefois exploitée que par trois entreprises sur le Grand Clermont. Des débits d'une telle ampleur ne pouvant être fournis que grâce à la conduction par fibre optique, l'extension prochaine de l'aire de couverture de cette technologie par Clermont Communauté va permettre une plus grande concurrence du territoire pour l'installation d'entreprises innovantes ou d'envergure.

Une des finalités pour le territoire sera de créer un réseau de TIC performant afin d'améliorer l'efficacité des échanges entre pôles de recherches et d'être assez compétitif pour attirer les entreprises.

Carte 2 : Couverture du réseau Haut Débit



Juin 2006

Une Image à Affirmer

A light green topographic map of France, showing the country's irregular coastline and internal topographical features like mountain ranges and valleys. The map is centered on the French territory.

FAVORISER UN CADRE DE VIE AGRÉABLE

L'appréciation du cadre de vie des habitants est souvent liée à la disponibilité d'équipements et services de proximité. Favoriser l'accès à ces services et équipements améliorerait très certainement l'attrait du territoire et contribuerait à capter beaucoup plus de monde.

Ce chapitre a pour ambition d'évaluer l'offre en équipements et services de proximité, avec un souci d'équité d'accès sur tout le territoire. L'étude s'est donc axée sur les besoins des habitants, des bénéficiaires. Ces besoins étant variables tout au long de la vie, il convient de distinguer deux types d'équipements de proximité :

- Les « **équipements pour tous** » qui portent sur des besoins réguliers auxquels chacun aspire; ils se réfèrent aux domaines de la communication, de la culture, du sport et de la santé. Dans un souci d'équité et du fait de la paupérisation de la population, les services et équipements relevant de l'action sociale, envers les populations en difficultés y ont été ajoutés.
- Les **équipements spécifiques** à chacun des âges de la vie et dont le besoin n'est réellement ressenti que par la frange de population concernée. Ils se réfèrent aux besoins des étudiants (lieux d'études, de résidence...), des familles (crèches, garderies, écoles...) et aux services aux personnes âgées.

I. UNE OFFRE D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES POUR TOUS

A. LA CULTURE ET LES LOISIRS

Deux volets de la culture sont ici distingués : la culture récréative et la culture éducative (liée aux bibliothèques et écoles de musique). L'analyse dans les deux cas porte sur l'offre existante et son accessibilité.

1. L'offre culturelle de récréation

Elle se réfère aux spectacles, concerts, pièces de théâtre ou films qui sont projetés dans les salles de spectacles et les cinémas. Ne sont pas pris en compte ici les spectacles qui ont lieu dans les nombreuses salles polyvalentes qui existent sur le territoire étant donné que pratiquement chaque commune en dispose.

La répartition des salles de spectacles et de cinémas sur le territoire montre une très forte concentration de ces lieux au centre ville de Clermont-Ferrand. Les trois communes les

plus peuplées (Riom, Cournon-d'Auvergne et Clermont-Ferrand) ont au moins un cinéma et plusieurs salles de spectacles dont les équipements métropolitains de grande envergure.



Photo 8 : Le Sémaphore à Cébazat

Des salles de spectacles existent aussi dans des pôles de vie tels que Volvic, Billom et Vic-le-Comte, alors que Pont-du-Château, Ennezat, Les Martres-de-Veyre et Saint-Amant-Tallende en sont dépourvus. Pour certains habitants, la proximité de Thiers ou Issoire offre parfois une alternative.

L'accessibilité en transports en commun est assez difficile sur tout le territoire, car les spectacles ont le plus souvent lieu dans la soirée et il n'y a pas de service de nuit. Pour pouvoir se divertir le soir, la plupart des habitants dépendent donc de leur véhicule personnel.

Faciliter la mobilité vers les manifestations culturelles par un renforcement des services de transports en commun de nuit.

2. L'offre bibliothécaire

La lecture intéresse chaque âge, chaque catégorie socioprofessionnelle. C'est à la fois un moyen de se cultiver et de se divertir au moyen de médias de nature de plus en plus diverse allant aujourd'hui du livre au CD-Rom. De plus en plus de médiathèques se créent ou se transforment en vue d'offrir un service moderne et adapté aux habitudes actuelles de la population intéressée.

Tableau 3 : Comparaison de l'offre bibliothécaire des territoires

AIRE URBAINE	Nbre de Bibliothèques	Nbre d'Annexes	Nbre d'habitants par Etablissement	Surface par hab. (en m ²)	Nbre d'ouvrages* par hab.	Dépenses de personnel par hab. (en €)
CLERMONT-FERRAND	14	15	14 122	0.02	1.48	8.87
GRENOBLE	40	30	7 351	0.11	4.61	36.29
RENNES	40	14	9 652	0.05	2.55	12.88
SAINT-ÉTIENNE	8	7	21 464	0.04	1.71	14.55
STRASBOURG	26	9	17 485	0.02	1.09	9.08

*Livres, phonogrammes, vidéogrammes, cédéroms

Sources: INSEE, ministère de la culture



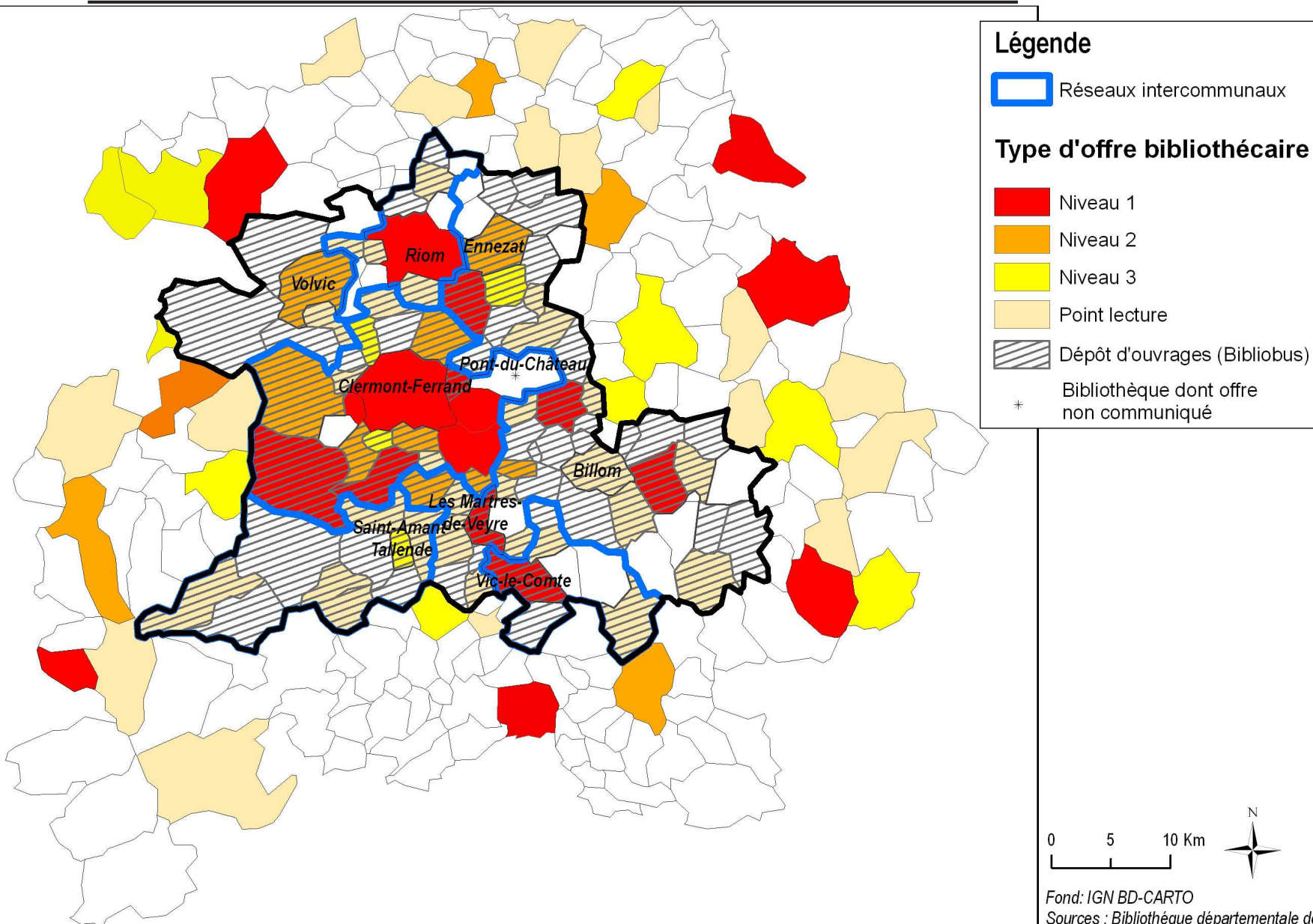
Photo 9 : Le Cinédôme à Aubière

a- Le positionnement du territoire

Juger des facilités de mise à disposition de structures bibliothécaires sur l'aire urbaine de Clermont-Ferrand passe par une comparaison avec les territoires de référence. Cette analyse porte aussi bien sur le nombre d'établissements présents que sur le nombre d'ouvrages disponibles ou les dépenses publiques de fonctionnement, le tout rapporté à l'habitant.

Pour chacun des éléments de comparaison l'aire urbaine de Clermont-Ferrand se positionne dans la deuxième moitié du classement.

Carte 3 : Offre bibliothécaire sur le territoire du Grand Clermont et ses alentours



juin 2006

Bien souvent, l'offre de Clermont-Ferrand est inférieure à la moitié de celle de Grenoble qui affiche les meilleurs rapports sur tous les thèmes d'étude. De plus, Clermont-Ferrand s'illustre par la plus faible surface d'équipements mise à disposition de l'habitant et par le plus faible financement en dépenses de personnel (4 à 5 fois inférieur à Grenoble).

b- L'organisation sur le territoire

Le Conseil Général, par le biais de la Bibliothèque Départementale de Prêts (BDP) participe à l'organisation de l'offre bibliothécaire sur le territoire notamment par la réalisation d'un schéma départemental de lecture publique et un réseau de bibliothèque publique. La BDP a pour objectif l'équité d'accès au service bibliothécaire sur le département. Fonctionnant grâce à des bénévoles (890 pour 20 professionnels), elle intervient dans les communes de moins de 10000 habitants qui désirent obtenir un service de lecture publique. Le passage d'un bibliobus (environ 3 fois/an) dans les communes inscrites au programme permet la mise à jour du stock d'ouvrages présents dans leurs dépôts.

Au sein du Grand Clermont, l'organisation et la gestion des bibliothèques ne sont pas la même d'une commune à une autre. Certaines communes peuvent en effet bénéficier de l'aide

communautaire à travers la mise en place de réseaux de bibliothèques ou de lieux de lecture.



Photo 10 : La bibliothèque des Martres-de-Veyre

Le cas particulier de Clermont Communauté

De par l'importance de ses équipements bibliothécaires mais aussi de sa population, Clermont Communauté a structuré plus qu'ailleurs sur le Grand Clermont, un réseau performant.

Ce réseau fonctionne de manière bien organisée avec des divisions correspondant à des bassins de lecture. Il regroupe de nombreuses et performantes bibliothèques et ses propres bibliobus. Le bus de la BDP dessert encore quelques communes mais ce service départemental est voué à disparaître avec la construction prochaine de la Bibliothèque Communautaire Inter Universitaire (BCIU) qui améliorera le schéma d'organisation. Le service bibliothécaire est destiné à être totalement indépendant sur Clermont Communauté.

c- Le niveau de l'offre bibliothécaire

La Bibliothèque Départementale de Prêt (BDP) a réalisé un système de classement de l'offre bibliothécaire sur le département du Puy-de-Dôme. Selon des critères précis et variables, un service bibliothécaire correspond à un niveau donné.

L'application de ce classement sur le Pays du Grand Clermont et de ses alentours montre une couverture très variable en terme de qualité de l'offre.

Certains territoires semblent moins bien dotés avec un niveau général de bibliothèque plus faible que la moyenne. C'est le cas des communautés de communes des Cheires et Allier comté mais la mise en réseau de leurs bibliothèques et points lectures améliorera de manière conséquente l'offre bibliothécaire mais aussi l'accessibilité à celle-ci.

On remarque aussi que l'Est du territoire est inégalement équipé et que l'offre n'est pas forcément adaptée aux besoins réels de la population. C'est le cas par exemple d'Egliseneuve-près-Billom qui offre un service bibliothécaire très performant alors que Billom, où la demande est bien plus importante, ne possède qu'un point lecture.

Inciter les autres communautés de communes à prendre la compétence et à créer des réseaux efficaces afin de couvrir le plus de population possible car même s'ils sont peu peuplés, il subsiste encore des territoires ne disposant d'aucun service bibliothécaire de proximité.

3- L'offre en écoles de musique

Le désir d'apprendre la musique apparaît de plus en plus tôt chez les enfants. Devant cette demande grandissante, certaines écoles primaires intègrent un enseignement musical au programme classique. Malheureusement, peu d'écoles le font.

Les principales raisons sont :

- le caractère facultatif de l'enseignement
- le coût des enseignements et des instruments
- le manque de relations entre les écoles primaires et musicales.

L'enseignement dispensé dans les écoles primaires est exclusivement destiné aux enfants et vise à éveiller leur sensibilité à la musique. Les écoles de musique offrent par contre l'opportunité aux amateurs ou aux personnes plus confirmées, de tout âge et de tout niveau social, d'apprendre ou de parfaire la pratique d'un instrument de musique. L'étude s'intéressera donc à ces dernières.

a- Une Offre d'enseignement diversifiée

L'offre en enseignement est variable d'une école de musique à une autre. Dans un souci d'étudier plus précisément la diversité de l'offre musicale sur le territoire du Grand Clermont, un classement par catégorie selon les instruments enseignés a été réalisé. Il ne s'agit pas d'un jugement sur la qualité de

l'enseignement dispensé au sein de ces établissements, mais juste un indicateur de l'offre.

Tableau 4 : Catégories d'enseignement musical

Catégorie 1	Peu d'instruments enseignés ou Fanfare
Catégorie 2	Piano, guitare, flûte, percussions
Catégorie 3	Saxophone, clarinette, trompette
Catégorie 4	violon, violoncelle, contrebasse, trombone, tuba
Catégorie 5	Le Conservatoire national de Région (Emmanuel-Chabrier)

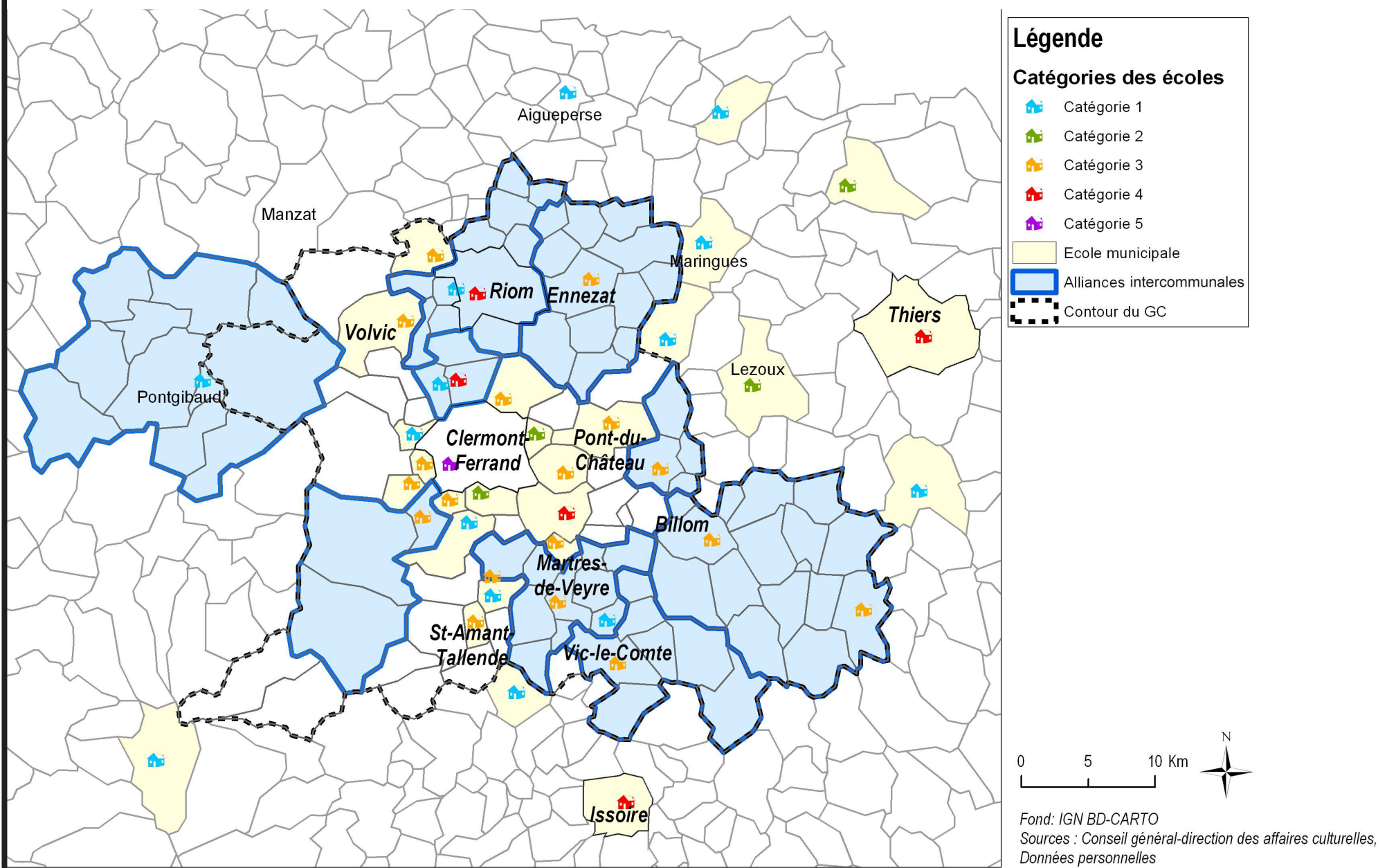
Explication : une école est de catégorie 3, si son enseignement porte sur :

- la totalité des instruments de la catégorie 3
- tous les instruments des catégories antérieures (1 et 2)
- et peut-être un ou plusieurs instruments des catégories supérieures (4 et/ou 5) mais pas tous leurs instruments.



Photo 11 : Ecole de musique de Cébazat

Carte 4 : Enseignement musical sur le Pays du Grand Clermont et ses alentours



juin 2006

b- Un ensemble encourageant

Comparée aux alentours du pays du Grand Clermont, le territoire est bien équipé avec des établissements possédant une bonne offre en terme de choix musical. Une concentration importante d'équipements de bonne catégorie se trouve au niveau de Clermont Communauté. La meilleure catégorie est représentée par le Conservatoire Chabrier à Clermont-Ferrand et beaucoup d'écoles de très bonne catégorie sont présentes à Cournon-d'Auvergne, à Cébazat mais aussi à Riom. Les pôles de vie possèdent tous des écoles de musique classées en catégorie 3, reflet d'un panel intéressant d'enseignement.

Il est à noter que la communauté de communes de Mur-ès-Allier ne possède aucun établissement musical.

Une école de musique publique étant un investissement important pour une collectivité, toutes n'ont pas les moyens financiers et humains à lui consacrer. Aussi, la gestion d'un tel équipement se fait-elle assez souvent à une échelle supra-communale avec l'avantage de pouvoir diversifier et renforcer l'offre sur le territoire.

- Un grand nombre d'intercommunalités ont pris la compétence à l'exception des communautés de communes Volvic Sources et Volcans et Les Cheires. C'est aussi le cas de Clermont communauté malgré une grande quantité d'établissements
- Les communes de Cébazat, Blanzat et Châteaugay se sont constituées en groupement indépendant
- des syndicats tels que le SICAS¹ et le SIVOM² de Pontgibaud (auquel seule la commune de Saint-Ours Les Roches dans le Grand Clermont est rattachée) ont aussi la compétence.

c- Une accessibilité financière difficile

Malgré une bonne répartition des écoles de musique sur le territoire, l'équité d'accès n'est pas encore effective. Certains



Photo 12 : Ecole de musique de Saint-Amant-Tallende

habitants ne peuvent bénéficier de cet enseignement artistique dû en partie à l'isolement spatial. Tous les habitants n'ont pas accès à une école de musique sur leur commune ou à travers une organisation administrative et sont, par conséquent confrontés à des prix prohibitifs imposés par les territoires équipés. Ainsi, entre un résident et un non-résident, les tarifs peuvent passer du simple au double.

Permettre à tous un accès spatial et financier à l'enseignement musical par la création de regroupements communaux ou l'adhésion de communes à des regroupements qui exercent déjà la compétence

Ouvrer pour une mutualisation des moyens

¹ Syndicat Intercommunal Ceyrat, Aydat et Saint-Genès-Champanelle

² Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

B. LE SPORT

La pratique du sport est nécessaire à chaque période de la vie et quelle que soit la condition sociale dans laquelle l'individu se trouve.

L'étude menée ici a pour but de réaliser :

- Une analyse comparative avec les territoires référents afin de déterminer si en matière de sport, le Grand Clermont dispose d'une offre satisfaisante
- Une analyse par commune afin de déterminer l'offre de proximité proposée aux habitants de chaque commune
- Une analyse de l'accessibilité aux équipements sportifs les plus populaires (patinoire et piscine).

1. Un territoire bien équipé

L'étude des équipements sportifs de proximité a permis de définir 7 classes d'activités correspondant au panel de l'offre sportive existante:

- les équipements permettant de pratiquer les sports collectifs d'extérieur : rugby, football, basket-ball, hand-ball, volley-ball...

- les équipements permettant de pratiquer les sports collectifs d'intérieur : basket-ball, hand-ball, volley-ball...
- les équipements permettant de pratiquer un sport en salle: arts martiaux, danse, gymnastique, ping-pong...
- les équipements permettant de pratiquer l'athlétisme
- les équipements permettant de pratiquer le tennis
- les équipements permettant de pratiquer la natation
- les équipements permettant la pratique des sports de pleine nature (parapente, escalade, équitation, golf, motocross, sport nautique, tir et sports urbains de glisse).

Pour chacune des classes, le nombre d'équipements présents sur le territoire a été rapporté à la population. Ce qui permet de comparer l'offre d'équipements de l'aire urbaine de Clermont-Ferrand aux autres aires urbaines de référence.

Avec 3,24 équipements sportifs pour 1000 habitants, l'aire urbaine de Clermont-Ferrand se trouve en première position face aux aires urbaines de référence.

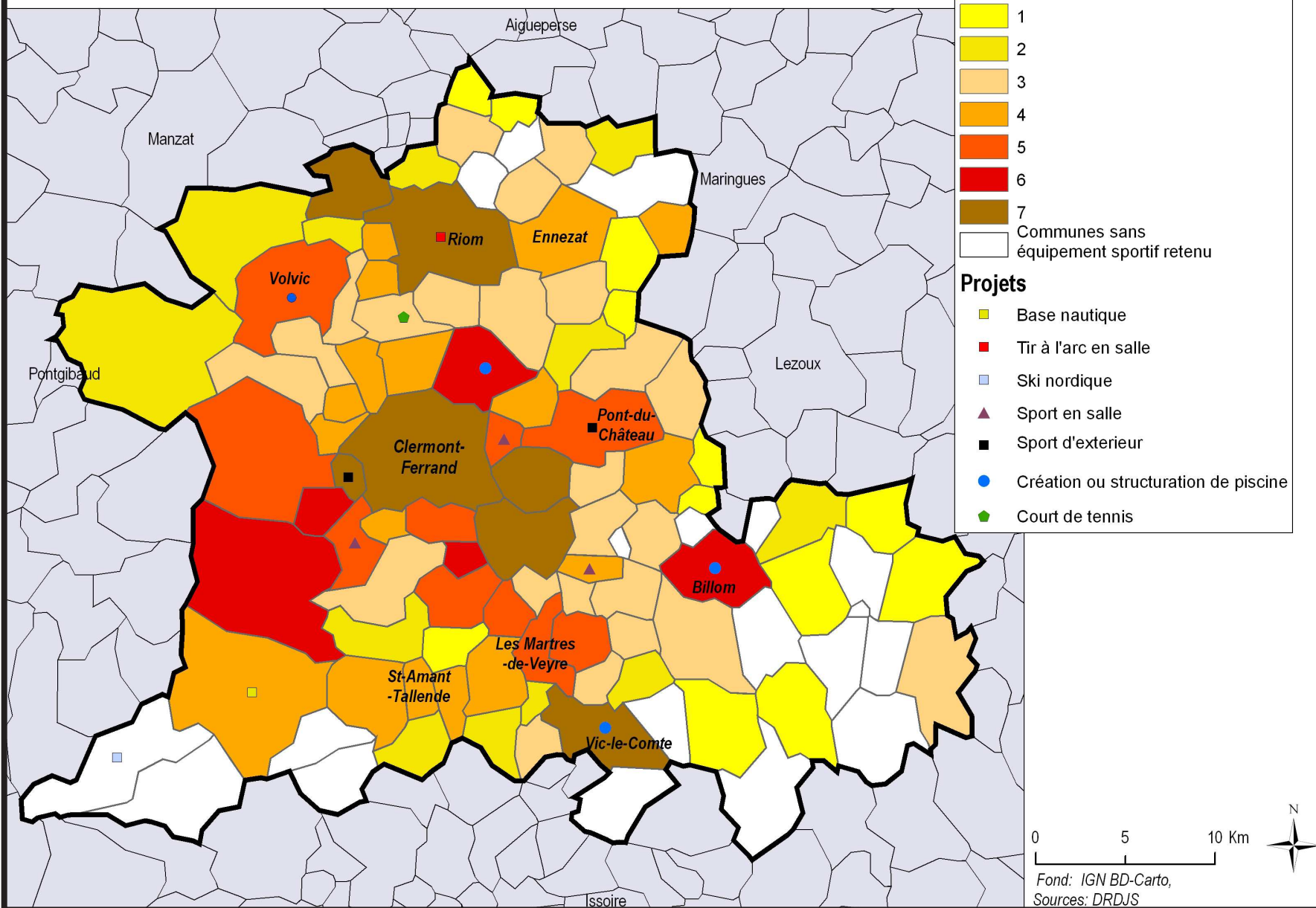
De plus, dans chaque classe d'activités sportives, le taux d'équipement est supérieur à la moyenne voire excellent pour les équipements d'athlétisme et de sport collectif d'extérieur. On peut donc estimer que le territoire est bien pourvu.

Tableau 5 : Taux d'équipements sportifs du territoire (en équipement/1000 hab.)

Aire urbaine	Sports collectifs d'extérieur	Sports collectifs d'intérieur	Sports en salle	Natation	Athlétisme	Tennis	Sports de pleine nature	Total
Clermont-Ferrand	0.71	0.53	0.67	0.07	0.14	0.67	0.45	3.24
Grenoble	0.39	0.48	0.72	0.12	0.07	0.71	0.58	3.08
Strasbourg	0.55	0.55	0.72	0.02	0.07	0.71	0.30	2.92
Rennes	0.71	0.48	0.67	0.03	0.08	0.38	0.23	2.58
Saint-Étienne	0.41	0.35	0.39	0.06	0.11	0.47	0.21	2.00
MOYENNE	0.56	0.48	0.63	0.06	0.09	0.59	0.35	2.76

Sources: DRDJS, INSEE

Carte 5 : Panel d'activités sportives par commune et projets en cours



juin 2006

L'étude comparative de l'offre en équipements sur le territoire du Grand Clermont montre que 19 des 106 communes du territoire ne possèdent aucun des équipements retenus dans cette analyse. Ce sont essentiellement des zones fortement rurales qui disposent cependant de chemins de randonnée pédestre et VTT balisés ou autres activités de plein air non retenues mais qui constituent aussi des atouts pour le territoire. La population de ces communes ne représente que 6700 habitants, soit 1,7% de la population totale du Grand Clermont.



Photo 13 : Le stade de Chappes

Plusieurs grands projets sont en cours de réalisation et devraient renforcer la position du territoire. Ceux-ci ont été incorporés lors de la prise en compte des activités proposées. Ils se composent de :

- 2 piscines (Volvic et Gerzat)
- 4 équipements pour la pratique du sport en salle (Riom, Pérignat-sur-Allier, Ceyrat, Aulnat)
- 4 équipements pour la pratique du sport en extérieur (Aydat, Chamalières, Saulzet-le-Froid, Pont-du-Château)
- 1 réhabilitation de court de tennis (Châteaugay).

Les nouveaux équipements construits offrent une multiplicité d'activités pouvant y être pratiquées et sont destinés à un public de plus en plus large (bassin ludique pour les enfants, zone de détente pour les personnes âgées par exemple...).

L'analyse de la répartition sur le territoire des équipements sportifs par classe d'activités a permis de déterminer que celle-ci est satisfaisante.

Une exception : les équipements permettant la pratique de l'athlétisme sont inexistantes sur la communauté de communes de Billom Saint-Dier; l'équipement d'athlétisme le plus proche se situe sur la commune de Vic-le-Comte.

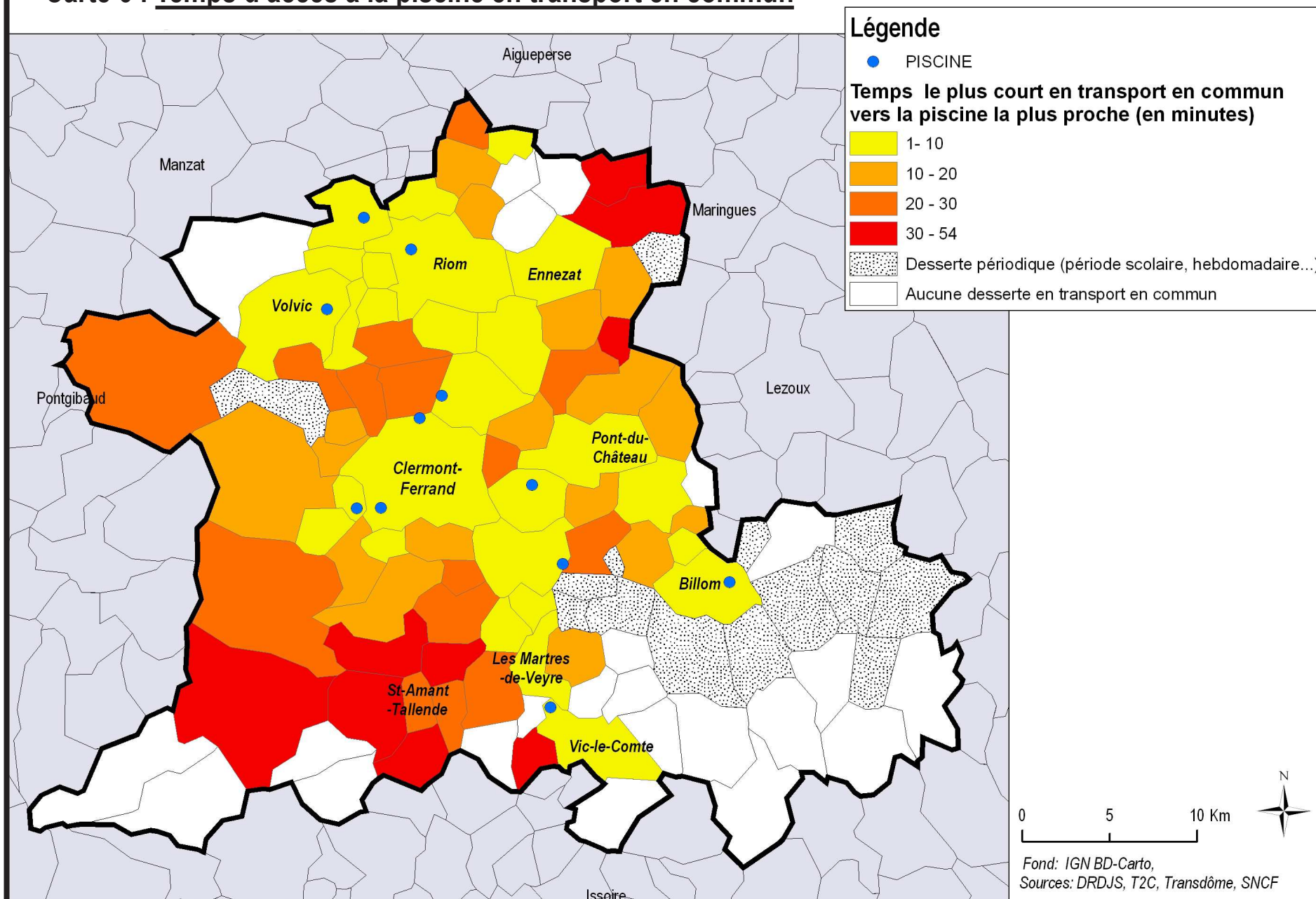
2. Une accessibilité mitigée

La desserte actuelle en transport en commun ne couvre pas le territoire de façon égale et donc pénalise certaines zones. C'est le cas de la Communauté de Communes de Billom Saint-Dier où elle est très faible voire inexistante par endroits. L'accès aux équipements est donc plus compliqué pour les populations dépendantes des transports en commun. C'est également le cas des communes du Sud du Grand Clermont où les transports en commun sont assurés à une faible cadence journalière. Ces communes pâtissent aussi de la durée du trajet vers les équipements, rallongé par les nombreuses dessertes du bus.

Cette situation est toutefois améliorée lorsque le déplacement se fait en voiture personnelle. Chaque habitant du Grand Clermont peut en effet, pratiquer n'importe quel type de sport à moins de 15 minutes de déplacement de sa commune, sauf les sports de glace et la natation.

La piscine est l'un des équipements les plus coûteux aussi bien à la construction que dans la maintenance. Le Grand Clermont en possède 9 aujourd'hui et 2 sont en projet. Cette nouvelle offre semble couvrir assez bien les besoins sur le territoire car seuls 8000 habitants (soit environ 2 % de la population totale du Grand Clermont) se trouveront à plus de 15 min de trajet en voiture de la piscine la plus proche. Les durées maximales de déplacement vers la piscine et la patinoire (présente uniquement à Clermont-Ferrand) sont respectivement de 30 et 45 minutes.

Carte 6 : Temps d'accès à la piscine en transport en commun



juin 2006

Tableau 6 : Tarification d'entrée aux équipements populaires

Aire Urbaine	Tarifs d'entrée (en €)	
	Patinoire (+ location de patins)	Piscine
Clermont-Ferrand	5,60	2,70
Grenoble	6	3
Rennes	7	2,30
Saint-Étienne	6,70	3,50
Strasbourg	7,70	3

Sources : Sites Internet des villes concernées

L'accessibilité financière à ces équipements sportifs populaires apparaît aussi équitable, avec des prix assez abordables par rapport à ceux des villes de référence. Toutefois, dans le cas de la patinoire, ces résultats sont à relativiser compte tenu de son âge.



Photo 14 : La patinoire de Clermont Communauté

Source: www.clermontcommunaute.net

Faciliter à tous et en tout point du territoire, l'accès aux principaux équipements sportifs de proximité.

Procéder à une réhabilitation de la patinoire afin de présenter une offre plus convenable à la population

C. LA SANTÉ

Deux interrogations paraissent importantes dans ce volet :

- Comment se positionne le territoire du Grand Clermont en matière d'offre de services sanitaires (au regard des territoires référents)?
- Et avec quelle facilité, l'accès à ces services se fait-il ?

1. Le contexte de l'organisation sanitaire

Le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Auvergne 2006-2011 définit des territoires de santé qui peuvent être assimilés à des territoires de projet. Ils regroupent d'autres territoires correspondant à des « bassins de vie » et comportant des structures hospitalières vers lesquelles les populations du territoire convergent majoritairement pour les soins réguliers. L'Auvergne est ainsi découpée en 9 territoires de santé dont celui du Grand Clermont.

Le territoire de santé du Grand Clermont englobe la quasi-totalité du Pays du Grand Clermont, à l'exception de :

- Manglieu (tourné vers le territoire de santé Brioude-Issore)
- Trézioux (tourné vers le territoire de santé Thiers-Ambert).

Il regroupe les structures de soins de l'agglomération de Clermont-Ferrand (CHU, Cliniques...), de Riom, de Billom ainsi que le Complexe médico-thermal du Mont-Dore, seule structure hors du périmètre du Pays du Grand Clermont.

Cette territorialisation de l'offre de soins montre que le pays du Grand Clermont est en mesure d'assurer la quasi-totalité de la demande en soins de ses habitants.

Comment se présente alors cette offre de services de santé aux populations ? Quelle en est la qualité ? Et comment se répartit l'accès aux soins sur le territoire ?

Carte 7 : Le Pays du Grand Clermont et son territoire de santé

Légende

STATUT DES ETABLISSEMENTS

- PUBLIC
- PRIVE
- ▲ PSPH

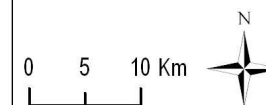
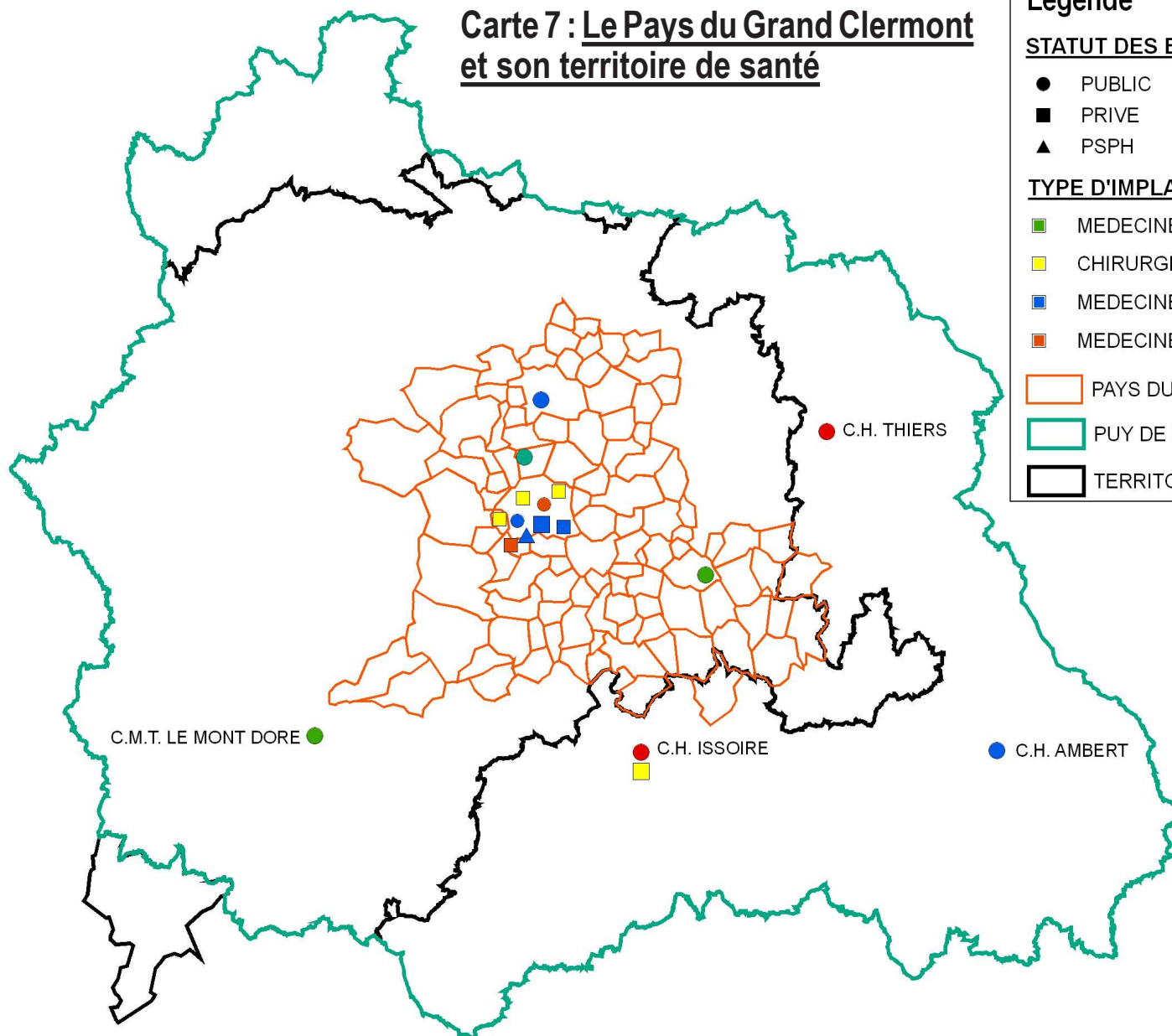
TYPE D'IMPLANTATIONS

- MEDECINE
- CHIRURGIE
- MEDECINE ET CHIRURGIE
- MEDECINE, CHIRURGIE ET OBSTETRIQUE

□ PAYS DU GAND CLERMONT

□ PUY DE DÔME

□ TERRITOIRE DE SANTE DU GRAND CLERMONT



Fond: IGN BD-CARTO
Source : ARH Auvergne

Les implantations relatives aux activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle, de psychiatrie et d'équipement lourd ont un rayonnement généralement étendu (la région par exemple). Aussi, afin d'aborder de façon pertinente le sujet à l'échelle du pays, l'accent sera mis sur les soins de court séjour en Médecine, Chirurgie et Obstétrique (MCO)

2. Le positionnement du Grand Clermont

L'étude de la densité de l'offre de lits de court séjour MCO montre que le territoire de santé du Grand Clermont se situe légèrement au-dessus de la moyenne nationale. Il est par ailleurs en bonne position par rapport aux territoires de comparaison (territoires de santé de Rennes, de Strasbourg et de Grenoble).

Tableau 7 : Offre de lits en MCO (2005)

Territoire de santé	nombre de lits courts séjours (pour 100 000 habitants)			
	Médecine	Chirurgie	Obstétrique	Total
Grand Clermont	206	234	43	483
Rennes	184	138	41	363
Strasbourg	316	270	50	636
Grenoble	215	171	36	422
France	215	178	42	435

Sources: FINESS, ARH 2006, SROS III

Cette observation est cependant à relativiser suivant l'activité de court séjour considérée.

Si cette approche peut permettre de positionner le territoire de santé du Grand Clermont en termes d'offres de lits en court séjour MCO, elle ne saurait réellement faire apprécier l'offre de soins de court séjour MCO du Grand Clermont par rapport aux autres territoires. Des éléments tels que la densité médicale, l'organisation de l'hospitalisation à domicile, les établissements de cure et l'âge de la population ont un impact important sur

la qualité de l'offre de soins MCO sur un territoire, données qui n'ont pas été recueillies.

3. L'accessibilité des structures de soins

Clermont-Ferrand abritant le pôle régional de santé d'Auvergne, l'offre de santé couvre plusieurs disciplines dont :

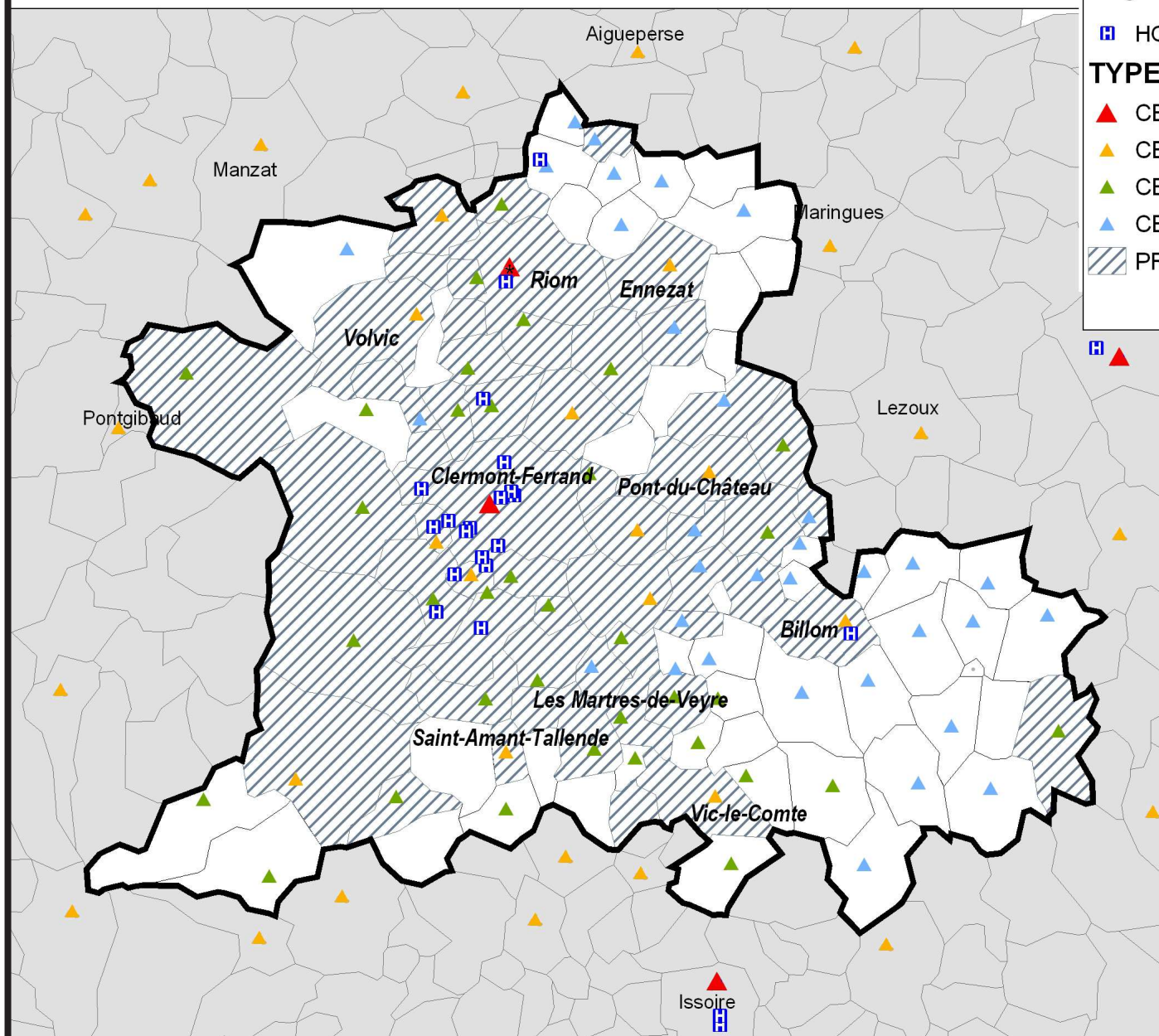
- la médecine, la chirurgie (générale, viscérale, cardio-vasculaire, plastique...)
- les services de gériatrie, de psychiatrie, d'obstétrique et de gynécologie
- les services d'urgences ...

Du point de vue de l'accès aux soins, le SROS III inscrit le Pays du Grand Clermont dans la zone de l'Auvergne la mieux pourvue. Bien que de nombreux soins puissent être donnés au sein du Grand Clermont, il est intéressant de voir comment se présente l'accessibilité à ces services dans des situations d'urgences. Seront donc considérés les services d'urgences et les maternités.



Photo 15 : Le pôle Santé République

Carte 8 : Couverture du territoire (urgences légères)



Légende

■ HOPITAL/CLINIQUE

TYPE DE SERVICE POMPIERS

▲ CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL

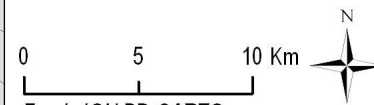
▲ CENTRE DE SECOURS

▲ CENTRE D'INTERVENTION

▲ CENTRE DE PREMIERE INTERVENTION

▨ PRESENCE DE PRATICIENS

* En construction



Fond : IGN BD-CARTO
Sources : SDIS63, INSEE, FINESS

juin 2006

En matière de soins d'urgences, il s'agit de déterminer si toutes les communes du Pays du Grand Clermont sont couvertes assez vite par les secours.

Les acteurs concernés sont les médecins généralistes, les pompiers et les SMUR³. Si les deux premiers peuvent intervenir dans des cas d'urgence légère (les plus nombreux), la présence du troisième est requise pour les cas graves. Aussi l'analyse se fait-elle à ces deux niveaux de couverture du territoire par ces acteurs.

a- L'accès aux soins d'urgences légères

Seulement 6,3% de la population ne dispose pas de médecins généralistes sur sa commune. Les communes concernées (49) se retrouvent essentiellement sur la Communauté de Communes de la Limagne d'Ennezat et celle de Billom Saint-Dier. Toutefois ces communes bénéficient soit de la proximité de l'offre hospitalière de Clermont-Ferrand, soit de celle de l'hôpital local de Billom. D'ailleurs, la présence d'un médecin n'implique pas une permanence des soins (en tant que service) sur la commune.

Le territoire est par ailleurs assez bien couvert par les casernes de pompiers. Le schéma mis en place par le SDIS⁴ prévoit en effet un délai d'intervention maximal de 15mn par les équipes d'un centre de secours.



Photo 16 : Le nouveau centre de secours d'Ennezat

³ Services Mobiles d'Urgence et de Réanimation

⁴ Service Départemental d'Incendie et de Secours

Les centres d'intervention présents dans certaines communes constituent aussi un premier gage de sécurité.

b- L'accès aux soins d'urgences lourdes

Les situations graves sont celles qui nécessitent l'utilisation d'un plateau technique et donc un recours à une unité d'urgences hospitalières. L'objectif visé ici est de voir s'il existe une équité d'accès aux soins d'urgences pour la population. En d'autres termes, Est-ce que chacun peut espérer avoir des soins d'urgences adaptés et dans des délais raisonnables ?

Les services considérés sont ceux qui, selon le SROS III, devraient disposer d'unités d'accueil et de traitement des urgences à l'horizon 2011. Il s'agit :

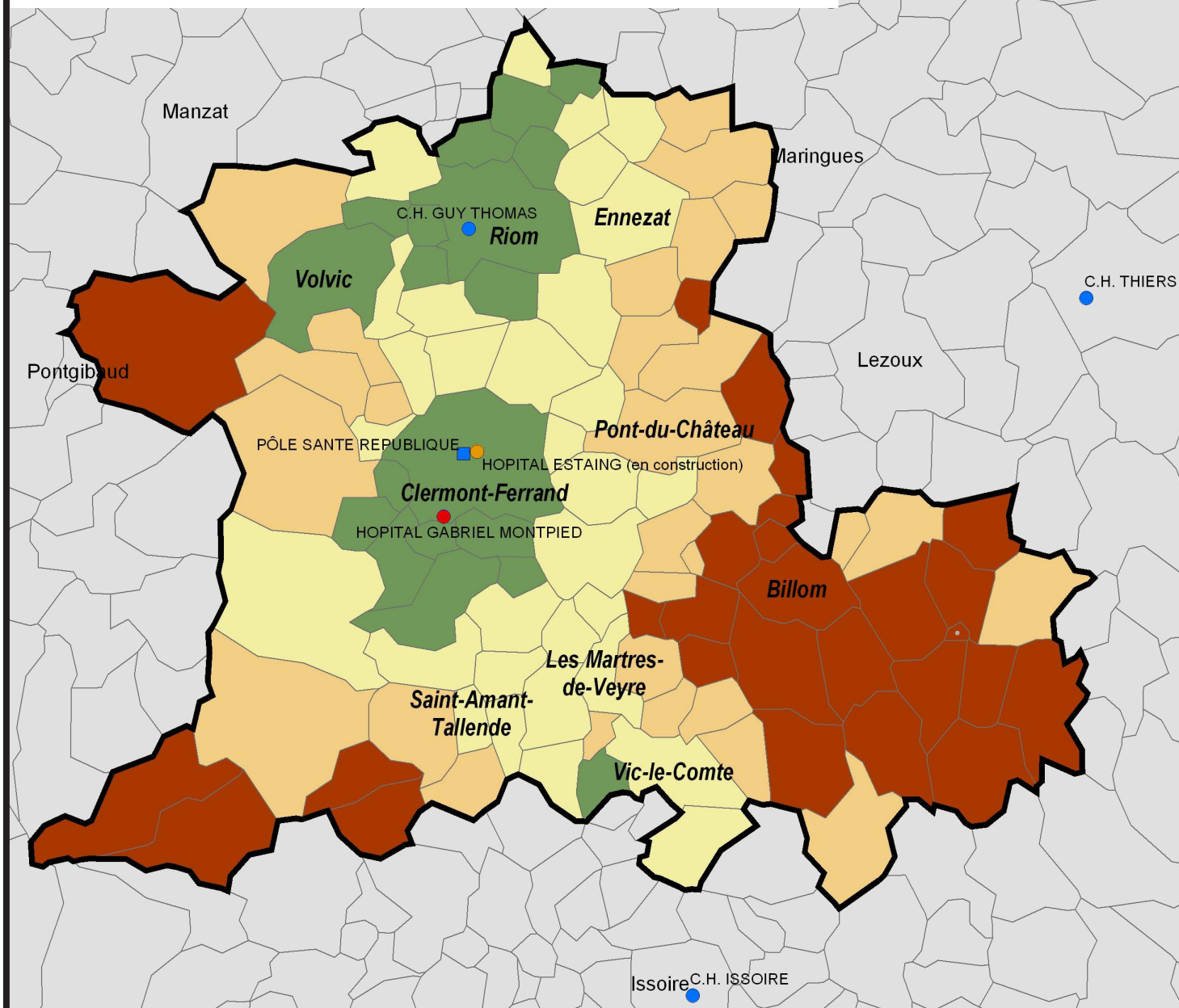
- des Unités de Proximité d'Accueil, de Traitement et d'Orientation des Urgences (UPATOU) des centres hospitaliers de Riom, Thiers, Issoire et du pôle Santé République
- des Services d'Accueil d'Urgences (SAU) du CHU ou du futur hôpital Estaing.

c- L'accès aux soins d'urgences pédiatriques

Si la situation semble assez simple dans l'offre du territoire en ce qui concerne les unités d'urgences, elle est un peu plus complexe lorsque ce sont des enfants qui constituent la population cible. Tous les services d'urgences ne peuvent en effet accueillir les enfants. Il est parfois nécessaire de faire appel à des pôles spécialisés d'urgences (POSU) pédiatriques. Un service spécialisé d'urgences ne peut être installé que s'il existe dans l'établissement une structure traitant déjà des affections probables en hospitalisation classique. Aussi, peu de structures sur le Grand Clermont peuvent disposer de services spécialisés d'accueil et de traitement des urgences.

On peut constater que tout le territoire est à moins d'une demi-heure d'un centre d'accueil d'urgences. Les communes au-delà de 20mn (27) représentent seulement 3,6% de la population.

Carte 9 : Proximité d'une unité d'urgences pour adultes



Légende

TYPE D'IMPLANTATION

- UPATOU PUBLIC
- UPATOU PRIVE
- SAU
- SAU + POSU

TEMPS D'ACCES AUX URGENCES

- Moins de 10 mn
- Entre 10 et 15 mn
- Entre 15 et 20 mn
- Entre 20 et 30 mn

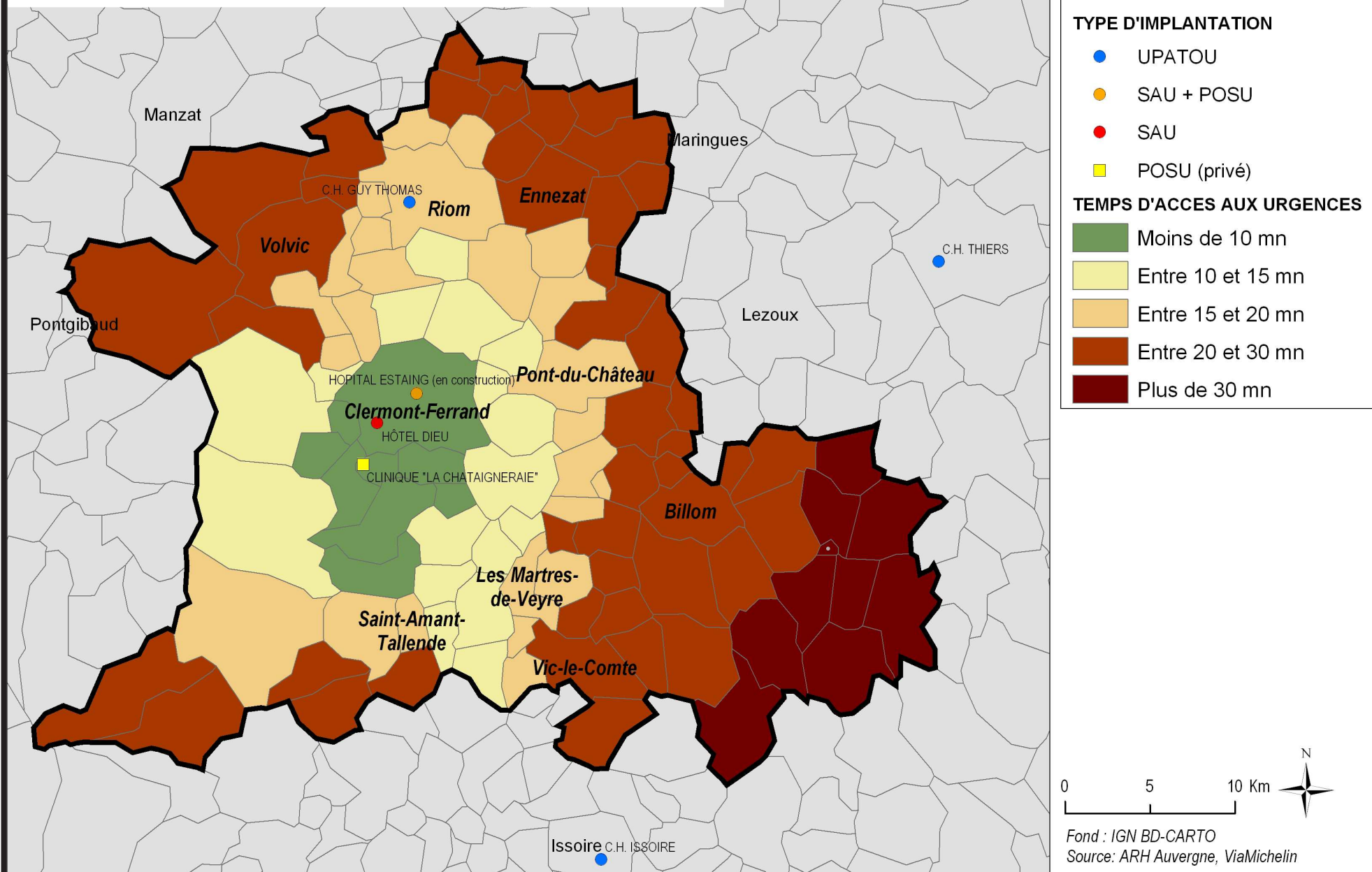
0 5 10 Km



Fond : IGN BD-CARTO
Source : ARH Auvergne, ViaMichelin

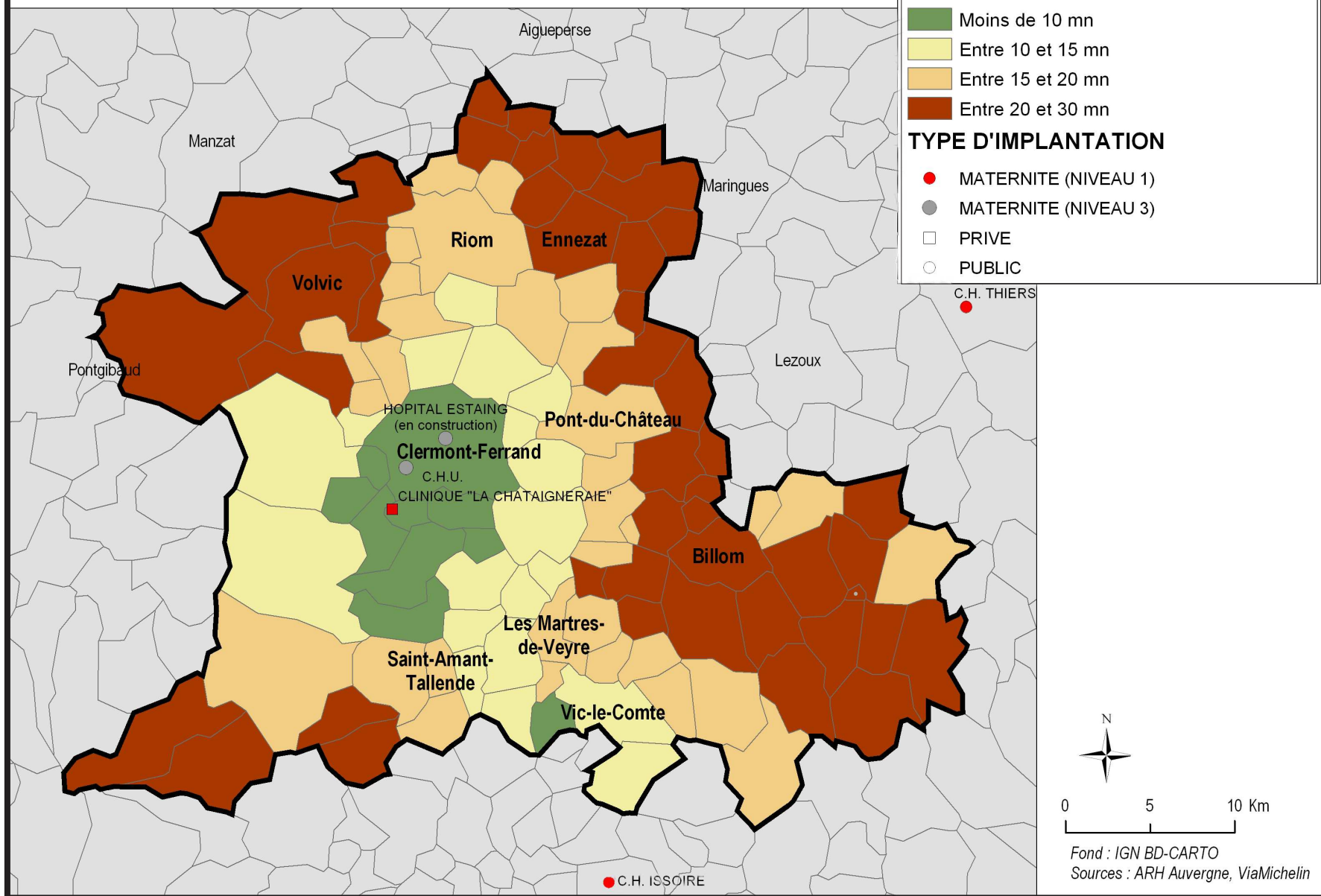
juin 2006

Carte 10 : Proximité d'une unité d'urgences pour enfants



juin 2006

Carte 11 : Temps d'accès à une maternité



juin 2006

En ce qui concerne la pédiatrie, les établissements pris en compte sont l'Hôpital Estaing (qui remplacera l'Hôtel Dieu), la Clinique de la Châtaigneraie.

La partie orientale de la communauté de communes de Billom Saint-Dier (10 communes soit moins de 1% de la population) se retrouve au-delà de la demi-heure.

A noter que les UPATOU peuvent accueillir les enfants lorsque la situation n'exige pas une spécialisation pédiatrique.

L'analyse par temps d'accès est toutefois assez ambiguë car suivant le type et la gravité de la situation, un délai peut être fatal ou non. Et lorsque la situation l'exige, le CHU dispose de moyens hélicoptérés; ce qui permet de rapprocher encore plus les soins, des populations.



Photo 17 : L'Hôpital local de Billom

d- L'accès aux maternités

Le calcul des durées a été effectué des centres bourgs vers les maternités, en l'occurrence :

- les maternités de niveau 1 d'Issoire, de Thiers et la clinique « La Châtaigneraie »
- et celle de niveau 3 du CHU ou de l'hôpital Estaing, qui est donc beaucoup plus performant et traite les grossesses les plus compliquées, à risques.

Tout le territoire reste atteint en moins d'une demi-heure mais la proportion de communes au-delà des 20mn a considérablement augmenté par rapport à l'accès aux services d'urgences (44 communes avec 40 179 habitants contre 27 communes de 14 475 habitants).

Mais, comme dans le cas des urgences graves, une intervention hélicoptérée peut être envisagée si le besoin se fait sentir.

Légende

- CENTRE D'ACCUEIL
- PERMANENCE

CENTRE MEDICO-SOCIAL DEPARTEMENTAL

- ▲ CENTRE MEDICO-SOCIAL

ACTION SOCIALE COMMUNALE

- AIDE AU TRANSPORT POUR DEMANDEURS D'EMPLOI
- ⊕ AIDE AU TRANSPORT ET ASSISTANCE SOCIALE

INFORMATION/ORIENTATION

- MISSION LOCALE
- ? POINT INFO JEUNES

EMPLOI

- € ANPE
- € ASSÉDIC

ALLOCATION

- ♦ CAF
- ★ CPAM

AIDE ALIMENTAIRE ET FINANCIERE

- * ASSOCIATION CARITATIVE

HEBERGEMENT

- HEBERGEMENT D'URGENCE
- C.H.R.S.
- FJT
- HEBERGEMENT DEMANDEURS D'ASILE

TRANSPORT EN COMMUN

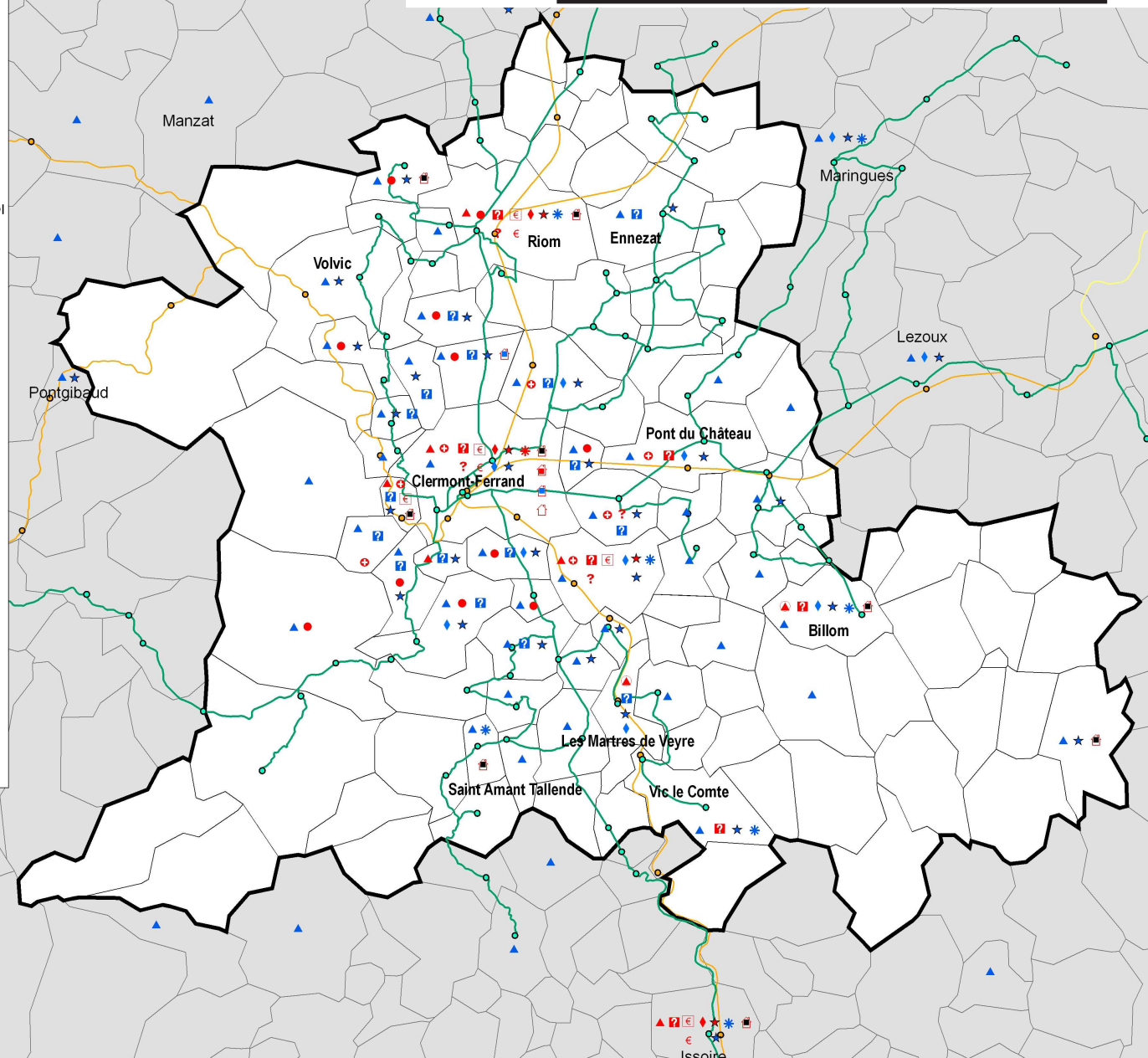
- RESEAU FERRE ET GARES
- LIGNE TRANSDOME ET ARRETS

0 5 10 Km



Fond: IGN BD-CARTO
Sources : DDASS, Conseil Général

Carte 12 : Services aux personnes en difficultés



D. LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉS

Cette étude a pour objectif de déterminer l'offre de services dont peuvent bénéficier les populations défavorisées de chacune des communes du Grand Clermont et son accessibilité. Une localisation des structures majeures a donc été réalisée. Elle porte sur les services :

- d'aide sociale municipale ou départementale. Il s'agit du premier maillon de la chaîne de par l'importante aide et le soutien que l'assistante sociale apporte aux personnes qui rencontrent des difficultés sociales, à tous les niveaux.
- d'aide à l'emploi : ANPE, Point Infos Jeune (PIJ), Mission locale. A l'instar des ANPE, les missions locales et les PIJ sont des lieux d'accueil, d'orientation professionnelle et d'aide active pour construire un projet professionnel déterminé. Ils sont essentiellement destinés à un public jeune infrascolarisé ou qui rencontrent des difficultés.
- d'aide financière : les services publics pour le versement des allocations (CAF, CPAM, ASSEDIC), les CCAS proposant une aide au transport pour les demandeurs d'emploi.
- d'aide alimentaire : les associations caritatives. Sont pris en compte ici les associations caritatives offrant à la fois une aide alimentaire et financière telles que les Restos du Cœur, le Secours Catholique, le Secours populaire ou la Croix Rouge.
- d'hébergement : établissements d'hébergement d'urgence et des demandeurs d'asile, Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (C.H.R.S.), Foyers de Jeunes Travailleurs (F.J.T.).

Au centre du pays du Grand Clermont, il existe une forte concentration de structures d'aide aux personnes en difficultés. Par contre, les populations à l'Est du territoire et surtout celles du Billomois manquent non seulement de structures mais pâtissent d'un réseau de transport en commun peu avantageux.



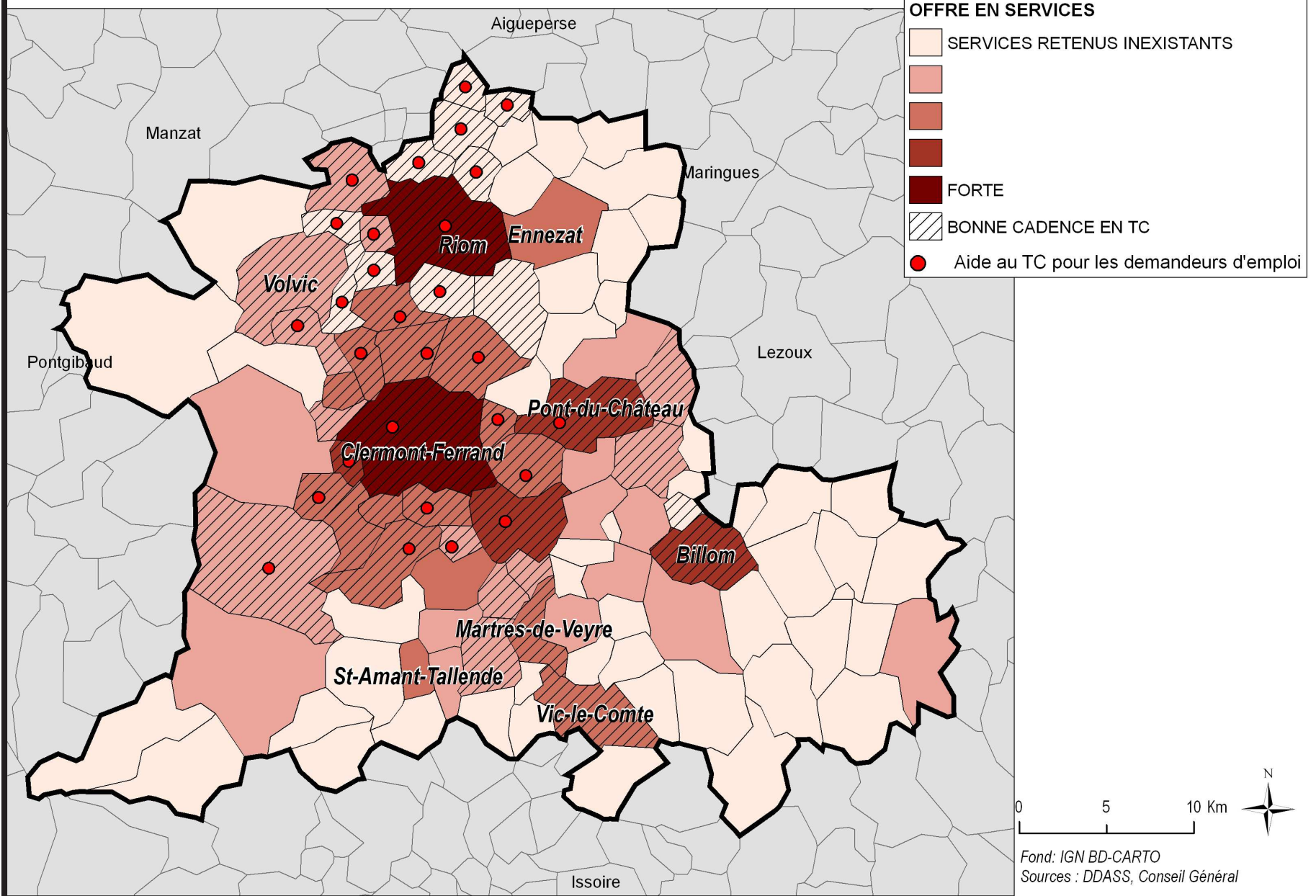
Photo 18 : Le Centre Communal d'Action Sociale de Clermont-Ferrand

Le nouveau schéma de réorganisation des circonscriptions médico-sociales engagé par le Conseil Général du Puy-de-Dôme vise à réduire le temps d'accès aux services, à moins de 20 minutes. De plus en plus d'assistantes sociales sont donc amenées à exercer dans les milieux ruraux.

Du fait de la diversité des services qui peuvent être proposés sur une commune mais aussi du fait de l'inégal intérêt et impact que ces services ont auprès de la population concernée, il convient de qualifier les territoires du Grand Clermont les uns par rapport aux autres afin de mieux apprécier leur offre. Pour cela, il s'est avéré nécessaire d'affecter des indices de pondération aux différentes structures (ou services), en fonction de leur importance en termes de fréquentation et de besoin. De par leur nature, toutes les structures n'ont donc pas été prises en compte.

L'accès aux services pour les personnes en difficultés passe aussi par une aisance du déplacement. Ont donc été joints à la pondération, le niveau de desserte des territoires et les aides au transport accordées aux demandeurs d'emploi. La desserte en

Carte 13 : L'Offre en services aux personnes en difficultés



juin 2006

transport en commun est considérée bonne quand sont organisés 5 allers-retours dans la journée.

Tableau 8 : Indices de pondération des services pour les personnes en difficultés

Type d'établissements	Centre d'accueil	Permanence
Centre médico-social	6	4
Mission locale	6	4
Point Infos Jeune (PIJ)	5	
ANPE	5	
Association Caritative	3	2
CAF	3	2
Assistante sociale communale	2*	
Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS)	2	
Hébergement d'urgence pour personnes en difficultés	1	
CPAM	0	0
ASSEDIC	0	
FJT	0	
Hébergement demandeurs d'Asile	0	
*Affectation des points si et seulement si absence d'un centre d'accueil médico-social		

Clermont Communauté est globalement le territoire le mieux doté en services aux personnes en difficultés, de même que les communes de Riom et Billom. Les Martres-de-Veyre et Vic-le-Comte ont une offre assez remarquable alors que d'autres pôles de vie tels que Saint-amant-Tallende, Ennezat et surtout Volvic ont une offre peu intéressante.

Les aides au transport n'existent que sur les territoires les mieux desservies. Une seule communauté de communes (Riom

Communauté) propose en plus un transport à la demande, ce qui constitue une aubaine pour sa population.

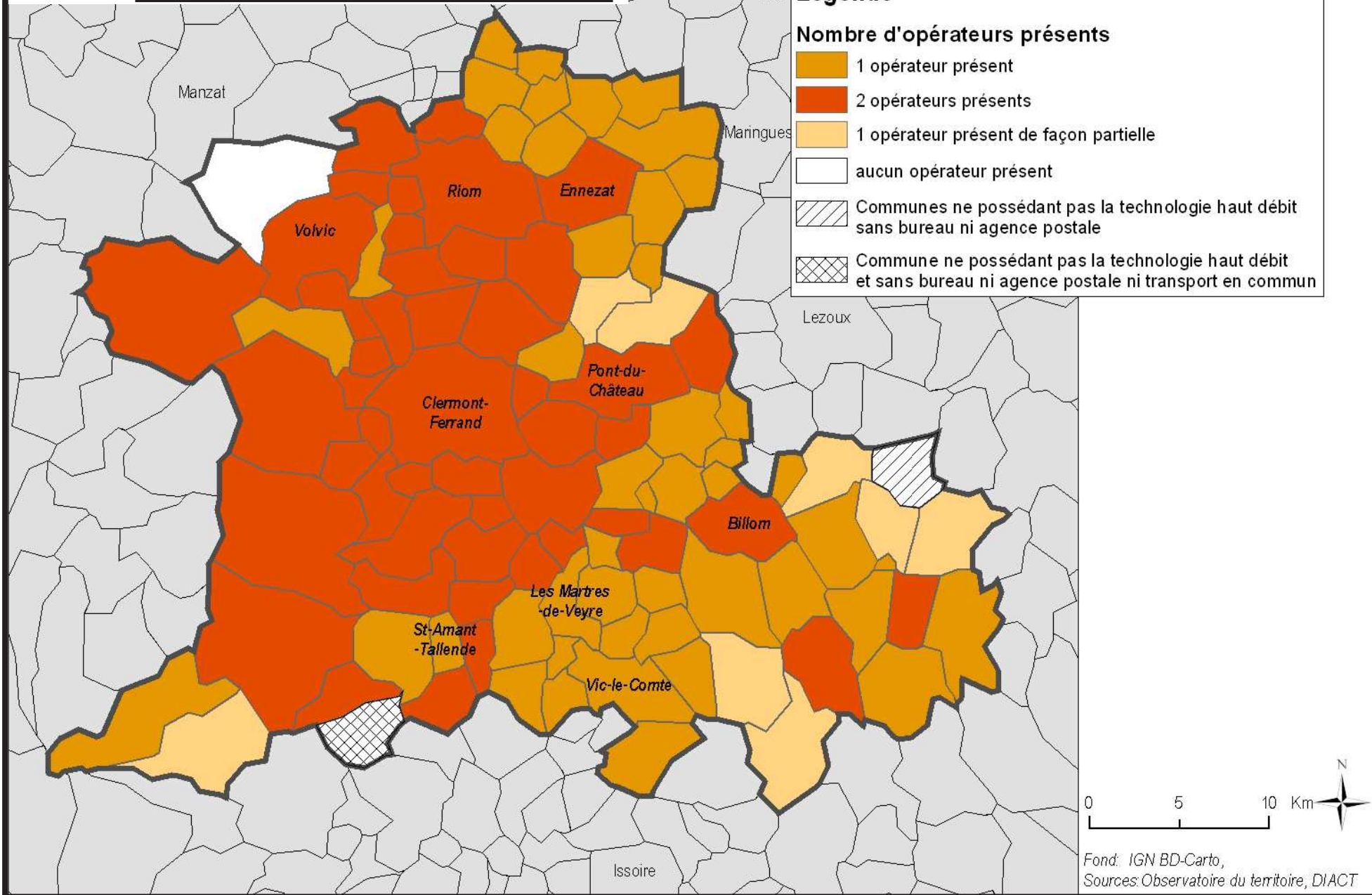


Photo 19 : Espace Infos Jeunes à Clermont-Ferrand

Renforcer les pôles de vie, notamment Volvic, Ennezat et Saint-Amant-Tallende en services pour les personnes en difficultés.

Favoriser l'accès au transport en commun pour les demandeurs d'emploi.

Carte 14 : Nombre d'opérateurs Internet présents



juin 2006

E. LA COMMUNICATION

Avoir des facilités de s'informer et de communiquer en tout temps avec l'extérieur est un des éléments qui confortent l'attractivité d'un territoire car aujourd'hui les moyens de communication sont fortement ancrés dans la vie de tous les jours. Ceux considérés dans cette étude sont le haut débit Internet, la téléphonie mobile et le courrier postal. Il s'agit d'apprécier non seulement la couverture du territoire en réseau de communication mais aussi d'apprécier l'offre de services du territoire à travers une comparaison avec les territoires de référence.

1. Une couverture globalement bonne mais inégale

Sur la totalité du territoire du Grand Clermont, le réseau de fibre de cuivre (téléphone et ADSL) de France Télécom est présent.

Quasiment toutes Les communes du Grand Clermont sont couvertes par au moins un opérateur Internet. De nombreuses communes de l'Est du pays du Grand Clermont disposent de la couverture des 2 opérateurs présents sur le territoire (France Télécom et Neuf Cegetel). Mais aussi étrange que cela puisse paraître, la couverture du territoire n'est pas homogène. Ainsi Charbonnières les Varennes est entourée de communes disposant de 2 opérateurs alors qu'elle-même n'en a aucun. Il en est de même de Malauzat et Chant-la-Mouteyre qui, elles, ne disposent que d'un seul opérateur. De plus, il est à noter que certains pôles de vie (Vic-le-Comte, Saint-Amant-Tallende, Les Martres-de-Veyre) ne disposent à ce jour que d'un seul opérateur présent sur leur territoire.

Huit communes situées en zone rurale ne disposent par contre que d'une couverture partielle de leur territoire. Il y a donc des zones blanches. Ces zones blanches existent aussi sur certaines communes qui ont plus d'un opérateur. Elles sont dues à l'éloignement des habitations par rapport au répartiteur et au

type de réseau existant (fil de cuivre) qui ne peut leur assurer un bon débit. C'est par exemple le cas de Lachamp (8 km du répartiteur) sur la commune de Saint-Genès-Champagnelle.

Concernant la couverture du réseau GSM, seules 6 communes ne sont pas couvertes (l'extrême Sud Est de la communauté de communes de Billom Saint-Dier et l'extrémité Est de la communauté de communes d'Allier Comté communauté), ce qui représente une partie infime de la population. Mais il existe aussi des zones non couvertes dans certaines communes telles que Volvic (Moulet Marcenat).

Outre la non-disponibilité du haut débit Internet sur leur commune, les habitants d'Ollioix et de Neuville, contrairement aux autres communes du Grand Clermont, ne disposent pas d'agence postale. De plus, la desserte en transport en commun étant très faible, voire inexistante, les personnes dépendantes peuvent difficilement se rendre dans l'agence la plus proche.

2. Un niveau de services à renforcer

Le faible nombre d'opérateurs en Télécommunications sur le territoire fragilise la concurrence et ne facilite donc pas la baisse des prix des services. Ce coût revient d'ailleurs élevé pour l'utilisateur qui est aussi limité dans ses choix d'opérateur.

Le projet de réseau de fibre optique et d'installation d'équipements d'hébergement électronique lancé par Clermont Communauté pourrait démocratiser sur son territoire l'accès au haut débit Internet. Cela permettra non seulement d'améliorer la couverture actuelle mais aussi de faciliter le dégroupage. Sur les 28 répartiteurs présents sur Clermont Communauté, 6 sont aujourd'hui dégroupés. A l'été 2007, les 28 répartiteurs seront dégroupables. Les nouvelles infrastructures devront permettre ainsi à d'autres opérateurs et utilisateurs de réseaux indépendants, de s'implanter sur le territoire en leur diminuant le coût du transport des données.

De plus, tout acteur souhaitant raccorder un territoire proche à partir des nœuds de réseaux interurbains présents

sur l'agglomération pourra utiliser le réseau métropolitain. Ce pourrait être le cas par exemple du Parc du Livradois-Forez qui souhaite mettre en place un réseau public.

Tableau 9 : Taux de non-couverture du territoire

Aire urbaine	population sans Internet
Clermont-Ferrand	2318 (0,56%)
Grenoble	4186 (0,81%)
Rennes	1288 (0,27%)
Saint-Étienne	826 (0,25%)
Strasbourg	0

Sources : INSEE-1999, Observatoire du Territoire DIACT

Cette démocratisation est d'autant plus nécessaire que l'aire urbaine de Clermont-Ferrand est, comparée aux territoires de référence, l'une des moins dotées.

Un effort semble donc encore nécessaire afin que le territoire se positionne au niveau de Strasbourg qui dessert toute sa population.

Démocratiser l'accès à Internet haut débit par l'ouverture à la concurrence des réseaux existants

Organiser des réseaux d'initiatives communautaires afin que les zones les moins urbaines puissent être desservies

II- UN ACCOMPAGNEMENT DANS LA VIE

L'offre et l'accessibilité des équipements et services du Grand Clermont sont analysées au regard de trois populations différentes, dont les besoins ne sont le plus souvent, pas les mêmes : les étudiants, les familles et les personnes âgées.

A. ETUDIER SUR LE TERRITOIRE

Un des objectifs de la charte de pays est d'attirer et retenir les étudiants sur le territoire, population génératrice de vie et de dynamisme. La présente étude a donc pour objet d'apprécier l'offre en équipements et services publics pouvant contribuer à attirer cette population mais aussi à la maintenir sur le territoire.

Par conséquent, les structures prises en compte dans l'étude sont celles qui concourent à leur instruction (universités, écoles supérieures), leur hébergement, leur restauration et tous autres loisirs (culture, sport).

1. Lieux d'enseignement

L'enseignement universitaire sur le territoire du Grand Clermont se concentre dans l'agglomération clermontoise et plus particulièrement dans la ville de Clermont-Ferrand. Il se divise entre deux universités complémentaires: l'Université Blaise Pascal et l'Université Auvergne. Celles-ci chapeautent 3 pôles d'enseignement différents :

- l'enseignement scientifique, les écoles d'ingénieurs et des laboratoires de recherches au campus des Cézeaux à Aubière
- l'enseignement en médecine et pharmacie dans les établissements au sein ou à proximité du CHU au sud-ouest de Clermont-Ferrand
- et enfin les enseignements de filières diverses telles que l'économie, la gestion, les sciences humaines, le droit ou



Photo 20 : Faculté des Lettres et sciences Humaines de Clermont-Ferrand

encore les lettres et arts, concentrés dans l'hyper centre de Clermont-Ferrand.

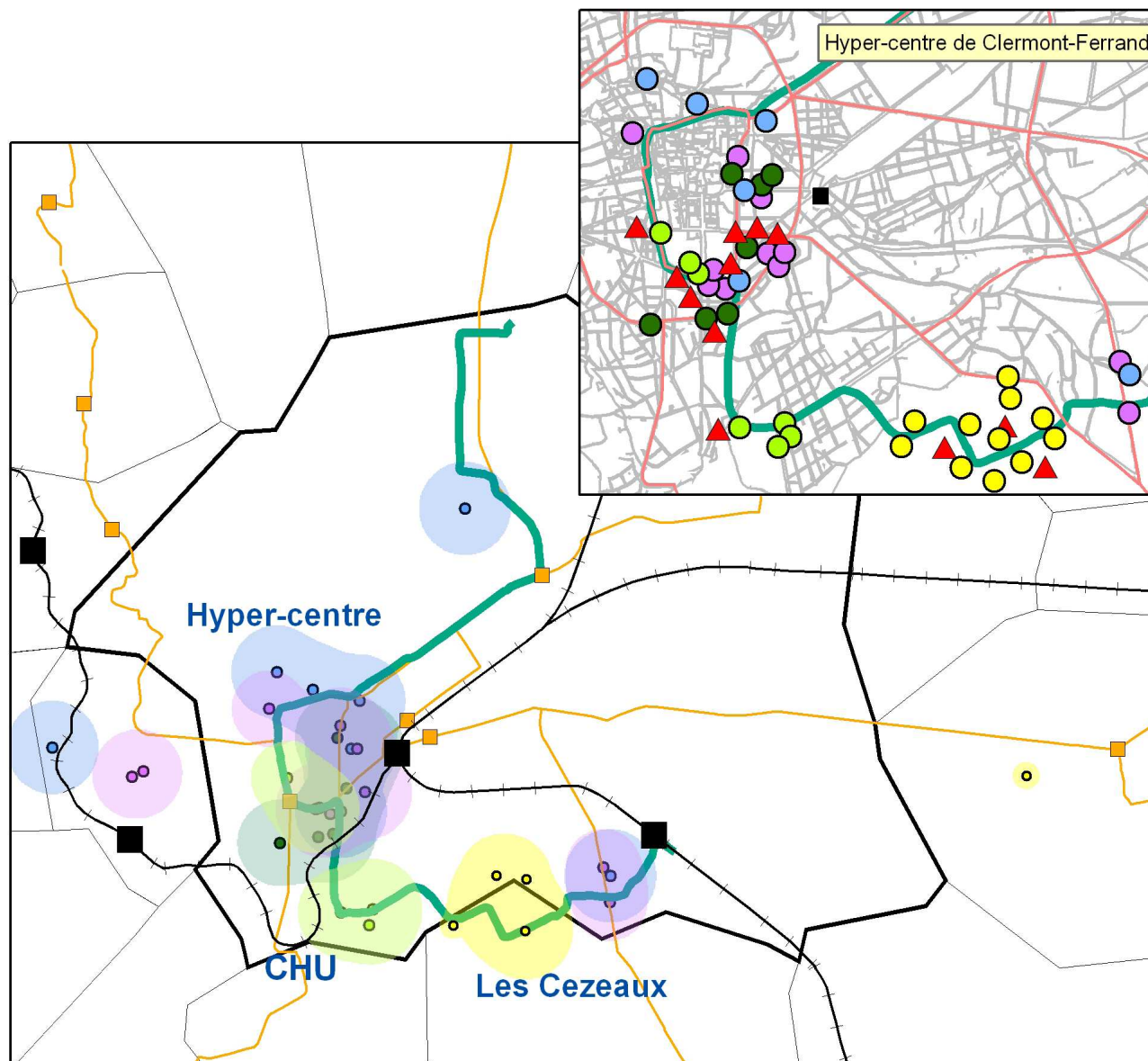
Les enseignements à Clermont-Ferrand couvrent globalement un cursus continu et complet dans divers domaines d'études. De plus, les nouveaux diplômés peuvent parfaire leur apprentissage grâce aux liens de plus en plus importants qui se nouent entre les universités et les entreprises de la région spécialisées notamment dans l'ingénierie de la mobilité ou encore l'agroalimentaire-santé. Ce réseau offre également des possibilités de recrutement professionnel. Il est à regretter qu'à ce jour, le système de réseau se développe uniquement dans des domaines ciblés.

2- Lieux de vie

L'enseignement supérieur clermontois regroupe 34500 étudiants majoritairement auvergnats (70%). Les 3/4 de la population estudiantine habitent dans l'hyper centre de Clermont-Ferrand et les 25% restant, sur les communes du



Carte 15 : Les lieux d'enseignement supérieur



Légende

Enseignements

- Enseignements supérieurs au lycée
- Enseignements scientifiques et écoles d'ingénieurs
- Administration, économie et gestion
- Sciences humaines, arts, langues
- Médecine et pharmacie
- ▲ Bibliothèques universitaires

Infrastructures

- Ligne de tramway
- Lignes Transdôme
- Arrêts Transdôme
- +— Voies ferrées
- Gares
- Axes principaux



Fond: IGN BD-CARTO
 Sources : CARIF Gentiane, INSEE, Rectorat,
 Sites internet: des universités et de la BCIU

juin 2006

sud de l'agglomération (Chamalières, Cournon-d'Auvergne, Beaumont et Aubière).

Les résidences universitaires du CROUS hébergent 10% des étudiants; c'est un pourcentage supérieur de 3 points à la moyenne nationale. Toutefois, seulement une demande de logement sur deux peut être satisfaite. L'offre n'est donc pas suffisante pour satisfaire les besoins mais le projet de réhabilitation globale du parc, que compte mener le CROUS, devrait quelque peu améliorer la situation.



Photo 21 : Résidence Universitaire «Studios des Cézeaux»

Tout comme les résidences universitaires, les restaurants universitaires se concentrent principalement au centre ville de Clermont-Ferrand, et sont donc proches de la plupart des lieux d'enseignement et de résidence. En revanche, le site de Marmilhat, à Lempdes, est une zone d'enseignement dépourvue d'établissement public d'hébergement et de restauration pour les étudiants.

Les étudiants jouissent aussi d'équipements sportifs qui leur sont dédiés. Il s'agit notamment de stades universitaires situés au sud de Clermont-Ferrand et à Aubière, dans le quartier des Cézeaux.

Au cours de leurs activités, les étudiants sont parfois amenés à utiliser d'autres équipements que ceux qui leur sont spécifiquement dédiés. Cette offre est par contre un

peu plus dispersée sur les communes. Les étudiants résident principalement dans les communes les plus peuplées et équipées, et par conséquent, bénéficient de tous ses avantages structurants. Il s'agit aussi bien d'équipements importants tels que le centre nautique Coubertin, la patinoire de la Pardieu ou encore la Coopérative de Mai, que d'équipements mineurs de quartier.

Enfin, la Maison de la Vie Etudiante (MVE) sur le campus des Cézeaux offre un service assez poussé aux étudiants avec des permanences de services médico-sociaux, culturels et sportifs, des salles multimédia, un restaurant, des commerces etc. Elle est fréquentée par plus de 1000 étudiants chaque jour.

3- Une accessibilité à renforcer

Le réseau de transport en commun de l'agglomération clermontoise est globalement satisfaisant même s'il subsiste quelques problèmes, en l'occurrence l'accès au pôle scientifique des Cézeaux.

La nouvelle ligne de tramway devrait améliorer de façon notable la desserte vers les équipements et services liés aux



Photo 22 : Le CUST et le chantier du tramway

Carte 16 : Lieux de vie et lieux d'étude

Légende

- Equipements pour sport universitaire
- ◆ Residence universitaire
- Restauration universitaire
- ★ Maison de la vie étudiante
- Equipements de sports d'envergure
- ▲ Bibliothèques communautaires
- ◆ Equipements culturels

 Secteur où logent 75% des étudiants

 Secteur où logent 25% des étudiants

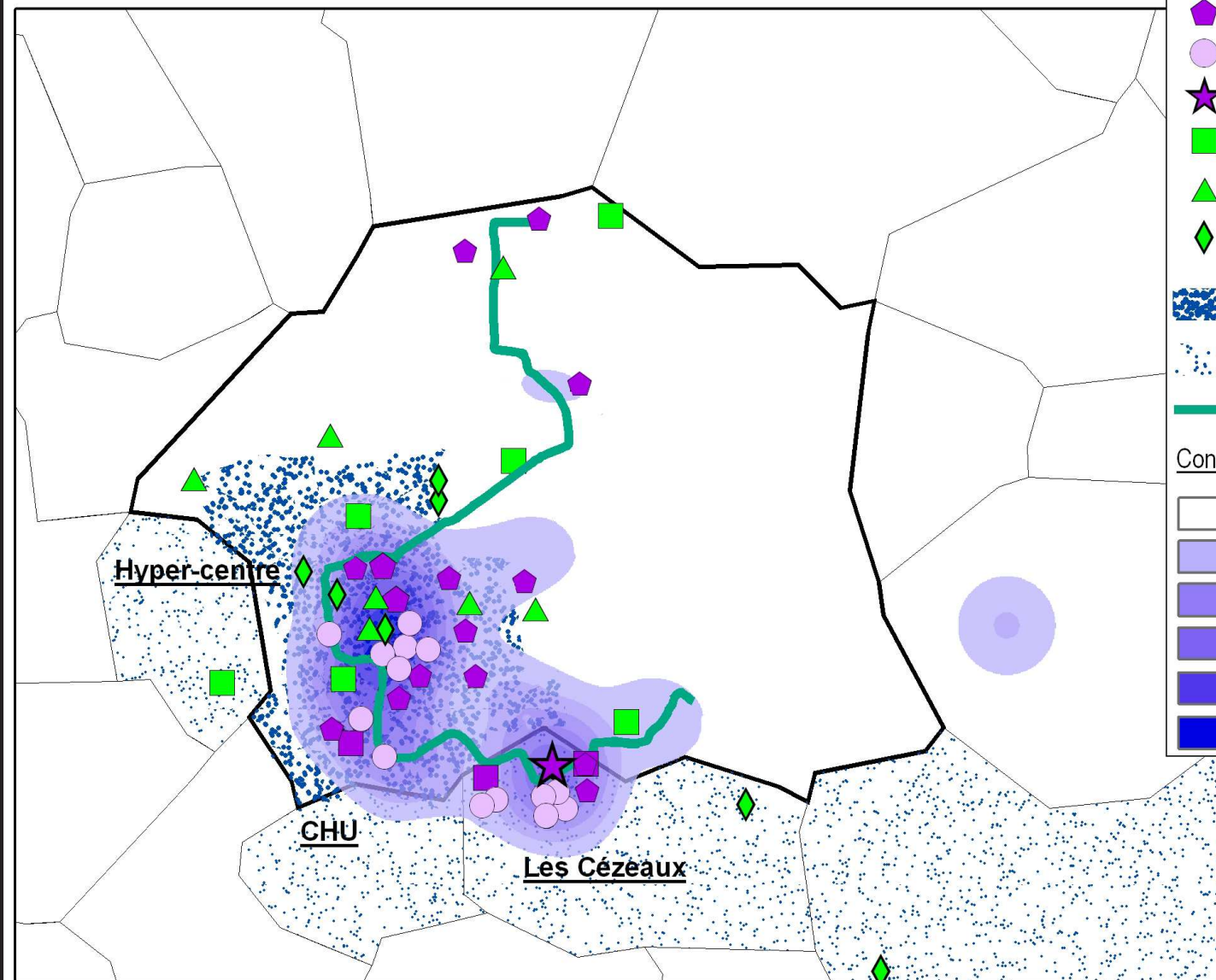
— Ligne de Tramway

Concentration de l'enseignement

 Pas d'enseignement

 Faible

 Fort



0 0.5 1 Km



Fond: IGN BD-CARTO

Sources : CARIF Gentiane, Rectorat, INSEE,
Agence d'Urbanisme Clermont Metropole,
Sites internet des universités et du CROUS

juin 2006

étudiants car son tracé épouse parfaitement l'alignement des principales zones de vie et d'enseignement. Dans un souci d'ouverture du territoire aux étudiants d'autres régions, il aurait été intéressant de relier le réseau de tramway directement à la gare principale de Clermont-Ferrand. Cette liaison aurait beaucoup facilité leurs échanges avec l'extérieur car ils n'auraient pas été obligés de transiter par la gare ferroviaire des Cézeaux.

D'autres efforts sont aussi réalisés dans le souci de faciliter la mobilité des étudiants et leur accès à certains services :

- la Carte **Citéjeunes** permet d'avoir des tarifs réduits sur de nombreuses offres culturelles ou de loisirs.
- des tarifs étudiants sont aussi proposés avec les transports en commun. Mais ces prix restent assez élevés au vu de ce

que proposent les territoires de référence, et surtout face à une population estudiantine dont le pouvoir d'achat est assez faible.

Tableau 10 : Coût de la mobilité des étudiants en TC urbain

AIRE URBAINE	Tarif d'abonnement (€)	Population Cible
Clermont-Ferrand	29,80	Etudiant
Grenoble	23	Etudiant
Rennes	25,10	19 - 26 ans
Saint-Étienne	30,20	19 - 26 ans
Strasbourg	25,50	Etudiant

Sources : Services de transport en commun CTS, SEMITAG, STAR, STAS, T2C

Améliorer la mobilité des étudiants, en particulier ceux dont leur lieu d'enseignement est éloigné.

Agrandir l'offre en logements en résidence universitaire pour mieux répondre à la demande

Renforcer le lien entre les universités et les entreprises

B. S'INSTALLER EN FAMILLE

Le propos est d'étudier comment le territoire est doté en matière d'équipements pour les familles et de déterminer quels sont les territoires les plus attractifs. Ces équipements sont essentiellement les structures d'accueil de la petite enfance et les établissements d'enseignement (de la maternelle au lycée). Mais les structures sportives, culturelles ou de loisirs apparaissent aussi essentielles, les familles étant assez soucieuses et demandeuses de ces activités. D'un thème à l'autre, les éléments étudiés ont donc varié.

1- La petite enfance

Le Grand Clermont dispose de plusieurs types d'équipements dédiés à l'accueil de la petite enfance :

- les crèches accueillent les enfants jusqu'à leur scolarisation
- les garderies accueillent les enfants plus âgés, en dehors des heures d'étude
- les structures multi-accueil proposent à la fois crèche et garderie.
- les RAM (Relais d'Assistants Maternelles) quant à eux permettent une coordination entre les assistantes maternelles libérales et les parents. Ils proposent aussi des



formations aux assistantes maternelles et des journées de rencontre entre les enfants gardés par celles-ci.

Il s'avère donc nécessaire de connaître la répartition de ces équipements sur le Grand Clermont et comment cette offre est organisée.

3 communes sur 4 bénéficient, au sein du Grand Clermont, d'une offre complète en services à la petite enfance. Cette offre est par ailleurs assez bien répartie sur le territoire même si les structures d'accueil sont plus nombreuses en zones urbaines que rurales. D'ailleurs c'est très souvent la politique communautaire qui permet à des communes rurales ou périurbaines de bénéficier d'un service complet de prise en charge de la petite enfance. Ces initiatives sont, bien entendu, à développer car elles permettent à des territoires fortement ruraux d'attirer de nouvelles populations jeunes. Par contre, en milieux urbains, cette prise en compte de la petite enfance à l'échelle communautaire est inexistante alors que ces territoires sont censés être, sur le Grand Clermont, le réceptacle des nouvelles populations jeunes.



Photo 23 : Structure multi-accueil de Cébazat

Afin de mieux assurer l'accueil de ces populations, un développement des structures et une mutualisation au sein des EPCI semblent indispensables d'autant plus que la plupart de ces structures sont déjà saturées et les listes d'attente, parfois longues. De nombreux territoires l'ont déjà compris car on observe des actions de leur part. Plusieurs équipements d'accueil de la petite enfance sont en effet de construction récente ou en cours de réalisation comme la crèche de Aydat sur la communauté de communes des Cheires.

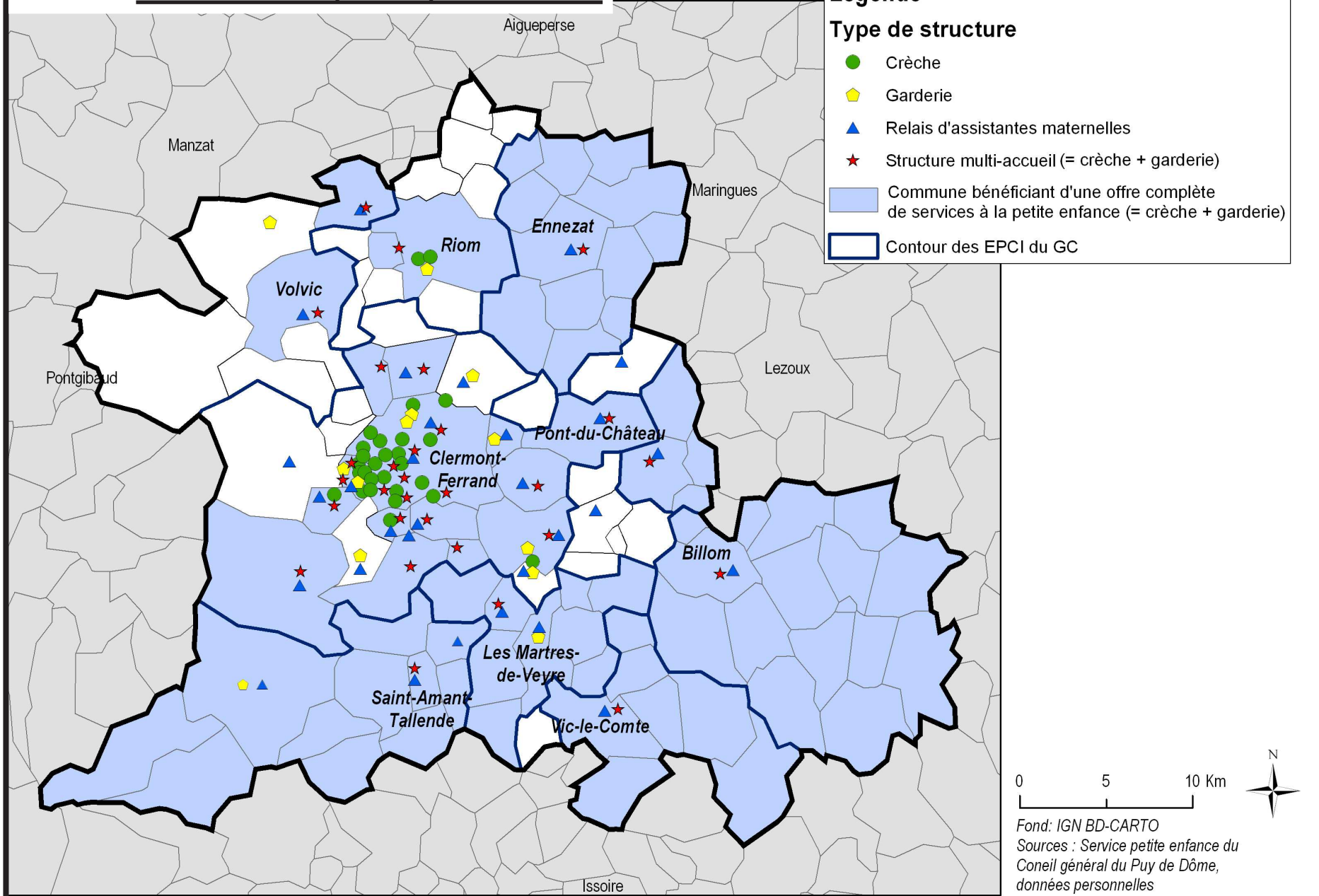
Les pôles de vie disposent pour la plupart de la même offre qui consiste en la présence d'un RAM et d'une structure multi-accueil, ce qui leur permet de pouvoir répondre à diverses demandes. Seul Les Martres-de-Veyre ne dispose pas à ce jour d'une crèche, mais sa population bénéficie de ce service à Orcet, du fait de l'action communautaire.

Renforcer et développer l'offre intercommunale, surtout sur les zones urbaines

Multiplier les infrastructures pour répondre à la demande

Développer les RAM pour faciliter la mise en relation entre familles et assistantes maternelles

Carte 17 : Etablissements pour la petite enfance



2- L'enseignement du premier degré

Au-delà de l'offre en établissements scolaires, c'est le niveau d'équipements du territoire par rapport à l'évolution des effectifs sur les dernières années qui permet de dégager quels pourraient être les besoins en établissements d'enseignement sur le territoire.

Sur le Grand Clermont, entre les rentrées scolaires 2004 et 2006, il y a une perte de 400 élèves, alors qu'à l'échelle de l'aire urbaine de Clermont-Ferrand, il s'opère un gain de 200 élèves sur la même période.

La perte d'effectifs est importante sur les communes les plus urbaines des agglomérations clermontoise et riomoise (perte de 540 écoliers à Clermont-Ferrand, 263 à Riom) alors que les communes périurbaines et rurales, pour la plupart d'entre elles, voient leurs effectifs augmenter (gain de 90 écoliers à Chappes, 89 à Tallende). Cela traduit une difficulté des jeunes ménages à s'installer près de Clermont-Ferrand alors que c'est ce territoire qui a vocation à recevoir les

nouvelles populations. Ce phénomène peut s'expliquer par le prix du foncier difficilement abordable pour de jeunes ménages, mais aussi par le désir de vivre à la campagne tout en bénéficiant de la proximité de la ville.

La baisse des effectifs scolaires en milieu urbain et la hausse en milieu rural laissent présager une réorganisation des structures de l'enseignement. Le nombre moyen d'enfants par classe est de 23,5 sur le territoire mais il est très variable d'une commune à une autre, s'échelonnant de 18 enfants par classe dans certaines communes à 38 enfants dans d'autres. Ce phénomène entraîne bien des difficultés dans l'organisation de la scolarité.

Les communes les plus urbaines ont, en moyenne le moins d'enfants par classe (22,8). Ce sont elles qui voient leurs effectifs baisser sans qu'il n'y ait forcément de suppression de classe. A contrario, les communes périurbaines et rurales ont, elles, un plus grand nombre d'élèves par classe, (23,8 en moyenne) du fait de la hausse de leurs effectifs qui n'a pas encore engendré une création de classe. Le phénomène devient inquiétant pour certaines communes comme la Moutade avec 38 enfants par classe, Bongheat et Cellule avec 32 enfants par classe.

Les difficultés pour les enseignants en milieu rural sont non seulement la gestion de classes multi-niveaux mais aussi un nombre d'écoliers de plus en plus élevé à former (> 30 parfois). La qualité de l'enseignement risque fortement de se dégrader sans une réorganisation de la carte scolaire.

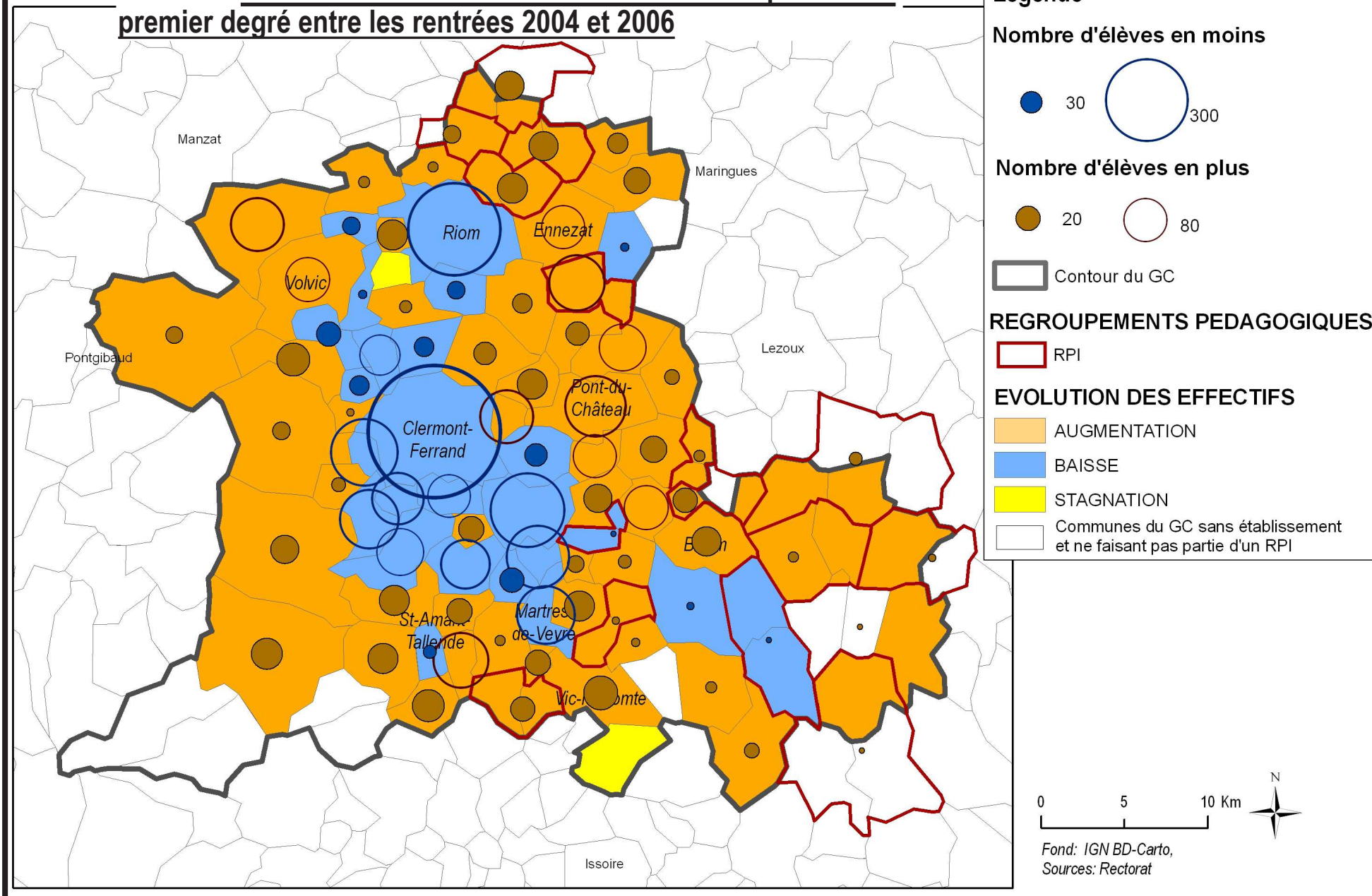
Anticiper la progression des effectifs en milieu rural et la diminution en milieu urbain

Réagir face aux effectifs pléthoriques de certaines classes (ouverture de classes)



Photo 24 : L'école Louis Blanc de Blanzat

Carte 18 : Evolution des effectifs des établissements publics du premier degré entre les rentrées 2004 et 2006



3- L'enseignement du second degré

Tout comme pour le premier degré, un grand intérêt est ici accordé à l'offre et à l'évolution des effectifs en vue de dégager celle des besoins sur le territoire dans les prochaines années. Mais la desserte par les transports en commun de ces établissements, beaucoup moins nombreux que les écoles primaires, est aussi un élément très important.

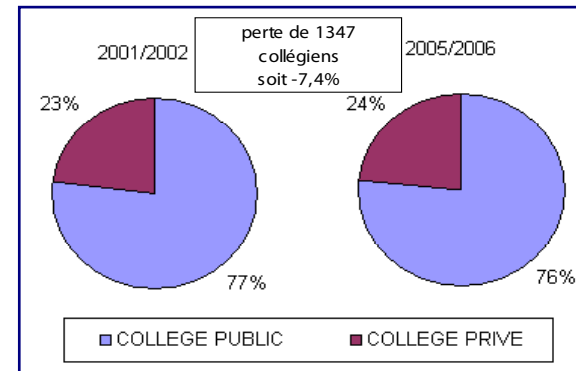
a- Collèges

Le Grand Clermont compte 26 collèges publics et 13 collèges privés. Les collèges publics, concentrés en majorité sur les communes de l'EUM et les pôles de vie, sont absents des territoires d'Ennezat et de Saint-Amant-Tallende. Les collèges privés, quant à eux, ont sensiblement la même répartition mais sont absents des pôles de vie d'Ennezat, des Martres-de-Veyre et de Vic-le-Comte. De plus, le découpage de la carte scolaire conduit certains collégiens du territoire à fréquenter des collèges situés hors du périmètre du Grand Clermont et inversement.

Les effectifs des établissements publics varient de 177 élèves sur la commune de Saint-Dier-d'Auvergne à 907 élèves sur la commune d'Aubière. Entre les rentrées



Photo 25 : Le collège Michel de l'Hospital à Riom



Graphique 1 : Evolution des effectifs au Collège

Source : Rectorat de Clermont-Ferrand

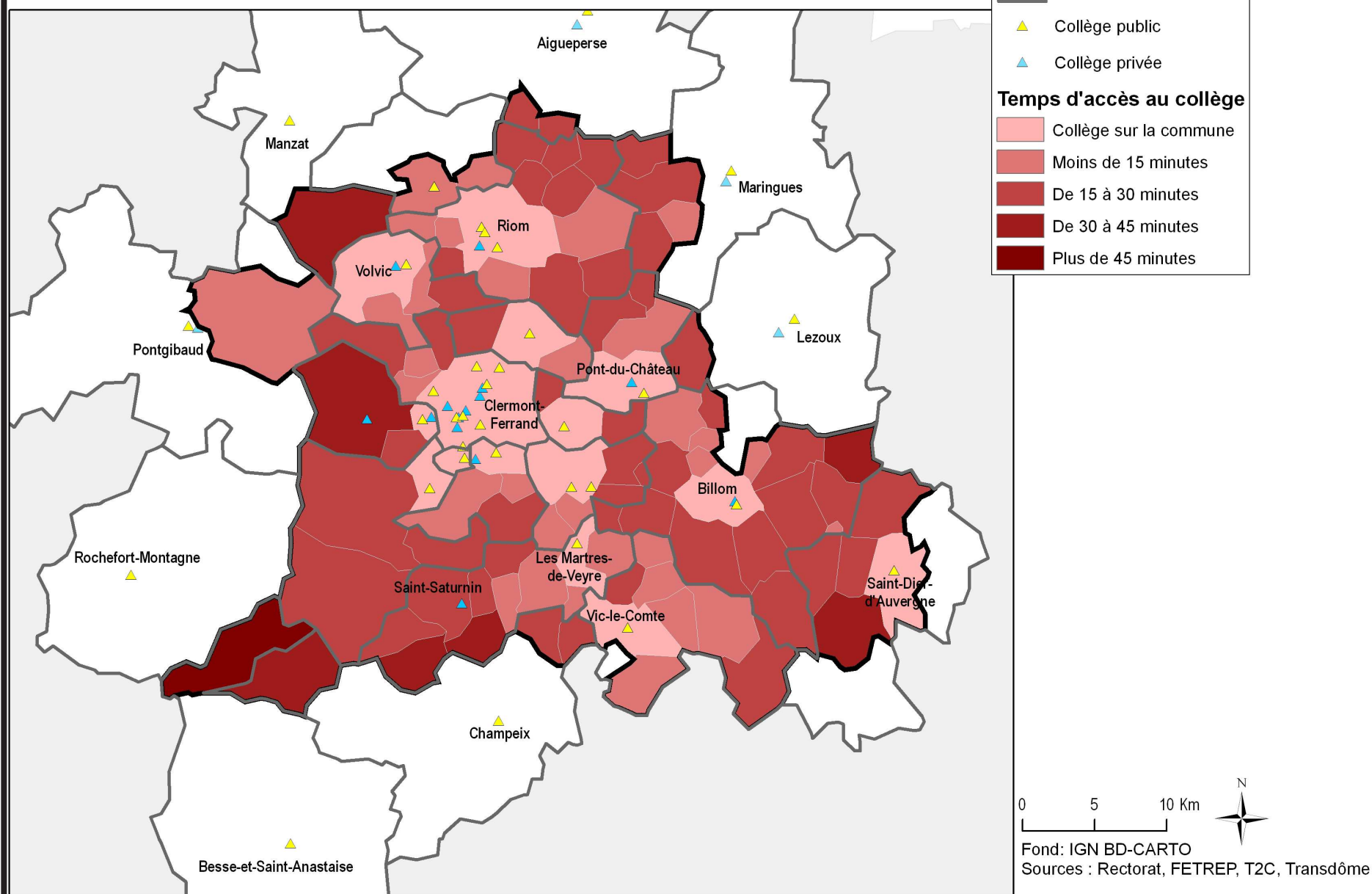
scolaires 2001 et 2005, le territoire a perdu 1347 collégiens soit une baisse de 8 %. Les collèges, qu'ils soient privés ou publics perdent de leurs effectifs mais la proportion d'élèves dans le privé a un peu augmenté depuis 2001.

A l'instar du 1er degré, les collèges qui, selon la carte scolaire, ont un recrutement sur les communes les plus urbaines voient leurs effectifs baisser entre les rentrées 2001 et 2005 alors que les collèges qui ont un recrutement sur des communes rurales ou périurbaines voient au contraire leurs effectifs croître. Ces résultats sont toutefois à prendre avec prudence car un redécoupage de la carte scolaire a été effectué entre les rentrées 2001 et 2005 et certains collèges ont vu leur aire de recrutement se réduire.

Dans le cahier des charges du Conseil Général du Puy de Dôme, tout collégien doit se trouver à moins de 45 minutes en transport scolaire de son collège.

Sur le Pays du Grand Clermont, seule Saulzet-le-Froid dépasse cette limite avec 55 min (vers le collège de Besse-et-Saint-Anastaise). Cette situation est d'autant plus exceptionnelle que seulement 8 communes du Grand Clermont sont à plus de 30 minutes du collège en transport scolaire, ce qui ne représente que 1,8 % des collégiens du territoire.

Carte 19 : Temps d'accès au collège public



Le temps élevé d'accès au collège est tout de même à modérer pour certaines communes qui possèdent un collège privé car il existe alors une offre d'enseignement secondaire sur la commune même si elle n'est pas accessible à tous.

Avec 10 € mensuels, l'abonnement aux transports scolaires reste abordable. cette charge ne représente

que 15% du prix réel, le reste étant pris en charge par le Conseil Général). Pourtant, il est à noter que le territoire se place en comparaison des territoires de référence, parmi ceux qui pratiquent les prix les plus élevés pour le transport scolaire.

Tableau 11 : Tarification des transports scolaires (Collèges)

Conseil Général	Bas-Rhin	Ille-et-Vilaine	Isère	Loire	Puy-de-Dôme
Tarifs (en €)	Gratuit	7	30,60	8,30	10

Sources : Sites Internet des conseils généraux - juin 2006

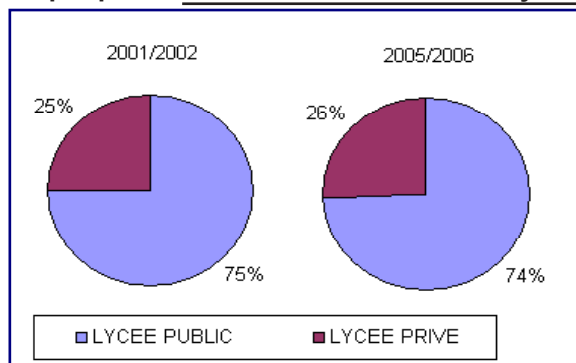
Améliorer le temps de parcours pour la commune de Saulzet-le-Froid en modifiant le collège d'affectation

Anticiper l'évolution des effectifs dans les collèges ruraux et urbains

b- Lycées généraux et technologiques

Comme les collèges, les lycées généraux et technologiques (qui ne sont présents que sur 4 communes) voient leurs effectifs baisser. Une perte de 562 lycéens (-5,1%) est donc à relever, perte qui se fait moins vite dans le privé que dans le public.

Graphique 2 : Evolution des effectifs de lycéens



Source : Rectorat de Clermont-Ferrand



Photo 26 : Le lycée A. Brugière de Clermont-Ferrand

Les lycées du Grand Clermont accueillent près de la moitié des communes du Puy-de-Dôme. Pour ceux-ci, le territoire dispose de 2286 places en internat dans les 9 lycées publics et 391 places dans les 7 lycées privés.

L'offre d'enseignement au sein des lycées embrasse un panel plus ou moins large de spécialités, suivant la filière choisie. Ainsi, le territoire propose une diversité de bacs généraux équivalente à celle proposée par les territoires de référence.

Tableau 12 : Disponibilité des bacs généraux

Aire urbaine	CLERMONT-FERRAND	GRENOBLE	RENNES	SAINT-ÉTIENNE	STRASBOURG
Sur 23 existants	17	16	17	15	17

Source : www.onisep.fr

Par contre, la diversité des baccalauréats technologiques est moins importante sur le Grand Clermont que sur les territoires de référence. Ceci est notamment dû à un déficit en baccalauréats technologiques STI^I (seulement 5 sur 13 existants) et STL^{II} (seulement 1 sur 4 existants).

Tableau 13 : Disponibilité des bacs technologiques

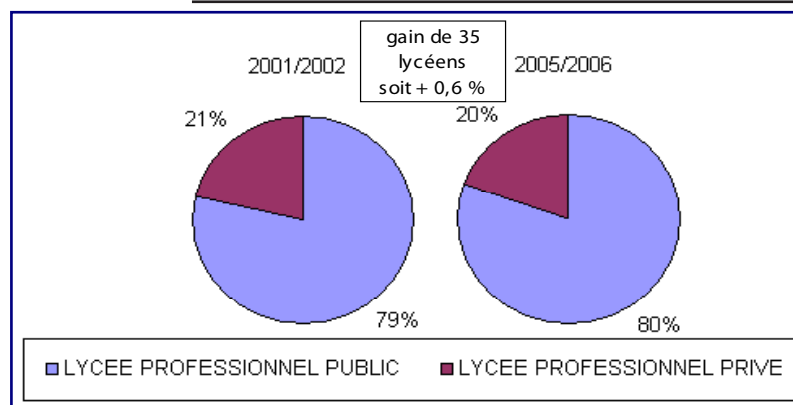
Aire urbaine	CLERMONT-FERRAND	GRENOBLE	RENNES	SAINT-ÉTIENNE	STRASBOURG
Sur 27 existants	14	20	19	15	17

Source : www.onisep.fr

c- Lycées professionnels

La filière professionnelle est la seule à conserver ses effectifs; ils augmentent de 35 lycéens entre les rentrées 2001 et 2005. C'est aussi la seule filière où l'enseignement public gagne des parts d'élèves sur le privé. Ceci s'explique par une plus grande diversité d'enseignements dans le secteur public. Les jeunes plébiscitent par ailleurs cette filière car elle est plus proche du monde du travail et y permet un accès plus aisé.

Graphique 3 : Evolution des effectifs des lycées professionnels



Source : Rectorat de Clermont-Ferrand

^I Sciences et Technologies Industrielles

^{II} Sciences et Technologies de Laboratoire



Tableau 14 : Disponibilité des bacs technologiques

Aire urbaine	CLERMONT-FERRAND	GRENOBLE	RENNES	SAINT-ÉTIENNE	STRASBOURG
Sur 97 existants	47	40	39	32	30

Source : www.onisep.fr

De plus, le panel des enseignements proposés est très large et assez spécial. Alors que les filières du tertiaire, des métiers des services, du secrétariat et de la gestion sont de plus en plus prédominantes en France, le territoire dispose, lui, d'un grand nombre de formations liées aux métiers de la mobilité. Le pôle de compétitivité « Ingénierie de la Mobilité » pourra donc s'appuyer sur ces diplômés.

Graphique 4 : Offre de places en baccalauréats professionnels



Source : Rectorat de Clermont-Ferrand

d- Accessibilité aux lycées

Les temps d'accès aux lycées en transports en commun sont en général plus longs que vers les collèges. Néanmoins, ils restent assez bons: seules 7 communes du Grand Clermont sont à plus de 45 minutes du lycée et 4 d'entre elles (Vernet-sainte-Marguerite, Saulzet-le-Froid, Cournols et Saint-Jean-des-Ollières) n'ont pas de transport organisé vers les lycées. Les tarifs sont identiques à ceux du transport vers les collèges, ce qui confère ainsi une bonne accessibilité financière.

e- La formation professionnelle

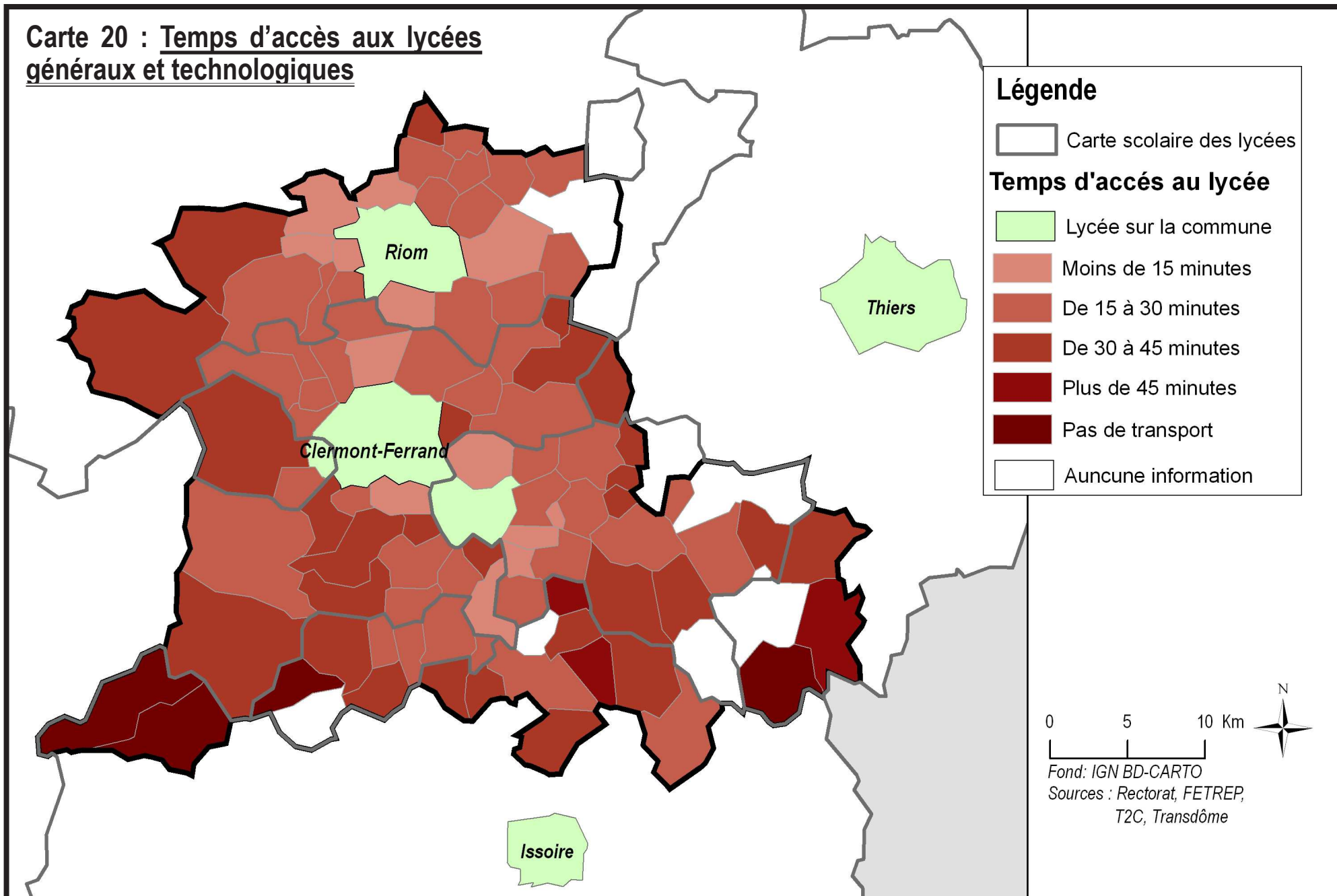
Le Pays du Grand Clermont dispose aussi d'un choix important en formation professionnelle diplômante, panel allant de l'apprentissage agricole à celui des multimédias en passant par des domaines variés comme la coiffure, la bureautique, le bâtiment ou l'artisanat.

Ces établissements se retrouvent essentiellement sur l'Espace Urbain Métropolitain et les pôles de vie à l'exception de Vic-le-comte et Les Martres-de-Veyre.

Conserver ou renforcer la diversité des enseignements suivant les filières

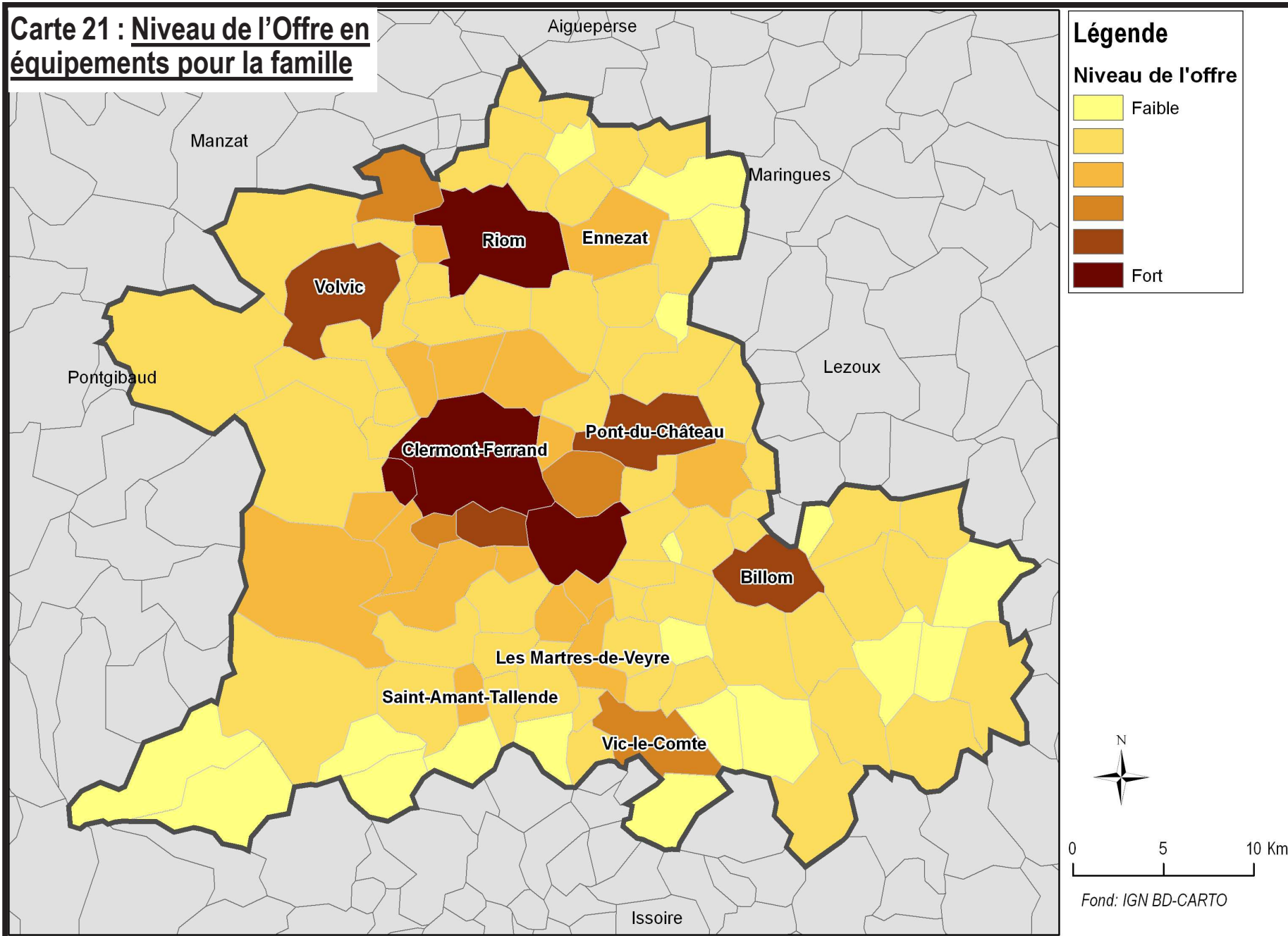
Améliorer la desserte des transports scolaires

**Carte 20 : Temps d'accès aux lycées
généraux et technologiques**



Juin 2006

Carte 21 : Niveau de l'Offre en équipements pour la famille



Juin 2006

4. Analyse de l'offre destinée aux familles

a- Critères de mesure

Une famille, outre les équipements nécessaires à l'éducation de ses enfants et à leur bonne intégration dans le monde du travail, aspire à avoir à sa portée, des prestations qui lui permettent de se divertir, de s'émanciper. C'est pourquoi, afin d'apprécier l'offre des communes les unes par rapport aux autres, il est indispensable de prendre en compte tout le panel d'équipements ou services auxquels les familles ont le plus souvent recours. Il s'agit donc des établissements d'enseignement, des structures pour la petite enfance, des équipements sportifs, des bibliothèques, des salles de spectacles et cinémas, des moyens de communication (en l'occurrence Internet et la téléphonie mobile).

Les équipements n'ayant pas, entre eux, la même valeur ou le même impact sur les bénéficiaires, deux classes d'équipements ont donc été déterminées :



Photo 27 : La salle culturelle « Le Galion » de Gerzat

- Les **équipements primaires** qui sont primordiaux pour l'accueil et le maintien des familles.
- Les **équipements secondaires** qui par leurs services, permettent d'offrir un cadre de vie agréable et conforter dans le désir de rester sur le territoire. Ils sont relatifs au sport, à la culture, aux loisirs et à la communication.

Chaque commune ne peut posséder tous les équipements. Aussi, au-delà de la présence de l'équipement sur la commune, sa proximité, son accessibilité et sa mise à disposition par une coopération intercommunale ont été prises en compte. Différents indices de pondération ont été déterminés et appliqués proportionnellement à l'importance de chacun des critères considérés.

b- Qualification des territoires

La carte qui résulte de cette approche montre que les territoires les plus urbains sont les plus équipés. Ils sont en effet les plus aptes à recevoir les familles et à leur offrir le plus grand nombre d'équipements de proximité.

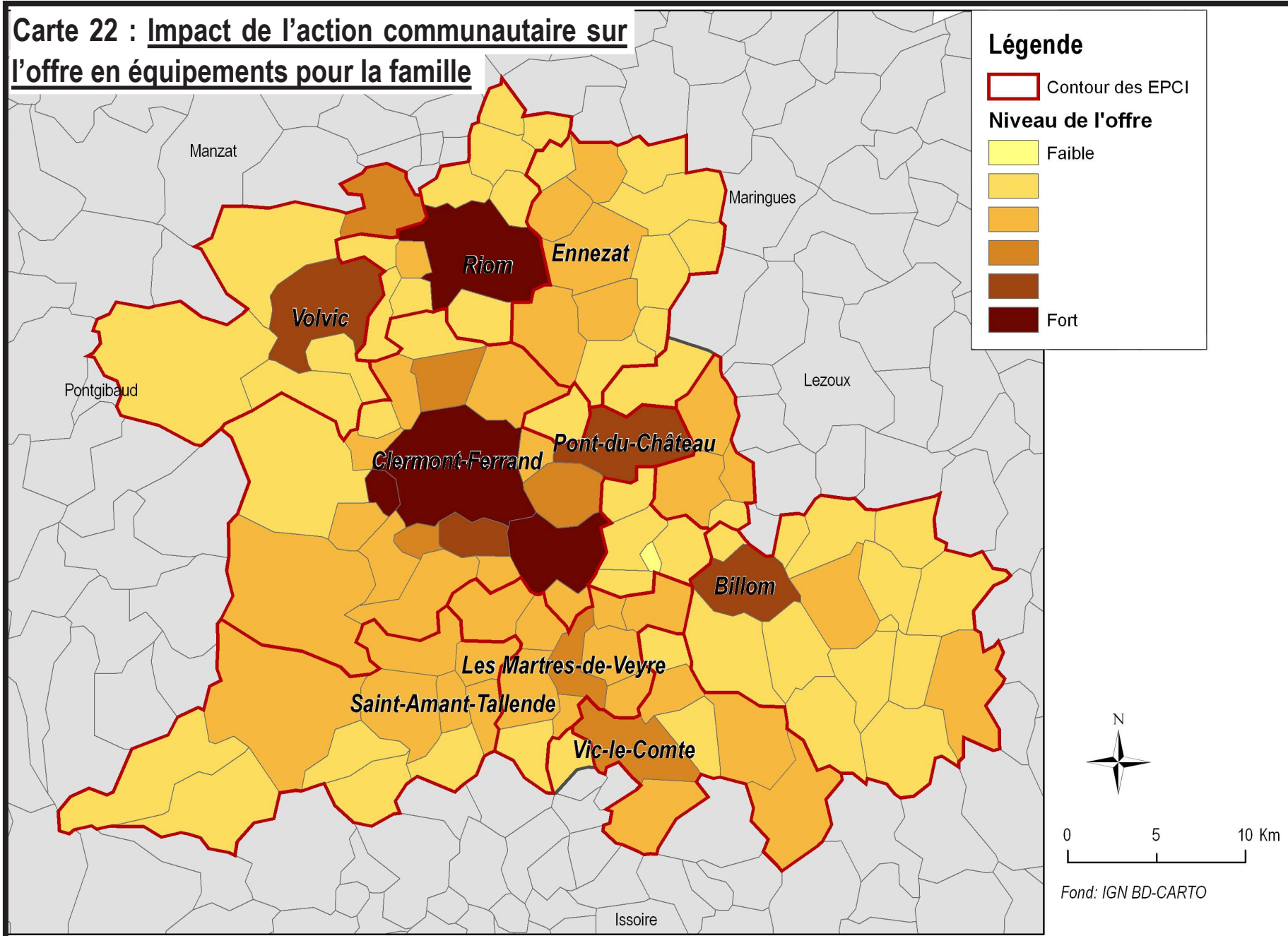
Clermont-Ferrand, Riom, Couron-d'Auvergne et Chamalières sont les communes les mieux dotées. Elles bénéficient d'une bonne offre à la fois en équipements primaires et secondaires.

Au sein des pôles de vie, il subsiste une forte disparité. Les pôles de vie Volvic et Billom sont bien pourvus en équipements, de même que Pont-du-Château et Vic-le-Comte. Les Martres-de-Veyre, Saint-Amant-Tallende et Ennezat n'ont par contre pas un taux d'équipement pour la famille en adéquation avec leur statut. Cela s'explique par une absence de collège, une offre d'équipements sportifs moins élevée ou encore par l'absence de salle de spectacles.

Les territoires ruraux et périurbains sont les moins pourvus mais l'action communautaire permet à certains de profiter de services qui nécessitent des installations coûteuses, et qui sont par conséquent souvent réservés aux communes les plus



Carte 22 : Impact de l'action communautaire sur l'offre en équipements pour la famille



Juin 2006

urbaines. Des services comme ceux dédiés à la petite enfance ou à l'enseignement musical deviennent alors accessibles à ces territoires.

La prise en compte de cette offre modifie le positionnement de certaines communes et la moitié du Pays du Grand Clermont voit ainsi son offre s'améliorer de façon notable. Seuls deux communautés de communes (Allier-Comté Communauté et Limagne d'Ennezat) apportent à leurs communes la totalité des services retenus pour l'étude.

Les EPCI de Clermont Communauté et Riom communauté ne proposent pas de service communautaire à la petite enfance. Ces territoires sont pourtant les réceptacles des populations jeunes qui veulent s'installer sur le Grand Clermont. Ce manque d'action communautaire positionne certaines de leurs communes en difficulté d'accueil de jeunes populations alors qu'elles sont idéalement situées, proches des emplois et des services et donc attractives.



Photo 28 : Piscine de Vic-le-Comte

C. ACCOMPAGNER DANS LA VIEILLESSE

Entre 1990 et 1999, en France, le nombre de personnes âgées de plus de 75 ans s'est accru de 10%. Sur la même période, le Territoire du Grand Clermont a vu cette population augmenter de 20 %. Cette progression s'opère toujours aujourd'hui et impose aux pouvoirs publics de renforcer l'offre en établissements d'hébergement spécialisés mais avant tout, d'organiser des services complets pour le maintien à domicile afin de limiter les dépenses publiques.

1. Une évolution contrastée de la population

Entre 1990 et 1999, ce sont paradoxalement les milieux les plus ruraux qui ont vu leur population de plus de 75 ans décroître tandis que les territoires plus urbains ont vu cette même population augmenter. En d'autres termes, la population croît dans les communes dont le nombre de personnes âgées est déjà important et notamment dans les pôles de vie. Ce constat émet la possibilité que les personnes âgées migrent vers les territoires les plus urbains, où les services sont davantage représentés.

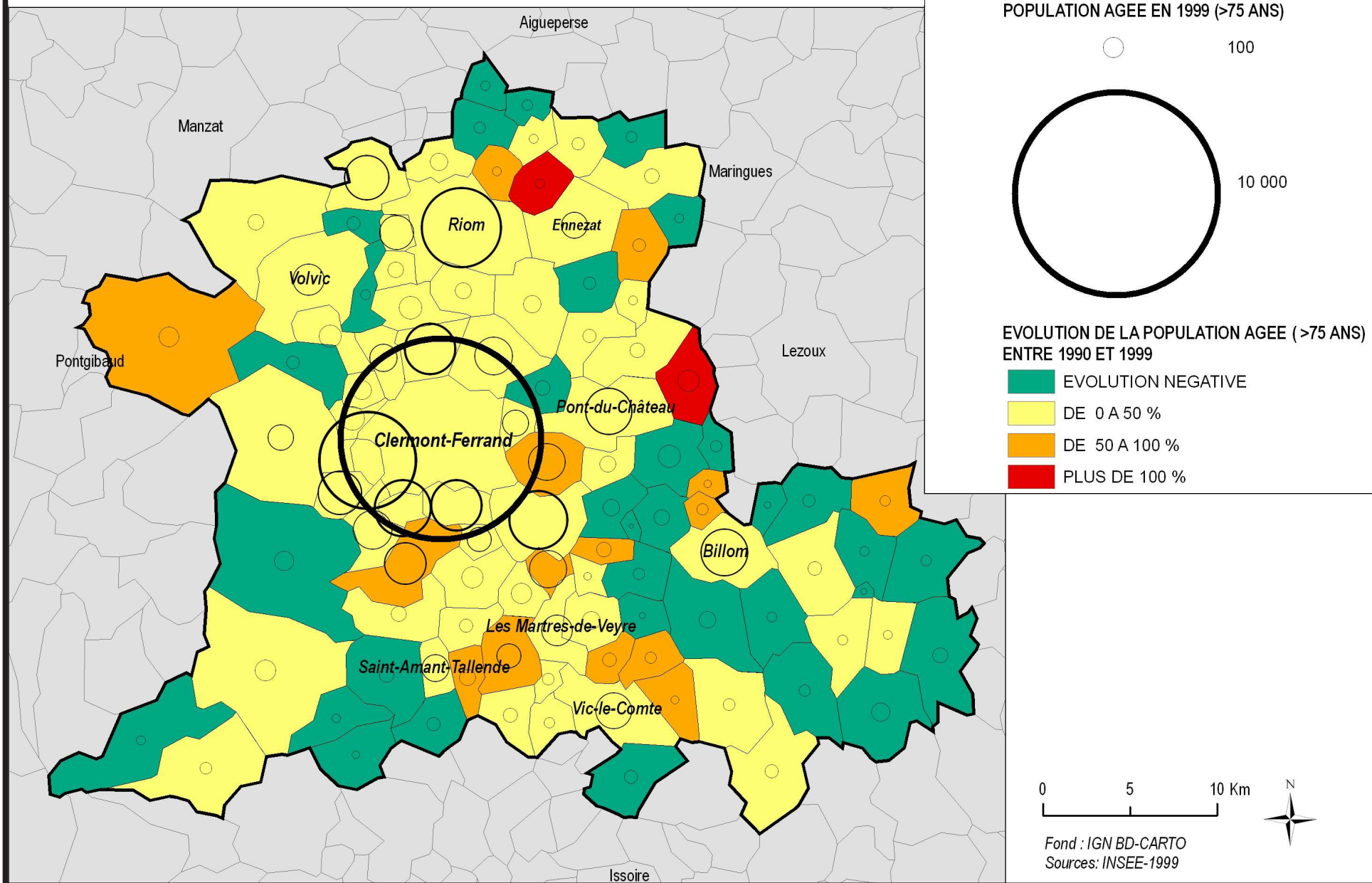
Face à cette répartition sur le Grand Clermont, l'étude consiste à évaluer si le territoire a les moyens d'accompagner sa population dans sa vieillesse. Pour cela, sont pris en compte l'offre et la répartition sur le territoire :

- des structures d'hébergement et de soins
- des services publics de maintien à domicile.

Cette approche permet ainsi de déterminer si l'équité dans la prise en charge des personnes âgées par les pouvoirs publics est respectée sur l'ensemble du territoire du Grand Clermont.



Carte 23 : Les personnes âgées de plus de 75 ans sur le Grand Clermont



Juin 2006

2. L'hébergement et les soins

a- Les établissements d'hébergement et de soins

Du fait de la diversité des besoins des personnes âgées, il existe une grande diversité de structures qui les accueillent. Du retraité souhaitant vivre en parfaite autonomie à la personne totalement dépendante, c'est toute une gamme de structures qui proposent des services plus ou moins étendus, plus ou moins coûteux, médicalisés ou non. Les listes d'attente sont souvent impressionnantes, le délai d'admission très long :

✓ Les foyers-logements

Formule intermédiaire entre le domicile et la maison de retraite, ces établissements permettent aux personnes âgées de bénéficier de la plus grande autonomie possible. Elles possèdent ici une véritable vie privée. Elles résident dans un appartement particulier, tout en disposant de services collectifs facultatifs (restauration, blanchisserie, loisirs, soins,...).

Ce type d'établissement n'a pas toujours la possibilité d'intégrer en son sein des sections médicales.



Photo 29 : Le foyer-logement d'Ennezat

✓ Les maisons de retraite

Elles sont gérées par des hôpitaux, des communes, des associations, des organismes à caractère social (mutuelles, caisses de retraite...) ou des opérateurs privés. Les maisons de retraite accueillent des personnes valides ou semi-valides, offrent des services collectifs (restauration, blanchisserie,...) et un encadrement médical.



Photo 30 : L'EHPAD de Blanzat

✓ Les maisons de retraite médicalisées

Ces structures avec «section de cure médicale» permettent, outre une surveillance médicale des personnes âgées, d'effectuer des soins sur place.

✓ Unités de Soins de Longue Durée (USLD)

Souvent intégrées au sein d'un hôpital ou d'une annexe proche, elles accueillent les personnes nécessitant des soins médicaux importants et constants.

b- L'offre et la répartition

L'appréciation de l'offre globale sur le territoire du Grand Clermont en établissements d'hébergement et de soins se fait à travers l'étude des capacités de chacune de ces structures et leur répartition géographique.

Tableau 15 : Répartition des lits en établissements d'hébergement

TYPE D'ETABLISSEMENTS	STATUT		TOTAL
	Public	Privé	
UNITE DE SOINS DE LONGUE DUREE	629 (86%)	99 (14%)	728 (18%)
MAISON DE RETRAITE MEDICALISEE	887 (48%)	964 (52%)	1851 (46%)
MAISON DE RETRAITE	544 (56%)	421 (44%)	965 (24%)
FOYER LOGEMENT	406 (88%)	56 (12%)	462 (12%)
TOTAL	2466 (62%)	1540 (38%)	4006

Sources : FINESS, DDASS

De façon globale, l'offre de lits des maisons de retraite, qu'elles soient médicalisées ou non, est la plus importante (70% des lits). L'implication publique est, elle aussi, globalement majoritaire puisque deux tiers des lits sont dans des structures publiques. Toutefois, ces résultats sont à relativiser puisque la prise en charge des personnes âgées par les pouvoirs publics en ce qui concerne les USLD et les foyers logements est très forte tandis que les maisons de retraite médicalisées ou non offrent quasiment autant de lits en établissement public que privé.

Au vu de la démographie, les établissements se répartissent de façon cohérente sur le territoire du Grand

Clermont. Les capacités des établissements sont importantes là où les personnes âgées sont plus nombreuses. Alors que les USLD se concentrent sur l'Espace Urbain Métropolitain et Billom, les maisons de retraite et les foyers logements sont localisés de façon plus diffuse sur le territoire.

Du fait de la demande croissante en soins médicaux, il convient de favoriser la médicalisation de ces deux types de structures même si 64% des lits sur le territoire sont déjà médicalisés.

Compte tenu du vieillissement de la population et de la demande croissante pour les admissions en établissements d'hébergement, il est nécessaire d'agir pour offrir aux personnes âgées des conditions de vie agréables. Le développement des services de maintien à domicile est une alternative.

3. Le maintien à domicile

a- Les services de maintien à domicile

Ces services sont variés, répondent aux besoins vitaux et contribuent au maintien de l'autonomie de la personne aidée. Les plus répandus sont l'aide à domicile, le portage de repas et les soins infirmiers à domicile.

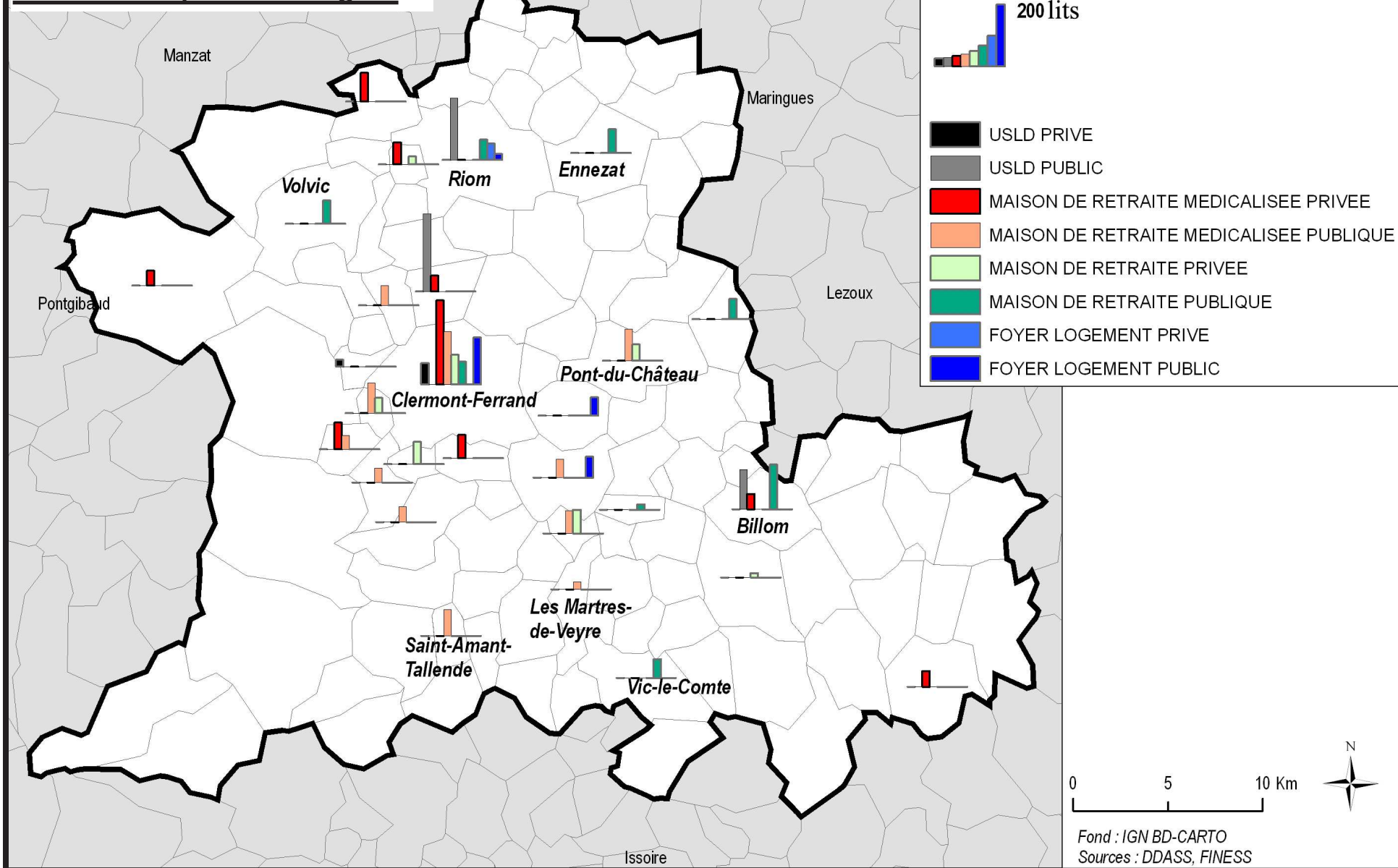
✓ Service d'aide à domicile

Toute personne âgée en perte d'autonomie, ayant des difficultés à assurer seule les tâches nécessaires pour vivre à son domicile, peut faire appel à un service d'aide à domicile.

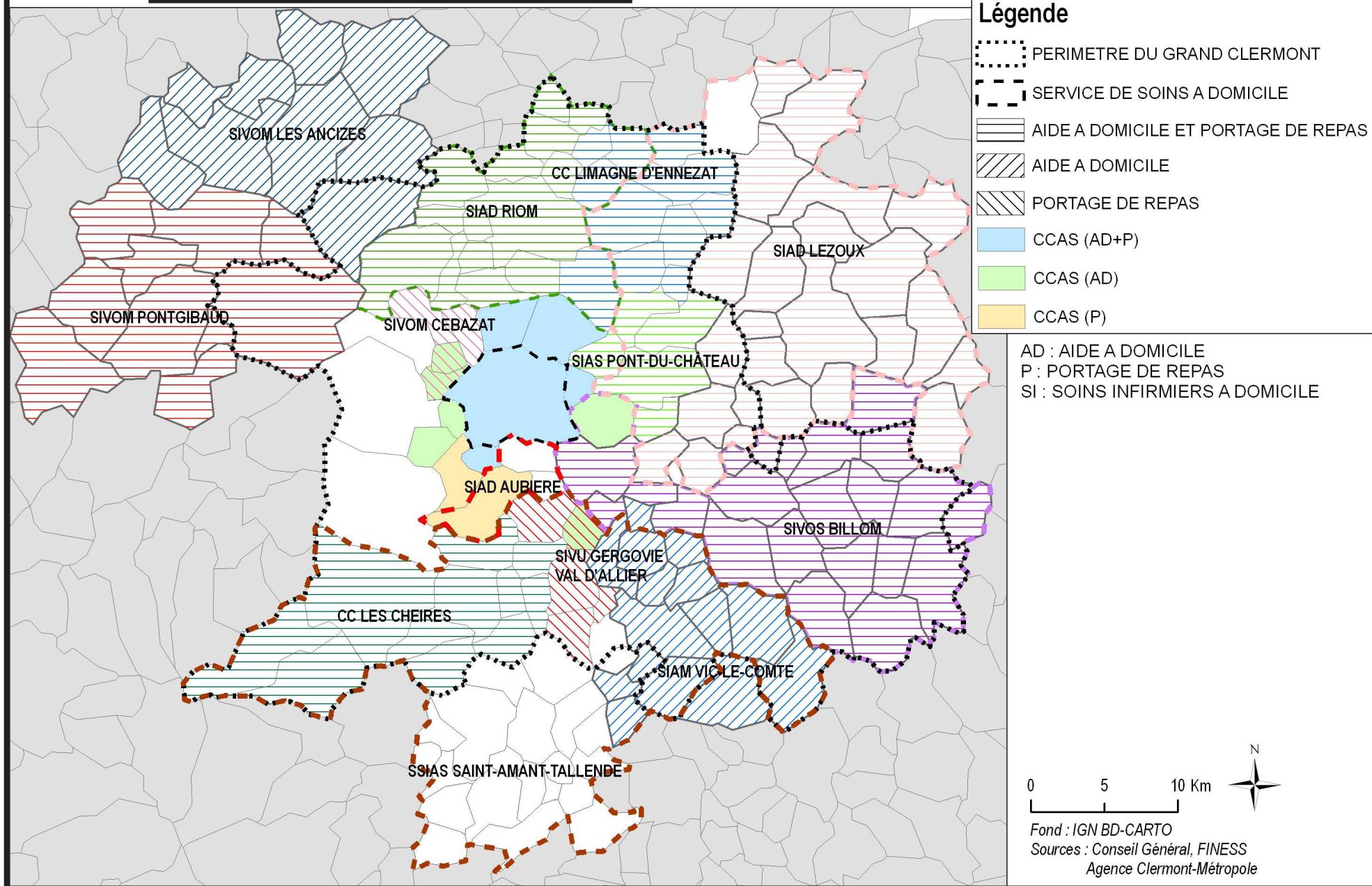
Ses missions:

- aide à l'accomplissement des actes de la vie quotidienne: ménage, courses, confection du repas, aide à la toilette, entretien du linge, accompagnement lors de sorties
- soutien physique et psychologique : l'aide à domicile est un lien entre la personne, sa famille et le voisinage

Carte 24 : Capacité et statut des établissements d'hébergement et de soins des personnes âgées



Carte 25 : Services publics de maintien à domicile



Juin 2006

➤ travail en coordination avec les autres intervenants au domicile (médecin, infirmière, aide-soignante, assistante sociale...).

✓ Service de Portage de repas

En bénéficient les personnes âgées à mobilité réduite qui ne peuvent plus sortir de façon temporaire ou définitive. Un repas leur est donc périodiquement apporté. Organisé par des structures de restauration collective, ce service est essentiellement assuré les jours ouvrés, mais il est possible de se faire livrer des repas le week-end.

✓ Services de soins infirmiers à domicile

(SSIAD)

Les services de soins infirmiers à domicile sont des services sociaux et médico-sociaux au sens du code de l'action sociale et médico-sociale. Ils assurent, sur prescription médicale, aux personnes âgées de 60 ans et plus, malades ou dépendantes, des actes essentiels de la vie.

Les services de soins infirmiers à domicile ont pour mission de contribuer au soutien à domicile des personnes, notamment en prévenant ou différant l'entrée à l'hôpital ou dans un établissement d'hébergement, et en raccourcissant certains séjours hospitaliers.

b- Une organisation complexe de l'offre de services

Les services publics de maintien à domicile peuvent être assurés par différentes structures : la commune, la communauté de communes ou un syndicat intercommunal. Alors qu'une communauté de communes peut prendre la compétence pour un ou plusieurs services de maintien à domicile et assurer cette fonction sur l'ensemble de son territoire, les syndicats intercommunaux ont un mode opératoire différent.

En effet, lors de l'adhésion à un syndicat intercommunal, la commune a la possibilité de choisir les services de maintien

à domicile dont elle voudrait bénéficier. Par conséquent, sur le territoire d'action d'un syndicat intercommunal, l'offre de services peut différer d'une commune à une autre.

La diversité des structures et des formules proposées rend difficile la compréhension de l'organisation du maintien à domicile.



Photo 31 : Maison de retraite de Billom

Au sein du Grand Clermont, l'offre de services publics de maintien à domicile est bien souvent appréhendée de façon différente selon les territoires.

Les communautés de communes de Billom Saint-Dier, Riom Communauté et la Vallée du Jauron appartiennent chacune à un syndicat intercommunal qui leur assure une offre de services complète et homogène sur l'ensemble de leur territoire.

D'autres communautés de communes (Limagne d'Ennezat, Allier Comté communauté et Les Cheires) conjuguent leurs compétences à celles du syndicat auquel elles appartiennent, toujours dans le souci d'une offre homogène et améliorée.

La plupart des autres communautés de communes ne présentent pas de réelle politique de maintien à domicile des personnes âgées. Deux options s'offrent donc aux communes :

- soit les communes assurent elles-mêmes les services grâce au CCAS (très fréquent sur Clermont Communauté)
- soit elles font appel à différents syndicats dont elles sont le plus souvent à l'intersection pour leur assurer des services. C'est le cas des communes de Gergovie Val d'Allier Communauté, de Volvic Sources et Volcans et de Mur-ès-Allier. Une telle situation occasionne l'enchevêtrement sur une seule commune de plusieurs acteurs.

La difficile lecture de la carte qui en résulte, reflète bien le manque de coordination d'actions et de politiques en matière de maintien à domicile, entre toutes les coopérations intercommunales sur le Grand Clermont.

Le croisement entre le nombre de services présents et des établissements qui les proposent permet d'apprécier plus aisément l'offre présente sur le Grand Clermont.



Photo 32 : Maison de retraite de Saint-Amant-Tallende

Sur le Grand Clermont, l'offre de services de maintien à domicile est relativement complète, surtout sur les communes du Nord, de l'Est et du Sud.

Sur les communautés de communes qui se sont organisées autour du maintien à domicile, tout le panel des services est couvert (sauf sur Allier Comté Communauté), et bien souvent, avec le minimum d'acteurs. Des communes comme Clermont-Ferrand, Volvic, Châtelguyon, Cournon-d'Auvergne disposent elles-aussi d'un service complet d'aide à domicile.

Le territoire le plus complexe demeure toutefois la communauté de communes Gergovie Val d'Allier Communauté qui possède sur la plupart de ces communes, tout le panel de services, mais avec trois interlocuteurs différents.

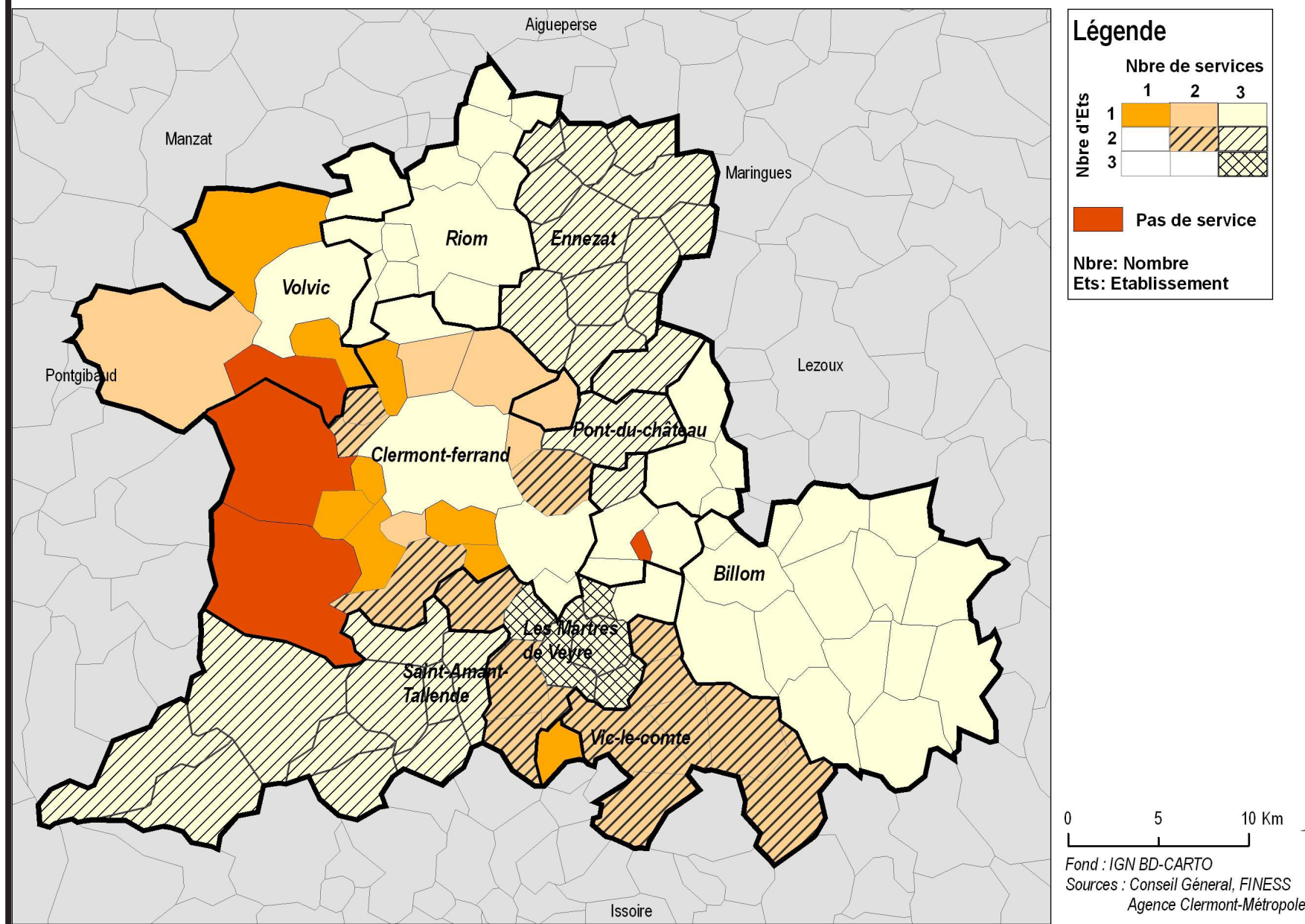
Quant aux communes livrées à elles-mêmes, elles n'ont bien souvent pas toute l'offre de services de maintien à domicile. Et pourtant elles font pour la plupart, partie de ces territoires qui ont connu une forte évolution de la population âgée entre 1990 et 1999.

4. Territorialisation de l'offre destinée aux personnes âgées

Les territoires ayant des services de maintien à domicile ne sont bien souvent pas les mieux dotés en structures d'hébergement. Alors que les premiers sont au Nord, à l'Est et au sud du Grand Clermont, les seconds sont plutôt au centre du territoire. L'offre en établissements d'hébergement et de soins est donc beaucoup plus concentrée sur Clermont Communauté, territoire où les services de maintien à domicile sont les moins présents.

Or, face aux personnes âgées, il est essentiel d'avoir une complémentarité entre les services de maintien à domicile et les structures d'hébergement et de soins. C'est seulement ainsi que le territoire peut assurer au mieux leur accompagnement.

Carte 26 : Coordination des services publics de maintien à domicile des personnes âgées



Carte 27 : Etablissements et services proposés aux personnes âgées

Légende

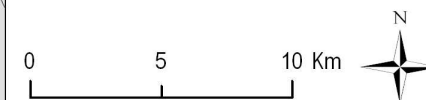
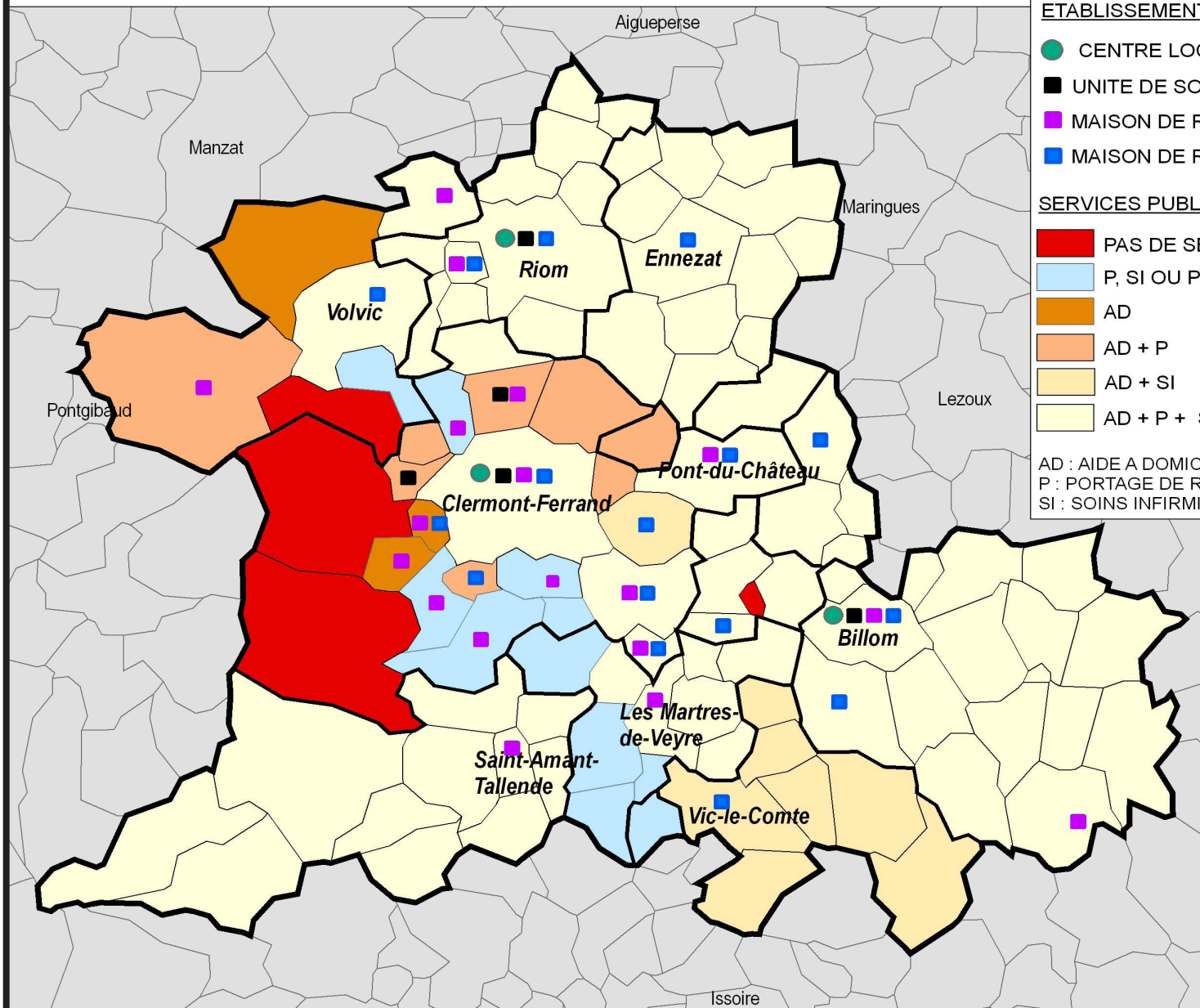
ETABLISSEMENTS

- CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET D'ORIENTATION
- UNITE DE SOINS DE LONGUE DUREE
- MAISON DE RETRAITE MEDICALISEE
- MAISON DE RETRAITE OU FOYER-LOGEMENT

SERVICES PUBLICS DE MAINTIEN A DOMICILE

- PAS DE SERVICE
- P, SI OU P + SI
- AD
- AD + P
- AD + SI
- AD + P + SI

AD : AIDE A DOMICILE
P : PORTAGE DE REPAS
SI : SOINS INFIRMIERS A DOMICILE



Fond : IGN BD-CARTO
Sources : Conseil Général, FINESS
Agence Clermont-Métropole

Juin 2006

Cependant, Clermont-Ferrand, Billom et dans une certaine mesure Riom, offrent tout le panel de services possibles à leurs populations. Elles disposent même d'un Centre Local d'Information et de Communication, structures qui orientent, informent et conseillent les personnes âgées dans leur vie quotidienne ; ils peuvent notamment les guider dans les démarches administratives et les mettre en relation avec divers professionnels d'aide à domicile.

A l'exception de Vic-le-Comte, les autres pôles de vie disposent d'une offre complète de services de maintien à domicile et d'au moins un établissement.

Favoriser la médicalisation des foyers logements et maison de retraite

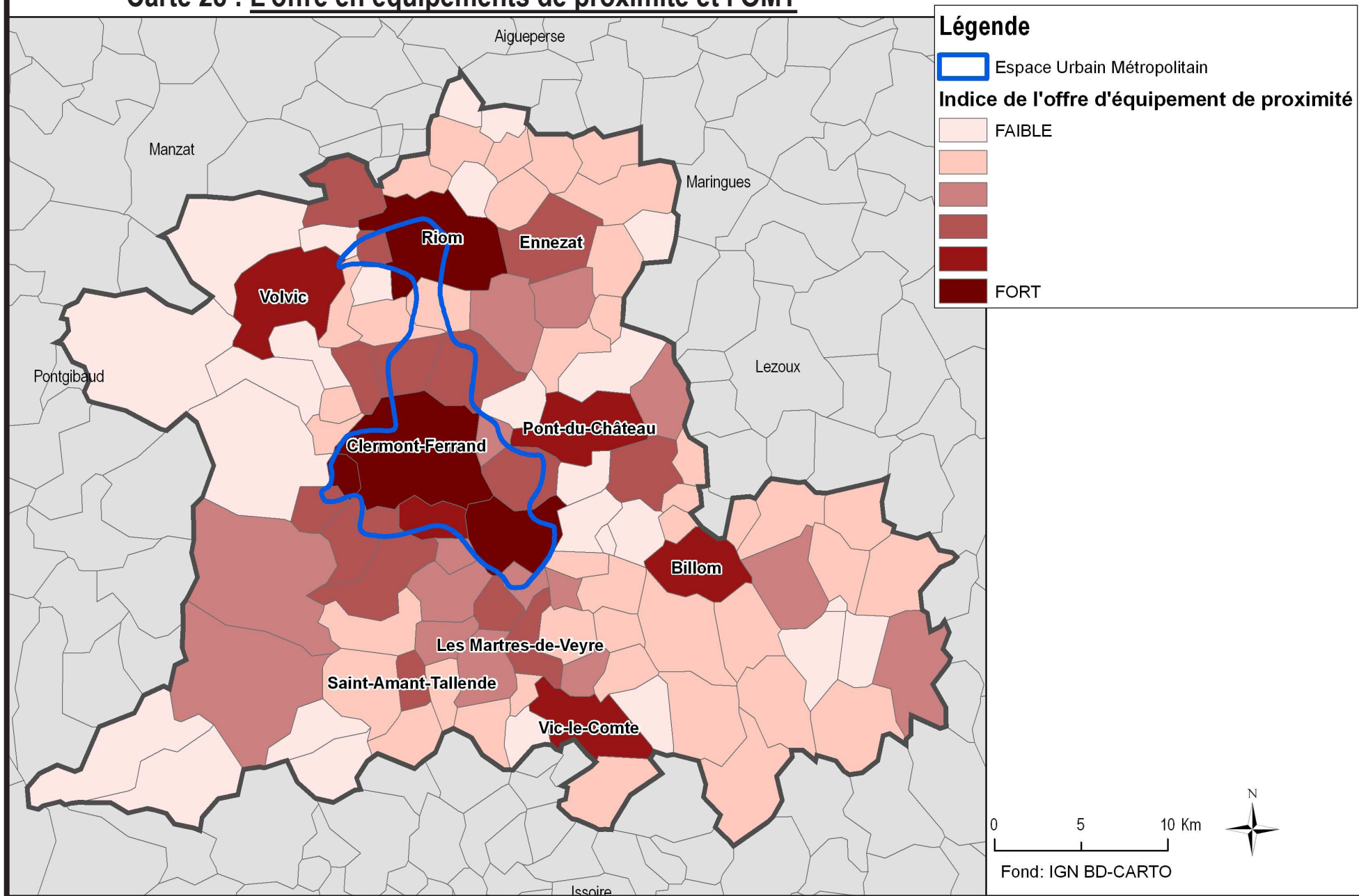
Améliorer la coordination publique pour le maintien à domicile des personnes âgées





APPRÉCIATION DE L'OFFRE AU REGARD DE LA MULTIPOLARITÉ

Carte 28 : L'offre en équipements de proximité et l'OMT



Juin 2006

L'Offre Publique d'Orientation (OPO) du Grand Clermont définit comme cadre de référence au développement du territoire, une organisation multipolaire, avec un noyau central urbain (l'Espace Urbain Métropolitain) et des polarités secondaires (désignées « pôles de vie »).

Autour de cet Espace Urbain Métropolitain (EUM) qui regroupe les fonctions et services d'échelle métropolitaine, les pôles de vie doivent concentrer l'ensemble des services et équipements de proximité. Le rôle d'un pôle de vie n'est évidemment pas d'égaler le niveau de service de l'EUM. Il s'agit pour eux de constituer un relais pour la population.

L'intérêt de cette analyse est de qualifier ces territoires les uns par rapport aux autres et d'apprécier si la répartition de leur offre en équipements et services publics s'accorde avec les ambitions de l'organisation multipolaire du territoire.

L'offre d'équipements et de services destinés aux étudiants a été négligée étant donné que celle-ci ne peut être assurée que par certaines communes de l'agglomération. L'intégration de cette offre n'aurait donc pas abouti à une interprétation pertinente.

Afin d'appréhender d'une manière plus objective la multipolarité du territoire au regard des équipements publics, une grille de pondération de l'offre et de l'accessibilité de chacun des équipements et services étudiés a été réalisée. Les points de pondération des équipements destinés aux familles ont été additionnés à ceux des personnes âgées. Il en résulte un bilan récapitulatif de l'offre de proximité par commune.

La grille de lecture prise en compte porte donc sur des équipements « pour tous » et ceux destinés à la famille et aux personnes âgées. L'application des indices de pondération sur chacun de ces équipements permet de réaliser une carte de l'offre globale de proximité sur le Grand Clermont.

I. LA PERTINENCE DE L'ORGANISATION MULTIPOLAIRE DU GRAND CLERMONT

A. L'EUM, LE PIVOT DU DISPOSITIF

L'Espace Urbain Métropolitain (EUM) a une place prépondérante dans cette organisation multipolaire du territoire. Cet espace est le pivot du dispositif. Outre les grands équipements, ce territoire offre l'ensemble des équipements de proximité recensés. La majorité de ses communes est fortement équipée. D'ailleurs, les communes les mieux dotées du Grand Clermont sont situées dans cet espace.

B. DES PÔLES DE VIE AUX INFLUENCES LOCALES INÉGALES

1. Des pôles de vie affirmés mais à relativiser

Hors EUM, les pôles de vie correspondent généralement aux communes les mieux équipées. Ce constat est flagrant sur les communes de Billom, Pont-du-Château, Vic-le-Comte et Volvic, même si leur situation géographique n'a pas la même influence sur leur environnement.

Billom présente déjà un caractère de pôle de vie, avec une forte influence sur les communes voisines. Le relatif isolement par rapport à l'EUM conforte cette position et accentue ses potentialités.

Les communes de Volvic et Pont-du-Château, malgré un potentiel important, sont moins influentes. La proximité de l'EUM peut les handicaper dans leur capacité à attirer vers leurs équipements et services publics la population des communes voisines. Leur faculté à devenir des pôles de vie à part entière sera confrontée à la proximité et l'influence directes de l'EUM.

2. Des pôles de vie peu équipés à renforcer

Les pôles de vie tels que Les Martres-de-Veyre, Ennezat, Saint-Amant-Tallende/Tallende/Saint-Saturnin ne se distinguent que très légèrement par rapport aux autres communes.

Dans le cas des Martres-de-Veyre, sa situation entre l'EUM et Vic-le-Comte, tous deux bien dotés, affaiblit son influence. Aussi, le conflit d'influence entre ces territoires compromet le développement de l'offre en équipements du pôle de vie Les Martres-de-Veyre. Ce constat est valable pour Ennezat, sous influence riomoise.

Le cas de Saint-Amant-Tallende/Tallende/Saint-Saturnin est particulier puisque son offre en équipements publics doit irriguer un territoire vaste, au même titre que Billom. Et pourtant, son offre est bien loin d'être satisfaisante d'autant plus que deux des communes de ce pôle tricéphale ont une offre en deçà de la moyenne.

Afin que le dispositif de l'organisation multipolaire du Grand Clermont soit opérationnel, le potentiel et l'impact de ces communes sont à renforcer.

Tableau 16 : Comparaison des niveaux d'offre par thème et par pôle de vie

PÔLE DE VIE THEME	Billom	Ennezat	Les Martres- de-Veyre	Pont-du- Château	Saint-Amant- Tallende/ Saint- Saturnin/ Tallende	Vic-le-Comte	Volvic
Sport	=	-	=	=	-	=	=
Culture	+	-	=	=	-	+	+
Communication	=	=	=	=	=	=	=
Petite enfance	=	=	-	=	=	=	=
Enseignement 1er degré	=	=	=	=	=	=	=
Enseignement 2nd degré	=	-	=	=	-	=	=
Personnes en difficultés	+	-	=	+	=	=	-
Personnes âgées	++	-	=	+	=	-	-

II. L'AVENIR DES PÔLES DE VIE

L'objectif pour chaque pôle de vie est d'orienter son action pour qu'il se développe de manière cohérente par rapport à ses besoins et ses ambitions.

Aujourd'hui, par leur niveau d'équipements, les pôles de vie sont inégalement préparés face à la mise en place de la multipolarité. Aussi, une étude comparative du niveau de l'offre d'équipements et de services publics entre les pôles de vie permet de juger des atouts et des faiblesses de chacun.

La commune de Billom est un pôle de vie doté de beaucoup d'équipements. Elle est tout particulièrement performante dans les domaines traitant de l'action sociale envers les personnes en difficultés et les personnes âgées. La culture est aussi soutenue sur ce territoire qui reste le plus éloigné de l'EUM. A ce jour, les familles bénéficient des équipements scolaires et périscolaires indispensables. Toutefois, afin de satisfaire les besoins futurs, il faudra veiller à renforcer certaines structures, notamment pour la petite enfance. De même, l'accessibilité difficile vers l'EUM l'isole des équipements structurants métropolitains. Le transport en commun est un élément à développer sur le territoire de ce pôle de vie.

Pont-du-Château est aussi une localité possédant des équipements performants concernant les domaines du social. La population y trouve tous les services de proximité nécessaires au quotidien. Toutefois, l'offre culturelle pâtit d'un manque d'équipements adaptés. De par la proximité à l'EUM, cette commune possède un potentiel important de développement d'infrastructures; les liaisons avec Clermont-Ferrand sont donc très souples en véhicule personnel mais aussi en transports en commun.

Le niveau en équipements de la commune de Vic-le-Comte est satisfaisant. Elle dispose à la fois des équipements culturels et sportifs nécessaires à tous les membres d'une famille ainsi que des structures scolaires publics. Malgré la proximité d'Issoire, elle bénéficie d'une voie ferrée à cadence régulière motivant les

déplacements en transports en commun vers les équipements métropolitains. Cependant, il est à noter que les personnes âgées manquent de soutien et d'infrastructures d'accueil.

Volvic propose une offre d'équipements complète pour la famille, en particulier dans la culture et le sport. Cependant, elle présente des lacunes importantes dans la prise en compte des personnes âgées et des personnes en difficultés

La commune des Martres-de-Veyre possède la plupart des équipements et services publics mais reste particulièrement faible dans le domaine de la petite enfance et des services associés.

Ennezat et Saint-Amant-Tallende/Tallende/Saint-Saturnin sont les pôles de vie les moins bien équipés. Le niveau d'équipements ne remplit pas totalement les besoins de la population et n'est pas non plus un vecteur attractif pour ces territoires, notamment pour les familles. Le plus gros handicap pour exercer leur rôle de pôle de vie est le manque de collège. On peut aussi déplorer un manque d'équipements culturels et de prise en compte des personnes en difficultés et des personnes âgées à Ennezat.

CONCLUSION

Inscrite dans le cadre des études préalables à la réalisation du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Grand Clermont, cette étude avait pour ambition d'évaluer les potentialités réelles du territoire en équipements et services publics et de dégager les principaux enjeux qu'il est appelé à relever, du fait de sa grande diversité. De ce fait, loin d'être un simple listing de forces ou faiblesses en la matière, elle se présente comme une analyse tridimensionnelle :

Transversale car au-delà d'une analyse thème par thème, elle a eu pour principal souci de joindre autant que possible, non seulement l'offre des différents types d'équipements ou de services entre eux mais aussi de les coupler à d'autres thèmes tels que la mobilité, les projets en cours et la population

Multiscale car cette analyse, constamment dynamique, a procédé par de nombreux va-et-vient entre différentes échelles de territoires (communes, EPCI, Syndicats, pays), ceci dans le souci de dégager les éléments les plus pertinents pour le projet du Grand Clermont

Stratégique car il cible principalement les éléments qui peuvent entrer dans un projet de SCoT, les relie entre eux et donc ouvre la réflexion sur les points importants d'action.

Plus qu'un diagnostic de l'offre et de l'accessibilité des équipements et services sur le Grand Clermont, plus que l'appréciation de l'offre vis-à-vis de la multipolarité, ce rapport doit constituer un outil de réflexion et de prise de décision dans l'élaboration du SCot du Grand Clermont. Il doit contribuer à la définition des principaux axes de développement qui guideront le Grand Clermont dans les prochaines décennies.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	2	3. Les Festivals	17
SOMMAIRE	3	E. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	18
NOTE EXPLICATIVE	4		
TABLE DES SIGLES	5	FAVORISER UN CADRE DE VIE AGRÉABLE	21
AVANT-PROPOS	6	I. UNE OFFRE D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES POUR TOUS	22
INTRODUCTION	7	A. LA CULTURE ET LES LOISIRS	22
PROMOUVOIR LE TERRITOIRE	9	1. L'offre culturelle de récréation	22
I- LE STATUT DE CAPITALE RÉGIONALE	10	2. L'offre bibliothécaire	23
A. ADMINISTRATION ET JUSTICE	10	a- Le positionnement du territoire	23
1. Services étatiques déconcentrés	10	b- L'organisation sur le territoire	25
2. Une justice partagée	10	c- Le niveau de l'offre bibliothécaire	25
B. PÔLE HOSPITALIER D'Auvergne	11	3- L'offre en écoles de musique	26
II- UNE IMAGE A AFFIRMER	12	a- Une Offre d'enseignement diversifiée	26
A. EXCELLENCE ET NOTORIÉTÉ EN MATIÈRE DE SANTÉ .	12	b- Un ensemble encourageant	28
B. RECHERCHE ET PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ	13	c- Une accessibilité financière difficile	28
1. Des structures fortement présentes	13	B. LE SPORT	29
2. De la recherche scientifique vers son application	14	1. Un territoire bien équipé	29
C. MANIFESTATIONS SPORTIVES DE HAUT NIVEAU	14	2. Une accessibilité mitigée	31
1. Les grands équipements sportifs	14	C. LA SANTÉ	33
2. Les équipes qui les portent	16	1. Le contexte de l'organisation sanitaire	33
3. Une dynamique sportive à confirmer	16	2. Le positionnement du Grand Clermont	35
D. CULTURE ET POLITIQUES ÉVÈNEMENTIELLES	16	3. L'accessibilité des structures de soins	35
1. Le Tourisme	17	a- L'accès aux soins d'urgences légères	37
2. La Culture	17	b- L'accès aux soins d'urgences lourdes	37
		c- L'accès aux soins d'urgences pédiatriques	37
		d- L'accès aux maternités	41

D. LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉS.....	43
E. LA COMMUNICATION.....	47
1. Une couverture globalement bonne mais inégale	47
2. Un niveau de services à renforcer.....	47
II- UN ACCOMPAGNEMENT DANS LA VIE	49
A. ETUDIER SUR LE TERRITOIRE	49
1. Lieux d'enseignement	49
2- Lieux de vie	49
3- Une accessibilité à renforcer	51
B. S'INSTALLER EN FAMILLE.....	53
1- La petite enfance.....	53
2- L'enseignement du premier degré.....	56
3- L'enseignement du second degré	58
a- Collèges	58
b- Lycées généraux et technologiques	60
c- Lycées professionnels	61
d- Accessibilité aux lycées.....	62
e- La formation professionnelle.....	62
4. Analyse de l'offre destinée aux familles	65
a- Critères de mesure	65
b- Qualification des territoires	65
C. ACCOMPAGNER DANS LA VIEILLESSE.....	67
1. Une évolution contrastée de la population.....	67
2. L'hébergement et les soins	69
a- Les établissements d'hébergement et de soins.....	69
b- L'offre et la répartition.....	70
3. Le maintien à domicile	70
a- Les services de maintien à domicile.....	70

b- Une organisation complexe de l'offre de services.....	73
4. Territorialisation de l'offre destinée aux personnes âgées	74

APPRÉCIATION DE L'OFFRE AU REGARD DE LA MULTIPOLARITÉ

79

I. LA PERTINENCE DE L'ORGANISATION MULTIPOLAIRE DU GRAND CLERMONT

81

A. L'EUM, LE PIVOT DU DISPOSITIF.....	81
B. DES PÔLES DE VIE AUX INFLUENCES LOCALES INÉGALES.....	81
1. Des pôles de vie affirmés mais à relativiser.....	81
2. Des pôles de vie peu équipés à renforcer.....	82

II. L'AVENIR DES PÔLES DE VIE

83

CONCLUSION

84

TABLE DES MATIÈRES

85

TABLE DES ILLUSTRATIONS

87

BIBLIOGRAPHIE

89

WEBOGRAPHIE

90

GLOSSAIRE

93

ANNEXES

94

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Carte 1 : Les équipements sportifs d'envergure	15	Carte 23 : Les personnes âgées de plus de 75 ans sur le Grand Clermont.....	68
Carte 2 : Couverture du réseau Haut Débit	19	Carte 24 : Capacité et statut des établissements d'hébergement et de soins des personnes âgées.....	71
Carte 3 : Offre bibliothécaire sur le territoire du Grand Clermont et ses alentours	24	Carte 25 : Services publics de maintien à domicile	72
Carte 4 : Enseignement musical sur le Pays du Grand Clermont et ses alentours	27	Carte 26 : Coordination des services publics de maintien à domicile des personnes âgées.....	75
Carte 5 : Panel d'activités sportives par commune et projets en cours	30	Carte 27 : Etablissements et services proposés aux personnes âgées	76
Carte 6 : Temps d'accès à la piscine en transport en commun.	32	Carte 28 : L'offre en équipements de proximité et l'OMT	80
Carte 7 : Le Pays du Grand Clermont et son territoire de santé	34		
Carte 8 : Couverture du territoire (urgences légères)	36		
Carte 9 : Proximité d'une unité d'urgences pour adultes.....	38		
Carte 10 : Proximité d'une unité d'urgences pour enfants.....	39		
Carte 11 : Temps d'accès à une maternité	40	Photo 1 : La Cour d'Appel de Riom	10
Carte 12 : Services aux personnes en difficultés	42	Photo 2 : L'Hôpital Gabriel Montpied de Clermont-Ferrand	11
Carte 13 : L'Offre en services aux personnes en difficultés	44	Photo 3 : Le futur Hôpital Estaing à Clermont-Ferrand	12
Carte 14 : Nombre d'opérateurs Internet présents	46	Photo 4 : L'Institut Français de Mécanique Avancée à Aubière .	13
Carte 15 : Les lieux d'enseignement supérieur.....	50	Photo 5 : Le pôle CASIMIR à Aubière.....	13
Carte 16 : Lieux de vie et lieux d'étude	52	Photo 6 : Le stade Marcel Michelin à Clermont-Ferrand	14
Carte 17 : Etablissements pour la petite enfance	55	Photo 7 : Vue sur le Zénith d'Auvergne.....	16
Carte 18 : Evolution des effectifs des établissements publics du premier degré entre les rentrées 2004 et 2006.....	57	Photo 8 : Le Sémaphore à Cébazat	22
Carte 19 : Temps d'accès au collège public.....	59	Photo 9 : Le Cinédôme à Aubière.....	23
Carte 20 : Temps d'accès aux lycées généraux et technologiques	63	Photo 10 : La bibliothèque des Martres-de-Veyre	25
Carte 21 : Niveau de l'Offre en équipements pour la famille ...	64	Photo 11 : Ecole de musique de Cébazat	26
Carte 22 : Impact de l'action communautaire sur l'offre en équipements pour la famille.....	66	Photo 12 : Ecole de musique de Saint-Amant-Tallende	28
		Photo 13 : Le stade de Chappes	31
		Photo 14 : La patinoire de Clermont Communauté	33

Photo 15 : Le pôle Santé République	35
Photo 16 : Le nouveau centre de secours d'Ennezat	37
Photo 17 : L'Hôpital local de Billom	41
Photo 18 : Le Centre Communal d'Action Sociale de Clermont-Ferrand	43
Photo 19 : Espace Infos Jeunes à Clermont-Ferrand	45
Photo 20 : Faculté des Lettres et sciences Humaines de Clermont-Ferrand	49
Photo 21 : Résidence Universitaire «Studios des Cézeaux»	51
Photo 22 : Le CUST et le chantier du tramway	51
Photo 23 : Structure multi-accueil de Cébazat	54
Photo 24 : L'école Louis Blanc de Blanzat	56
Photo 25 : Le collège Michel de l'Hospital à Riom	58
Photo 26 : Le lycée A. Brugière de Clermont-Ferrand	60
Photo 27 : La salle culturelle « Le Galion » de Gerzat	65
Photo 28 : Piscine de Vic-le-Comte	67
Photo 29 : Le foyer-logement d'Ennezat	69
Photo 30 : L'EHPAD de Blanzat	69
Photo 31 : Maison de retraite de Billom	73
Photo 32 : Maison de retraite de Saint-Amant-Tallende	74

Graphique 1 : Evolution des effectifs au Collège	58
Graphique 2 : Evolution des effectifs de lycéens	60
Graphique 3 : Evolution des effectifs des lycées professionnels	61
Graphique 4 : Offre de places en baccalauréats professionnels	62

Tableau 1 : Evaluation des équipements culturels d'envergure .	17
Tableau 2 : Disponibilité des technologies Internet	18
Tableau 3 : Comparaison de l'offre bibliothécaire des territoires..	23
Tableau 4 : Catégories d'enseignement musical	26
Tableau 5 : Taux d'équipements sportifs du territoire	29
Tableau 6 : Tarification d'entrée aux équipements populaires...	33
Tableau 7 : Offre de lits en MCO (2005)	35
Tableau 8 : Indices de pondération des services pour les personnes en difficultés	45
Tableau 9 : Taux de non-couverture du territoire	48
Tableau 10 : Coût de la mobilité des étudiants en TC urbain	53
Tableau 11 : Tarification des transports scolaires (Collèges)	60
Tableau 12 : Disponibilité des bacs généraux	61
Tableau 13 : Disponibilité des bacs technologiques	61
Tableau 14 : Disponibilité des bacs technologiques	62
Tableau 15 : Répartition des lits en établissements d'hébergement	70
Tableau 16 : Comparaison des niveaux d'offre par thème et par pôle de vie	82

BIBLIOGRAPHIE

AGENCE D'URBANISME ET DE DEVELOPPEMENT CLERMONT METROPOLE, *Charte architecturale et paysagère de la communauté de communes de Billom Saint-Dier*, 2003

Le Projet du Grand Clermont - La Charte de Pays, septembre 2004

Modes de vie et pratiques des étudiants - Synthèse du rapport interne, février 2004

Le plan vert du Pays du Grand Clermont, avril 2005

Les migrations locales du Bassin du Grand Clermont, juin 2005

AGENCE D'URBANISME ET DE DEVELOPPEMENT CLERMONT METROPOLE, MENSIA CONSEIL, *Projet du Grand Clermont - L'Offre Publique d'Orientation*, décembre 2002

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'Auvergne, « Annexe Opposable » in *Troisième Partie du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Auvergne 2006-2011*, mars 2006

CLERMONT COMMUNAUTE, *Projet de délégation de service public d'une infrastructure de communications*, avril 2005

COLONNA D'ISTRIA G., REVOL M., « Spécial Clermont-Ferrand » in *Le Point*, 22 juin 2006, n°1762, pp.I-XVI.

CONSEIL GENERAL DU PUY-DE-DÔME, *Cartes des circonscriptions d'action médico-sociale*, 2006

CONSEIL GENERAL DU PUY-DE-DÔME, BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE DE PRET, *De nouveaux territoires de lecture (2006-2010)*, mars 2006, 24p.

DDASS PUY DE DOME, *Guide des adresses pour personnes en difficultés*, 2003

HOUDART P., MALYE F. ET VINCENT J., « Hôpitaux - Le palmarès 2006 » in *Le Point*, 1 juin 2006, n°1759, pp.88-123.

INSPECTION ACADEMIQUE PUY-DE-DOME, *Règlement départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques*, octobre 2004

INSPECTION ACADEMIQUE DU PUY-DE-DOME, Division des écoles, *Rythme scolaire des écoles publiques du Puy-de-Dôme*, Année scolaire 2005/2006.

INSPECTION ACADEMIQUE DU PUY-DE-DOME, *Sectorisation : Département*, Rentrée 2004.

LECUREUIL J., *La Programmation Urbaine*, Le Moniteur, Décembre 2001, 186 p.

PORTIER N., *Les Pays*, Paris, La Documentation Française, 2002, 99 p.

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE CLERMONT-FERRAND, SERVICES ETUDES ET STATISTIQUES INFOCENTRE, *Répertoire académique des établissements publics d'enseignement et de service*, Année scolaire 2005-2006

WEBOGRAPHIE

ACADÉMIE CLERMONT-FERRAND. (Site consulté le 8 mai), *Bienvenue dans l'académie de Clermont-Ferrand* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.ac-clermont.fr>

ACADÉMIE GRENOBLE. (Site consulté le 3 juin), *Accueil - Académie de Grenoble* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.ac-grenoble.fr>

ACADÉMIE RENNES. (Site consulté le 7 juin), *Académie de Rennes - Sommaire* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.ac-rennes.fr>

ACADEMIE STRASBOURG. (Site consulté le 17 juin), *Académie de Strasbourg* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.ac-strasbourg.fr>

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE. (Site consulté le 4 juin), *ADEME*, [en ligne].

Adresse URL : <http://www.ademe.fr>

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI. (Site consulté le 16 juin), *anpe.fr*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.anpe.fr>

AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'Auvergne. (Site consulté le 22 juin), *Page d'accueil* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.arh-auvergne.fr>

AGENCES RÉGIONALES DE L'HOSPITALISATION. (Site consulté le 15 juin), *Portail des Agences Régionales de l'Hospitalisation* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.parhtage.sante.fr>

AMELI, L'ASSURANCE MALADIE EN LIGNE (site consulté en mai 2006), *l'Assurance Maladie en ligne - Caisse du Puy-de-Dôme* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.clermont-ferrand.ameli.fr>

ASSEDIC. (Site consulté le 16 juin), *Assedic.fr, bienvenue sur le site de l'Assurance chômage*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.assedic.fr>

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Site consulté le 24 juin), *CAF du Puy-de-Dôme*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.puydedome.caf.fr>

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE CLERMONT FERRAND. (Site consulté le 15 juin), *CHU - Centre Hospitalier Universitaire de Clermont Ferrand* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.chu-clermontferrand.fr>

CLERMONT COMMUNAUTÉ – COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE CLERMONT-FERRAND (site consulté en avril et mai 2006), *Communauté d'agglomération de Clermont-Ferrand* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.clermontcommunaute.net/>

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALLIER-COMTÉ COMMUNAUTÉ (site consulté en avril et mai 2006), *Allier-Comté Communauté* [en ligne]

Adresse URL : http://www.allier-comte_communaute.fr/

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LES CHEIRES (site consulté en avril et mai 2006), *Communauté de Communes Les Cheires* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.les-cheires.com/>

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LIMAGNE D'ENNEZAT (site consulté en avril et mai 2006), *Bienvenue sur le site de la Communauté de Communes Limagne d'Ennezat* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.ennezat-communaute.fr>

COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS (site consulté le 16 juin 2006), *Tickets et Abonnements* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.cts-strasbourg.fr>

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ILLE ET VILAINE . (Site consulté le 18 mai), *Bienvenue sur le portail officiel du Conseil général de l'Ille et Vilaine 35, moteur d'une Bretagne* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.cg35.fr>

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE (site consulté en avril et mai 2006) *Acteur majeur pour l'Education, l'accompagnement des jeunes et le sport* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.cg38.fr/6326-acteur-majeur-pour-l-education-l-accompagnement-des-jeunes-et-le-sport.htm>

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA LOIRE EN RHÔNE ALPES . (Site consulté le 8 mai), *Conseil général de la Loire – Accueil* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.loire.fr>

CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN . (Site consulté le 29 mai), *Conseil général du Bas-Rhin* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.cg67.fr>

CONSEIL GÉNÉRAL DU PUY-DE-DÔME . (Site consulté le 26 avril), *Conseil général du Puy-de-Dôme (CG63) : bienvenue sur le site officiel*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.puydedome.com>

DRIRE AUVERGNE – DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT (site consulté le 27 avril 2006) *Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement*

Adresse URL : <http://www.auvergne.drirc.gouv.fr>

FICHER NATIONAL DES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX (site consulté entre avril et mai 2006), *FINESS: Accueil* [en ligne]

Adresse URL : <http://finess.sante.gouv.fr/index.jsp>

GENTIANE CARIF AUVERGNE (site consulté en avril 2006), *Formation Professionnelle et Continue en Auvergne – Carif Gentiane* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.carif-gentiane.org>

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (Site consulté le 28 mai), *INSEE – Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques - France*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.insee.fr>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (Site consulté le 12 juin), *Ministère de la Culture et de la Communication: Base de données*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.culture.gouv.fr/culture/bdd/index.html>

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE. (Site consulté le 24 juin), *Recensement des équipements sportifs, espaces et sites pratiques*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.res.jeunesse-sports.gouv.fr>

OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES. (Site consulté le 20 juin), *Observatoire des territoires - DATAR*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.territoires.gouv.fr>

OFFICE NATIONAL D'INFORMATION SUR L'ENSEIGNEMENT ET LA PROFESSION (site consulté le 15 juin 2006), *www.onisep.fr*

Adresse URL : <http://www.onisep.fr>

PAYS DE BILLOM SAINT-DIER (site consulté en avril et mai 2006), *Auvergne – Pays de Billom Saint-Dier* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.stdb-auvergne.com/>

PAYS DE RIOM (site consulté en avril et mai 2006), *Riom Communauté* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.riom-communaute.fr/>

SAPEURS-POMPIERS PUY-DE-DÔME. (Site consulté le 5 juin), *Le site des Sapeurs-Pompiers du Puy-de-Dôme – SDIS 63* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.sdis63.fr>

STAR RENNES MÉTROPOLE (site consulté le 15 juin 2006), *Titres, Tarifs et points de vente*, [en ligne]

Adresse URL : <http://www.star.fr/rubrique.aspx?RubriqueID=12&LangueID=1>

STAS – LES TRANSPORTS URBAINS DE L'AGGLOMÉRATION DE SAINT-ÉTIENNE (site consulté le 17 juin 2006), *Services d'Information Voyageurs – Titres de transport* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.stas.tm.fr/tarifv2/index.asp?rubcode=7>

T2C. (Site consulté le 03 juin), *T2c : Transports Urbains de l'Agglomération Clermontoise* [en ligne]

Adresse URL : <http://t2c.fr>

TAG – TRANSPORTS DE L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE (site consulté le 15 juin 2006), *Votre tarif sur mesure – semitag.com* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.semitag.com/index.php?id=51>

VIAMICHELIN (site consulté en juin 2006), *Calcul Itinéraire routier, Itinéraires (Paris, France, Europe), Route, routes, Guide routier* [en ligne]

Adresse URL : <http://www.viamichelin.fr/viamichelin/fra/dyn/controller/Itineraires>

GLOSSAIRE

ADSL

Technologie capable de transporter plusieurs mégabits par seconde sur les deux fils de cuivre du téléphone. Les données peuvent être transmises jusqu'à 8 Mbits/s en téléchargement (download) et 640 kbits/s en voix montante (upload) sur une distance maximale de 2700 mètres.

CÂBLE

Technologie de connexion haut débit à internet. Commercialisé en France entre autres par Noos.

DEGROUPEMENT

Modalité technico-économique pour ouvrir la boucle locale de télécommunications à la concurrence. Le dégroupage consiste à mettre à disposition d'un opérateur alternatif moyennant finance des paires de cuivre nues reliées à ses propres équipements de transmission.

En France, le dégroupage a eu pour effet d'accentuer la concurrence et a entraîné une diminution des prix de l'accès Internet par ADSL.

FIBRE OPTIQUE

Support acheminant les données numériques sous forme d'impulsions lumineuses modulées. Il est constitué d'un cylindre de verre extrêmement fin (le brin central) entouré d'une couche de verre concentrique (gaine)

HAUT DÉBIT

Terme employé pour désigner toute connexion Internet proposant un débit théorique de transfert de données supérieur ou égal à 128 Kbit/s soit 16 Ko/s. Il existe principalement deux

technologies concurrentes pour l'accès à internet à haut débit : La technologie xDSL utilisant les fils de cuivre du réseau téléphonique et le câble.

WIFI

Nom commercial pour la technologie IEEE 802.11x de réseau local Ethernet sans fil (WLAN). Le WiFi est composé de plusieurs normes qui opèrent sur des fréquences radios différentes :

802.11b : norme pour les réseaux sans fil opérant sur la fréquence 2,4 Ghz avec une bande passante de 11 Mbps.

802.11a : norme pour les réseaux sans fil opérant sur la fréquence 5 Ghz avec une bande passante de 54 Mbps.

802.11g : norme pour les réseaux sans fil opérant sur la fréquence 2,4 Ghz avec une bande passante de 54 Mbps. C'est une combinaison des normes 802.11a (54 Mbps) et 802.11b (2.4 Ghz).

ANNEXES

TPOLOGIE DES BIBLIOTHÈQUES **I**

ÉVALUATION DE L'OFFRE AUX FAMILLES **II**

Critères d'évaluation **II**

Pondération de l'offre communale **III**

RÉSULTAT DE CLASSEMENT **VIII**

Critères d'évaluation **VIII**

Pondération avec la plus-value communautaire **IX**

Pondération de l'Offre globale en équipements et services de proximité **XIII**

DOSSIER SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES **XVIII**

ANNEXE 1: Typologie des bibliothèques

Catégories	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Points lecture	Dépôts
Crédits d'acquisition	2€/hab.	1€/hab.	0,50€/hab.	500 € mini	Moins de deux critères du niveau 3 sont respectés
Horaires d'ouverture	12h/semaine	8h/semaine	4h/semaine	4h/semaine	
Personnel	1 agent cat.B filière culturelle/5000 hab. ou 1 salarié qualifié/2000 hab.	1 salarié qualifié*	Bénévoles qualifiés**	1 bénévole qualifié	
Surface	0,07m²/hab. ou 100 m² min	0,04 m²/hab. ou 50 m² min	25 m² min	20 m² min	

* **Salarié qualifié** : DUT ou DEUST Métiers du livre, titre d'auxiliaire de bibliothèque de l'ABF, BEATEP médiateur du livre ou cycle de formations de base dispensé par la BDP. Un plein temps à partir de 5000 hab., un mi-temps de 2000 à 4999 hab., un tiers-temps en dessous de 2000 hab.

** **Bénévole qualifié** : Titre d'auxiliaire de bibliothèque de l'ABF ou cycle de formations de base de la BDP.

Source : «De nouveaux territoires de lecture 2006-2010», Bibliothèque Départementale de Prêts (Conseil Général du Puy-de-Dôme)

ANNEXE 2: Evaluation de l'Offre aux familles

Critères d'évaluation

Équipement		Sur la commune		Intercommunal		Temps d'accès	
		critères	points	critères	points	critères	points
Équipements primaires	Crèche		6	interco	4		
	Garderie		6	interco	4		
	École Primaire Publique		6	RPI	3		
	Collège Public		8			<15 MIN	3
						<30 MIN	2
	Lycée Public		10			<30 MIN	3
						<45 MIN	2
Équipements secondaires	Enseignement Privé	pour chaque niveau ^a	2				
		5/6/7	4				
	Sport (nbre de classes ^b)	3/4	3			piscine en TC < 45 MIN	1
		1/2	2				
	Lecture	bibliothèque	4	interco	3		
		point lecture	3		1 ^c		
	École de musique		3	interco	2		
	Salle de spectacles		3			VP < 30 MIN	1
	Cinéma		4			< 30 MIN	1
	TIC	ADSL+GSM	1				
<p>RPI = Regroupement Pédagogique Intercommunal VP = Véhicule Personnel TC = Transport en Commun ^a primaire, collège, lycée général et technologique ^b les classes sont celles définies dans l'analyse des équipements sportifs ^c ce point n'est attribué que si la commune dispose déjà d'un point lecture</p>							

Pondération de l'offre communale

Commune	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL
Clermont-Ferrand	6	6	6	8	10	6	5	4	3	3	4	1	62
Riom	6	6	6	8	10	6	5	4	3	3	4	1	62
Chamalières	6	6	6	8	10	6	5	4	3	1	2	1	58
Cournon-d'Auvergne	6	6	6	8	10		5	4	3	3	4	1	56
Aubière	6	6	6	8	3	4	5	4	3	1	4	1	51
Volvic	6	6	6	8	3	4	5	4	3	3	2	1	51
Billom	6	6	6	8	3	4	5	3	3	3	2	1	50
Pont-du-Château	6	6	6	8	3	4	5	4	3	1	2	1	49
Vic-le-Comte	6	6	6	8	3		5	4	3	3	2	1	47
Lempdes	6	6	6	8	3		5	4	3	1	2	1	45
Beaumont	6	6	6	8	3		4	4	3	1	2	1	44
Châtelguyon	6	6	6	8	3	2	5		3	1	2	1	43
Romagnat	6	6	6	3	2	2	4	4	3	1	2	1	40
Gerzat		6	6	8	3		5	4	3	1	2	1	39
Martres-de-Veyre (Les)		6	6	8	3		5	4	3	1	2	1	39
Saint-Genès-Champanelle	6	6	6	2	3		5	4	3	1	2	1	39
Vertaizon	6	6	6	3	3		4	4	3	1	2	1	39
Blanzat	6	6	6	2	3		4	4	3	1	2	1	38
Cébazat	6	6	6	2	3	2	4		3	3	2	1	38
Ceyrat		6	6	8	2		5	4	3	1	2	1	38
Mozac	6	6	6	3	3		4	3	3	1	2	1	38
Saint-Amant-Tallende	6	6	6	2	3	2	3	4	3	1	1	1	38
Ennezat	6	6	6	3	3		3	4	3	1	1	1	37
Orcet	6	6	6	3	3		5	3		1	2	1	36

juin 2006

Commune	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL
Pérignat-lès-Sarliève	6	6	6	3	2		5	3		1	2	1	35
Royat	6	6	6	2	3		5		3	1	2	1	35
Aulnat		6	6	2	2		5	4	3	1	2	1	32
Cendre (Le)		6	6	3	2		4	4	3	1	2	1	32
Durtol			6	3	3		4	3	3	1	2	1	26
Orcines			6	2	2	4	4	4		1	1	1	25
Roche-Blanche (La)			6	2	3		4	4	3	1	1	1	25
Aydat		6	6	2	2		3		2	1	1	1	24
Cellule			6	2	3	2	4	3		1	2	1	24
Châteaugay			6	2	3		4	3	2	1	2	1	24
Saint-Dier-d'Auvergne			6	8			3		3	3	1		24
Saint-Maurice			6	3	3		3	3	3	1	1	1	24
Ménétrol			6	3	3		4	3		1	2	1	23
Saint-Beauzire			6	2	3	2	3	4		1	1	1	23
Sayat			6	3	3		4	3		1	2	1	23
Veyre-Monton			6	3	3		4	3		1	2	1	23
Crest (Le)			6	2	3		2	3	3	1	1	1	22
Enval			6	3	3		3	3		1	2	1	22
Nohanent			6	3	3	2	4			1	2	1	22
Chappes			6	2	3		3	4		1	1	1	21
Charbonnières-les-Varennes		6	6	2	2		2			1	1	1	21
Dallet			6	2	3		3	4		1	1	1	21
Pérignat-sur-Allier			6	2	3		3	4		1	1	1	21
Saint-Bonnet-près-Riom			6	3	3	2	3			1	2	1	21
Tallende			6	3	3		3	3		1	1	1	21

juin 2006

Commune	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL
Egliseneuve-près-Billom			6	2	3		2	4		1	1	1	20
Malauzat			6	3	3		4			1	2	1	20
Martres-d'Artière (Les)			6	3	2		3	3		1	1	1	20
Roche-Noire (La)			6	2	3		3	3		1	1	1	20
Authezat			6	2	2		3	3		1	1	1	19
Laps			6	3	2		2	3		1	1	1	19
Marsat			6	2	3		4			1	2	1	19
Mirefleurs			6	3	3		4			1	1	1	19
Beauregard-l'Evêque			6	2	2		4			1	2	1	18
Bouzel			6	2	2		2	3		1	1	1	18
Chanonat			6	2	2		2	3		1	1	1	18
Cheix (Le)			6	2	3		3			1	2	1	18
Malintrat			6	3	3		3			1	1	1	18
Saint-Ours			6	3	2		2		2	1	1	1	18
Saint-Saturnin			6	2	2	2	3			1	1	1	18
Chanat-la-Mouteyre			6	2	3		3			1	1	1	17
Chauriat			6	2	3		3			1	1	1	17
Clerlande			6	2	3		3			1	1	1	17
Corent			6	3	3		2			1	1	1	17
Martres-sur-Morge			6	2	3		3			1	1	1	17
Mezel			6	2	3		3			1	1	1	17
Moutade (La)			6	2	2		3			1	2	1	17
Saint-Georges-sur-Allier			6	2	3		3			1	1	1	17
Bongheat			6	2	2			3		1	1	1	16
Chas			6	3	2		1			1	2	1	16

juin 2006

Commune	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL
Entraigues			6	2	3		2			1	1	1	16
Glaine-Montaigut			6	2	3		2			1	1	1	16
Issertaux			6	2	3		2			1	1	1	16
Lussat			6	2	3		2			1	1	1	16
Manglieu			6	2	3			3		1	1		16
Montmorin			6	2	2			3		1	1	1	16
Neuville			6	2	3		2			1	1	1	16
Pessat-Villeneuve			6	2	3		1			1	2	1	16
Saint-Jean-des-Ollières			6	2	3			3		1	1		16
Saint-Julien-de-Coppel			6	2	2		3			1	1	1	16
Surat			6	2	3		2			1	1	1	16
Vassel			6	3	2		2			1	1	1	16
Chavaroux			3	2	2		2	3		1	1	1	15
Reignat			6	3	3					1	1	1	15
Saint-Ignat			6	3	3					1	1	1	15
Saint-Sandoux			6	2	2		2			1	1	1	15
Sallèdes			6	3	2		2			1	1		15
Sauvetat (La)			6	2	2		2			1	1	1	15
Trézioux			6	2	2		2			1	1	1	15
Saint-Bonnet-lès-Allier			6	2	3					1	1	1	14
Varennes-sur-Morge			6	2	3					1	1	1	14
Yronde-et-Buron			6	3	2					1	1	1	14
Busséol			3	3			3			1	1	1	12
Saint-Laure				3	3		3			1	1	1	12
Cournols				2	3			3		1	1	1	11

juin 2006

Commune	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL
Mauzun			3	3	3					1	1		11
Olloux				2	3			3		1	1	1	11
Vernet-Sainte-Marguerite (Le)				2	3	2				1	1	1	10
Saulzet-le-Froid					3			3		1	1	1	9
Fayet-le-Château				2	3					1	1	1	8
Estandeuil				2	3					1	1		7
Pignols				3						1	1	1	6

Pondération avec la plus-value communautaire

COMMUNE	APPORT COMMUNAUTAIRE					TOTAL SANS EPCI	TOTAL AVEC EPCI	EPCI interco
	Crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL			
Busséol	4	4	3	2	13	12	25	Allier Comté
Pignols	4	4	3	2	13	6	19	Allier Comté
Sallèdes	4	4	3	2	13	15	28	Allier Comté
Yronde-et-Buron	4	4	3	2	13	14	27	Allier Comté
Laps	4	4	1	2	11	19	30	Allier Comté
Manglieu	4	4	1	2	11	16	27	Allier Comté
Saint-Sandoux	4	4	3		11	15	26	Les Cheires
Saint-Saturnin	4	4	3		11	18	29	Les Cheires
Vernet-Sainte-Marguerite (Le)	4	4	3		11	10	21	Les Cheires
Beauregard-l'Evêque	4	4		2	10	18	28	Jauron
Bongheat	4	4		2	10	16	26	Billom
Bouzel	4	4		2	10	18	28	Jauron
Chappes	4	4		2	10	21	31	Ennezat
Chas	4	4		2	10	16	26	Billom
Chavaroux	4	4		2	10	15	25	Ennezat
Clerlande	4	4		2	10	17	27	Ennezat
Corent	4	4		2	10	17	27	Val d'Allier
Egliseneuve-près-Billom	4	4		2	10	20	30	Billom
Entraigues	4	4		2	10	16	26	Ennezat
Estandeuil	4	4		2	10	7	17	Billom
Fayet-le-Château	4	4		2	10	8	18	Billom
Glaine-Montaigut	4	4		2	10	16	26	Billom
Isserteaux	4	4		2	10	16	26	Billom
Lussat	4	4		2	10	16	26	Ennezat
Martres-sur-Morge	4	4		2	10	17	27	Ennezat

juin 2006

COMMUNE	APPORT COMMUNAUTAIRE					TOTAL SANS EPCI	TOTAL AVEC EPCI	EPCI
	Crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL			
Mauzun	4	4		2	10	11	21	Billom
Mirefleurs	4	4		2	10	19	29	Val d'Allier
Montmorin	4	4		2	10	16	26	Billom
Neuville	4	4		2	10	16	26	Billom
Reignat	4	4		2	10	15	25	Billom
Roche-Noire (La)	4	4		2	10	20	30	Val d'Allier
Saint-Beauzire	4	4		2	10	23	33	Ennezat
Saint-Georges-sur-Allier	4	4		2	10	17	27	Val d'Allier
Saint-Ignat	4	4		2	10	15	25	Ennezat
Saint-Jean-des-Ollières	4	4		2	10	16	26	Billom
Saint-Julien-de-Coppel	4	4		2	10	16	26	Billom
Saint-Laure	4	4		2	10	12	22	Ennezat
Sauvetat (La)	4	4		2	10	15	25	Val d'Allier
Surat	4	4		2	10	16	26	Ennezat
Trézioux	4	4		2	10	15	25	Billom
Varennes-sur-Morge	4	4		2	10	14	24	Ennezat
Vassel	4	4		2	10	16	26	Jauron
Veyre-Monton	4	4		2	10	23	33	Val d'Allier
Chanonat	4	4	1		9	18	27	Les Cheires
Cournols	4	4	1		9	11	20	Les Cheires
Crest (Le)	4	4	1		9	22	31	Les Cheires
Olloix	4	4	1		9	11	20	Les Cheires
Saulzet-le-Froid	4	4	1		9	9	18	Les Cheires
Tallende	4	4	1		9	21	30	Les Cheires
Roche-Blanche (La)	4	4			8	25	33	Val d'Allier
Saint-Dier-d'Auvergne	4	4			8	24	32	Billom
Saint-Maurice	4	4			8	24	32	Val d'Allier

juin 2006

COMMUNE	APPORT COMMUNAUTAIRE					TOTAL SANS EPCI	TOTAL AVEC EPCI	EPCI interco
	Crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL			
Aydat	4		3		7	24	31	Les Cheires
Martres-de-Veyre (Les)	4				4	39	43	Val d'Allier
Cébazat			3		3	38	41	Clerco
Cheix (Le)			3		3	18	21	Riomco
Malauzat			3		3	20	23	Riomco
Marsat			3		3	19	22	Riomco
Moutade (La)			3		3	17	20	Riomco
Nohanent			3		3	22	25	Clerco
Pessat-Villeneuve			3		3	16	19	Riomco
Pont-du-Château			3		3	49	52	Clerco
Royat			3		3	35	38	Clerco
Saint-Bonnet-près-Riom			3		3	21	24	Riomco
Orcet				2	2	36	38	Val d'Allier
Châteaugay			1		1	24	25	Clerco
Durtol			1		1	26	27	Clerco
Pérignat-lès-Sarliève			1		1	35	36	Clerco
Aubière					0	51	51	Clerco
Aulnat					0	32	32	Clerco
Authezat					0	19	19	
Beaumont					0	44	44	Clerco
Billom					0	50	50	Billom
Blanzat					0	38	38	Clerco
Cellule					0	24	24	Riomco
Cendre (Le)					0	32	32	Clerco
Ceyrat					0	38	38	Clerco
Chamalières					0	58	58	Clerco
Chanat-la-Mouteyre					0	17	17	Volvic

juin 2006

COMMUNE	APPORT COMMUNAUTAIRE					TOTAL SANS EPCI	TOTAL AVEC EPCI	EPCI interco
	Crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL			
Charbonnières-les-Varennes					0	21	21	Volvic
Châtelguyon					0	43	43	Volvic
Chauriat					0	17	17	Mur-ès-Allier
Clermont-Ferrand					0	62	62	Clerco
Cournon-d'Auvergne					0	56	56	Clerco
Dallet					0	21	21	Mur-ès-Allier
Ennezat					0	37	37	Ennezat
Enval					0	22	22	Riomco
Gerzat					0	39	39	Clerco
Lempdes					0	45	45	Clerco
Malintrat					0	18	18	
Martres-d'Artière (Les)					0	20	20	
Ménétrol					0	23	23	Riomco
Mezel					0	17	17	Mur-ès-Allier
Mozac					0	38	38	Riomco
Orcines					0	25	25	Clerco
Pérignat-sur-Allier					0	21	21	Mur-ès-Allier
Riom					0	62	62	Riomco
Romagnat					0	40	40	Clerco
Saint-Amant-Tallende					0	38	38	Les Cheires
Saint-Bonnet-lès-Allier					0	14	14	Mur-ès-Allier
Saint-Genès-Champanelle					0	39	39	Clerco
Saint-Ours					0	18	18	Volvic
Sayat					0	23	23	Volvic
Vertaizon					0	39	39	Jauron
Vic-le-Comte					0	47	47	Allier Comté
Volvic					0	51	51	Volvic

ANNEXE 3 : OFFRE GLOBALE EN EQUIPEMENTS ET SERVICES DE PROXIMITE

Critères d'évaluation

Population concernée	Equipements	sur la commune		Coopération		Temps d'accès	
		critères	points	critères	points	critères	points
Familles	Crèche		6	interco	4		
	Garderie		6	interco	4		
	Ecole Primaire publique		6	RPI	3		
	Collège public		8			<15 min	3
						<30 min	2
	Lycée public		10			<30 min	3
						<45 min	2
	Enseignement privé	pour chaque niveau ^a	2				
Personnes âgées	Maison de retraite médicalisée		3				
	Maison de retraite ou Foyer-logement		2				
	USLD		1				
	Maintien à domicile	pour chaque service ^b	1				
Tous	Sport (nombre de classes ^c)	5/6/7	4				
		3/4	3			piscine en TC < 45 min	1
		1/2	2				
	Lecture	bibliothèque	4	interco	3		
		point lecture	3		1 ^d		
	Ecole de musique		3	interco	2		
	Salle de spectacles		3			VP < 30 min	1
	Cinéma		4			< 30 min	1
	TIC	ADSL+GSM	1				

RPI = Regroupement Pédagogique Intercommunal

VP = Véhicule Personnel TC = Transport en Commun

^a primaire, collège, lycée général et technologique

^b les services sont les soins infirmiers, le portage de repas et l'aide à domicile

^c les classes sont celles définies dans l'analyse des équipements sportifs

^d ce point n'est attribué que si la commune dispose déjà d'un point lecture

juin 2006

Pondération de l'offre globale en équipements et services de proximité

Commune	Offre communale pour la famille													Apport communautaire					Personnes âgées			TOTAL de l'offre globale
	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL	crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL	Services à domicile	Hébergement	et soins	TOTAL
Clermont-Ferrand	6	6	6	8	10	6	5	4	3	3	4	1	62					0	3	6	9	71
Riom	6	6	6	8	10	6	5	4	3	3	4	1	62					0	3	3	6	68
Chamalières	6	6	6	8	10	6	5	4	3	1	2	1	58					0	1	5	6	64
Cournon-d'Auvergne	6	6	6	8	10		5	4	3	3	4	1	56					0	3	5	8	64
Pont-du-Château	6	6	6	8	3	4	5	4	3	1	2	1	49			3		3	3	5	8	60
Billom	6	6	6	8	3	4	5	3	3	3	2	1	50					0	3	6	9	59
Volvic	6	6	6	8	3	4	5	4	3	3	2	1	51					0	3	2	5	56
Aubière	6	6	6	8	3	4	5	4	3	1	4	1	51					0	1	3	4	55
Vic-le-Comte	6	6	6	8	3		5	4	3	3	2	1	47					0	2	2	4	51
Châtelguyon	6	6	6	8	3	2	5		3	1	2	1	43					0	3	3	6	49
Lempdes	6	6	6	8	3		5	4	3	1	2	1	45					0	2	2	4	49
Martres-de-Veyre (Les)		6	6	8	3		5	4	3	1	2	1	39	4				4	3	3	6	49
Beaumont	6	6	6	8	3		4	4	3	1	2	1	44					0	2	2	4	48
Cébazat	6	6	6	2	3	2	4		3	3	2	1	38			3		3	2	4	6	47
Mozac	6	6	6	3	3		4	3	3	1	2	1	38					0	3	5	8	46
Romagnat	6	6	6	3	2	2	4	4	3	1	2	1	40					0	2	3	5	45
Saint-Amant-Tallende	6	6	6	2	3	2	3	4	3	1	1	1	38					0	3	3	6	44
Blanzat	6	6	6	2	3		4	4	3	1	2	1	38					0	1	3	4	42
Ceyrat		6	6	8	2		5	4	3	1	2	1	38					0	1	3	4	42
Ennezat	6	6	6	3	3		3	4	3	1	1	1	37					0	3	2	5	42

Commune	Offre communale pour la famille													Apport communautaire					Personnes âgées			TOTAL de l'offre globale
	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL	crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL	Services à domicile	Hébergement et soins	TOTAL	
Royat	6	6	6	2	3		5		3	1	2	1	35			3		3	1	3	4	42
Vertaizon	6	6	6	3	3		4	4	3	1	2	1	39					0	3		3	42
Gerzat		6	6	8	3		5	4	3	1	2	1	39					0	2		2	41
Orcet	6	6	6	3	3		5	3		1	2	1	36				2	2	3		3	41
Cendre (Le)		6	6	3	2		4	4	3	1	2	1	32					0	3	5	8	40
Saint-Genès-Champanelle	6	6	6	2	3		5	4	3	1	2	1	39					0	0		0	39
Pérignat-lès-Sarliève	6	6	6	3	2		5	3		1	2	1	35			1		1	1		1	37
Saint-Beauzire			6	2	3	2	3	4		1	1	1	23	4	4		2	10	3		3	36
Roche-Blanche (La)			6	2	3		4	4	3	1	1	1	25	4	4			8	2		2	35
Saint-Dier-d'Auvergne			6	8			3		3	3	1		24	4	4			8	3		3	35
Saint-Maurice			6	3	3		3	3	3	1	1	1	24	4	4			8	3		3	35
Veyre-Monton			6	3	3		4	3		1	2	1	23	4	4		2	10	2		2	35
Aulnat		6	6	2	2		5	4	3	1	2	1	32					0	2		2	34
Aydat		6	6	2	2		3		2	1	1	1	24	4		3		7	3		3	34
Chappes			6	2	3		3	4		1	1	1	21	4	4		2	10	3		3	34
Crest (Le)			6	2	3		2	3	3	1	1	1	22	4	4	1		9	3		3	34
Beauregard-l'Evêque			6	2	2		4			1	2	1	18	4	4		2	10	3	2	5	33
Egliseneuve-près-Billom			6	2	3		2	4		1	1	1	20	4	4		2	10	3		3	33
Roche-Noire (La)			6	2	3		3	3		1	1	1	20	4	4		2	10	3		3	33
Tallende			6	3	3		3	3		1	1	1	21	4	4	1		9	3		3	33
Laps			6	3	2		2	3		1	1	1	19	4	4	1	2	11	2		2	32
Mirefleurs			6	3	3		4			1	1	1	19	4	4		2	10	3		3	32

juin 2006

Commune	Offre communale pour la famille													Apport communautaire					Personnes âgées			TOTAL de l'offre globale
	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL	crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL	Services à domicile	Hébergement et soins	TOTAL	
Saint-Jean-des-Ollières			6	2	3			3		1	1		16	4	4		2	10	3	3	6	32
Saint-Saturnin			6	2	2	2	3			1	1	1	18	4	4	3		11	3		3	32
Bouzel			6	2	2		2	3		1	1	1	18	4	4		2	10	3		3	31
Saint-Julien-de-Coppel			6	2	2		3			1	1	1	16	4	4		2	10	3	2	5	31
Chanonat			6	2	2		2	3		1	1	1	18	4	4	1		9	3		3	30
Clerlande			6	2	3		3			1	1	1	17	4	4		2	10	3		3	30
Durtol			6	3	3		4	3	3	1	2	1	26			1		1	2	1	3	30
Martres-sur-Morge			6	2	3		3			1	1	1	17	4	4		2	10	3		3	30
Saint-Georges-sur-Allier			6	2	3		3			1	1	1	17	4	4		2	10	3		3	30
Sallèdes			6	3	2		2			1	1		15	4	4	3	2	13	2		2	30
Bongheat			6	2	2			3		1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Chas			6	3	2		1			1	2	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Corent			6	3	3		2			1	1	1	17	4	4		2	10	2		2	29
Entraigues			6	2	3		2			1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Glaine-Montaigut			6	2	3		2			1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Isserteaux			6	2	3		2			1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Lussat			6	2	3		2			1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Manglieu			6	2	3			3		1	1		16	4	4	1	2	11	2		2	29
Montmorin			6	2	2			3		1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Neuville			6	2	3		2			1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Saint-Sandoux			6	2	2		2			1	1	1	15	4	4	3		11	3		3	29
Surat			6	2	3		2			1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29

juin 2006

Commune	Offre communale pour la famille													Apport communautaire					Personnes âgées			TOTAL de l'offre globale
	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL	crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL	Services à domicile	Hébergement et soins	TOTAL	
Vassel			6	3	2		2			1	1	1	16	4	4		2	10	3		3	29
Yronde-et-Buron			6	3	2					1	1	1	14	4	4	3	2	13	2		2	29
Châteaugay			6	2	3		4	3	2	1	2	1	24			1		1	3		3	28
Chavaroux			3	2	2		2	3		1	1	1	15	4	4		2	10	3		3	28
Reignat			6	3	3					1	1	1	15	4	4		2	10	3		3	28
Saint-Ignat			6	3	3					1	1	1	15	4	4		2	10	3		3	28
Trézioux			6	2	2		2			1	1	1	15	4	4		2	10	3		3	28
Busséol			3	3			3			1	1	1	12	4	4	3	2	13	2		2	27
Cellule			6	2	3	2	4	3		1	2	1	24					0	3		3	27
Nohanent			6	3	3	2	4			1	2	1	22			3		3	2		2	27
Saint-Bonnet-près-Riom			6	3	3	2	3			1	2	1	21			3		3	3		3	27
Sauvetat (La)			6	2	2		2			1	1	1	15	4	4		2	10	2		2	27
Varennes-sur-Morge			6	2	3					1	1	1	14	4	4		2	10	3		3	27
Malauzat			6	3	3		4			1	2	1	20			3		3	3		3	26
Ménétrol			6	3	3		4	3		1	2	1	23					0	3		3	26
Pérignat-sur-Allier			6	2	3		3	4		1	1	1	21					0	3	2	5	26
Enval			6	3	3		3	3		1	2	1	22					0	3		3	25
Marsat			6	2	3		4			1	2	1	19			3		3	3		3	25
Orcines			6	2	2	4	4	4		1	1	1	25					0	0		0	25
Saint-Laure				3	3		3			1	1	1	12	4	4		2	10	3		3	25
Cheix (Le)			6	2	3		3			1	2	1	18			3		3	3		3	24
Dallet			6	2	3		3	4		1	1	1	21					0	3		3	24

juin 2006

Commune	Offre communale pour la famille													Apport communautaire					Personnes âgées			TOTAL de l'offre globale
	Crèche	Garderie	1er degré public	Collège public	Lycée public	Enseignement privé	Sport	Bibliothèque	Ecole de musique	Salle de spectacles	Cinéma	TIC	TOTAL	crèche	Garderie	Bibliothèque	Ecole de musique	TOTAL	Services à domicile	Hébergement et soins	TOTAL	
Mauzun			3	3	3					1	1		11	4	4		2	10	3		3	24
Sayat			6	3	3		4	3		1	2	1	23					0	1		1	24
Vernet-Sainte-Marguerite (Le)				2	3	2				1	1	1	10	4	4	3		11	3		3	24
Cournols				2	3			3		1	1	1	11	4	4	1		9	3		3	23
Martres-d'Artière (Les)			6	3	2		3	3		1	1	1	20					0	3		3	23
Moutade (La)			6	2	2		3			1	2	1	17			3		3	3		3	23
Olloux				2	3			3		1	1	1	11	4	4	1		9	3		3	23
Saint-Ours			6	3	2		2		2	1	1	1	18					0	2	3	5	23
Charbonnières-les-Varennes		6	6	2	2		2			1	1	1	21					0	1		1	22
Pessat-Villeneuve			6	2	3		1			1	2	1	16			3		3	3		3	22
Fayet-le-Château				2	3					1	1	1	8	4	4		2	10	3		3	21
Pignols				3						1	1	1	6	4	4	3	2	13	2		2	21
Saulzet-le-Froid					3			3		1	1	1	9	4	4	1		9	3		3	21
Authezat			6	2	2		3	3		1	1	1	19					0	1		1	20
Chauriat			6	2	3		3			1	1	1	17					0	3		3	20
Estandeuil				2	3					1	1		7	4	4		2	10	3		3	20
Malintrat			6	3	3		3			1	1	1	18					0	2		2	20
Mezel			6	2	3		3			1	1	1	17					0	3		3	20
Chanat-la-Mouteyre			6	2	3		3			1	1	1	17					0	0		0	17
Saint-Bonnet-lès-Allier			6	2	3					1	1	1	14					0	0		0	14

juin 2006

DOSSIER SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

La question de la production efficace et de la consommation raisonnée de l'énergie se pose de plus en plus en raison de son origine, en France, majoritairement fossile ou nucléaire. Aussi est-il nécessaire de chercher des solutions afin de produire de l'énergie propre et renouvelable, voie alternative aux énergies polluantes.

Parce que cette problématique doit être la préoccupation de chacun, les collectivités se doivent de prendre en considération leur consommation, mais aussi leur possibilité de production d'une énergie propre au sein de leur territoire.

Le SCOT, outil destiné à créer une cohérence de fonctionnement et d'organisation, semble être un moyen efficace pour planifier des actions collectives. Par là-même, il peut permettre de protéger les ressources et ainsi, d'améliorer localement l'efficacité de consommation et de production.

Pour cela, l'Agence pour un Développement Urbain Harmonieux et une Maîtrise de l'Énergie (ADUHE) tente, en conseillant aux collectivités territoriales des alternatives propres appropriées à leur territoire, d'améliorer l'efficacité dans l'utilisation de l'énergie. Cet organisme vient d'ailleurs de lancer « réseau Alphéo », dispositif destiné à informer les collectivités sur des retours d'expériences acquis dans ce domaine, en Auvergne.

A. LA COLLECTIVITÉ CONSOMMATRICE D'ÉNERGIE

Les collectivités sont des utilisatrices et des consommatrices importantes d'énergie. C'est pour cette raison qu'avant tout aménagement, elles se doivent d'étudier des solutions alternatives, propres et efficaces, qui pourraient satisfaire aux besoins, tout en étant économes. Pour cela, des aides financières nombreuses et parfois considérables sont proposées par l'État via l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et le Conseil Général du Puy-de-Dôme pour la mise en place d'installations ou toutes autres initiatives.

En termes d'équipements « propres », le territoire du Grand Clermont est relativement bien doté ; de plus, une réflexion poussée précède aujourd'hui toute construction. C'est le cas du lycée Lafayette de Clermont-Ferrand qui a adopté un système de chauffage performant avec des récupérateurs de chaleur limitant la consommation de gaz naturel. Le constat est très concluant avec des économies d'énergie conséquentes ces dernières années.

Le Pays du Grand Clermont est aujourd'hui doté d'équipements répondant à des normes environnementales et permettant d'économiser les ressources. De plus, pour tout équipement majeur en projet, zone pilote habitat et grands projets labellisés Grand Clermont, des aides sont accordées afin de réaliser une étude de faisabilité pour l'utilisation de la filière bois-énergie.

B. LA PRODUCTION ET LA VALORISATION PAR LES COLLECTIVITÉS

Les collectivités peuvent consommer moins ou rendre plus efficace leur utilisation d'énergie, mais elles sont aussi capables de produire de l'électricité ou de la chaleur au moyen de systèmes innovants et propres. Sur le territoire auvergnat un certain nombre de ceux-ci peuvent être utilisés.

1. La géothermie, des pistes mais des coûts élevés

Cette ressource possède un grand potentiel en terme de quantité produite. L'Auvergne, de par son histoire possède une activité géologique certaine et donc un fort potentiel pour un tel développement. Malgré cela, les coûts seraient beaucoup trop élevés en raison d'une géologie perturbée et complexe à analyser.

2. Un potentiel dans le bois-énergie

Le bois-énergie peut être localement une ressource économique et propre. De plus, sur le territoire, les ressources

sont abondantes. Des actions sont menées pour développer ce mode de production qui participe conjointement à l'entretien des espaces et à la création d'emplois locaux. Mais la filière connaît des problèmes de structuration et donc de garanties d'approvisionnement.

3. La décentralisation de l'énergie

Il existe un système déconcentré de production d'énergie: l'unité de cogénération de La Gauthière à Clermont-Ferrand. Il s'agit d'un système produisant de l'électricité mais aussi de la chaleur pour une utilisation locale. Son atout majeur est de permettre des rendements bien plus élevés que dans des centrales thermiques ou nucléaires classiques puisqu'ils atteignent 70% contre 30%.

Ce type de dispositif peut être adapté localement à des équipements majeurs.

4. Clermont-Ferrand et le photovoltaïque

L'énergie solaire est une ressource qui tend à se démocratiser mais qui rencontre en même temps des difficultés pour se développer en France. Le Pays du Grand Clermont, en particulier la ville de Clermont-Ferrand, est remarquablement bien dotée en équipements économes en énergie mais aussi en équipements participant à la production d'énergie solaire.

Les 1500 m² de cellules photovoltaïques installées sur le centre de maintenance du nouveau Tramway clermontois, ajoutée aux autres dispositifs, va élever la ville de Clermont-Ferrand au 1er rang des villes françaises productrices d'énergie solaire d'origine photovoltaïque.

C. UNE OPÉRATION D'ENSEMBLE

Sur le territoire du Grand Clermont, des actions importantes sont menées en faveur des énergies renouvelables (photovoltaïque par exemple) et d'autres mériteraient de prendre de l'ampleur comme le bois énergie. En effet, la région possède un potentiel important et des acteurs compétents; mais il existe encore des problèmes pour la subvention de la mise en place d'infrastructures.

L'aménagement du territoire et la planification des activités humaines a un rôle important qui peut influencer sur l'utilisation des solutions alternatives. Il s'agit, pour le Pays du Grand Clermont, d'initier une coopération entre les territoires pour créer une cohérence et ainsi d'être capable de faire face aux problèmes soulevés par la consommation d'énergie.

CONTACTS

Rédaction du document : Département Aménagement
Ecole Polytechnique de l'Université de Tours
35, Allée Ferdinand de Lesseps
37200 TOURS
02 47 36 14 52

Renseignements : Agence d'Urbanisme et de Développement
Clermont Métropole
15, mail d'Allagnat
63000 CLERMONT-FERRAND
04 73 17 48 00

SEPAC
Hôtel de Ville
BP 60
63033 CLERMONT-FERRAND Cédex
04 73 42 60 68

Etudes préalables au SCoT
du Grand Clermont



Equipements et services publics pour une multipolarité affirmée

Offre et Accessibilité

HAUPT Nina
KALIFA Aurélie
PIRIOU Mathieu
POUSSET Fabien
ROUX Fabien
SANT-ANNA Harriou

Document complémentaire

Tuteur: Jean BENABDALLAH
Magistère 2 - Stage de groupe
avril-juin 2006

INTRODUCTION

Le présent document s'inscrit dans le cadre des études préalables à l'élaboration du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Grand Clermont. Cette étude menée par un groupe d'étudiants du département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de Tours porte sur l'offre et l'accessibilité des équipements et services publics sur le territoire. Ce stage, d'une durée de trois mois au sein de l'Agence d'Urbanisme et de Développement Clermont Métropole (AUDCM), a donné lieu à la rédaction de deux rapports.

Le premier, destiné à l'AUDCM et à ses partenaires, constitue le rapport d'études.

Le second (ici présent) est essentiellement destiné à l'Ecole. Il a pour finalités :

- de présenter le cadre de référence dans lequel s'inscrit la commande du stage. Par un bref aperçu de la finalité de l'élaboration d'un SCoT et une présentation succincte du territoire étudié, ce rapport permet une bonne compréhension de l'étude menée
- et d'exprimer les critiques des stagiaires par rapport au déroulement du stage, ceci du fait du caractère formateur de l'étude.

I. LE PAYS ET LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT)

DEUX OUTILS DE COORDINATION PUBLIQUE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE EN ADEQUATION

1. LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT)

a. Le SCoT : une réponse politique aux enjeux de la ville d'aujourd'hui

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les déplacements de la population se sont accrus et ont convergé principalement vers les villes. Les données de l'INSEE sont éloquentes. Aujourd'hui, le mode de vie urbain concerne trois français sur quatre contre un peu plus d'un français sur deux au début des années 50. Cet exode a accéléré l'extension des surfaces urbanisées : entre 1992 et 2000, 65000 hectares par an se sont artificialisés soit l'équivalent d'un département français. Ces bouleversements ont abouti à une distinction plus forte qu'autrefois entre les lieux de vie, de travail, de chalandise et de loisirs. Cette nouvelle configuration n'est pas sans conséquence puisque si certains territoires vivent en îlots protégés, d'autres sont pris dans une spirale de dégradation accentuant ainsi les inégalités sociales.

L'enjeu est aujourd'hui de mieux gérer, maîtriser et organiser l'expansion et le développement des territoires des aires urbaines. De même, l'espace destiné aux activités agricoles et forestières doit être préservé. Les espaces naturels, les paysages et le patrimoine architectural rural, éléments essentiels du cadre de vie, doivent être mieux pris en compte dans les territoires soumis au phénomène de « rurbanisation ».

Par ailleurs dans un contexte de concurrence accrue entre les agglomérations, il s'agit d'accorder, dans la planification, une attention particulière aux enjeux économiques liés à l'attractivité des territoires, en alliant accessibilité, performance des infrastructures, qualité du cadre de vie notamment via les équipements et services publics de proximité, la qualité de l'offre culturelle, de formation et de services de haut niveau. Il s'agit

ainsi de faire émerger, dans un cadre intercommunal élargi, un projet global et équilibré. Dans cette optique, l'élaboration des SCoT doit favoriser l'appréhension des enjeux et la définition d'orientations et objectifs d'aménagement et de développement à une échelle intercommunale large.

b. Le SCoT : un outil d'aménagement du territoire innovant

• Du SDAU au SCoT

Document de planification stratégique supra communal qui s'impose dans un rapport de compatibilité aux documents d'urbanisme locaux (schéma de secteur, Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur, Plan Local d'Urbanisme, carte communale), ainsi qu'aux documents de politiques sectorielles (Programme Local de l'Habitat, Plan de Déplacements Urbains, Schéma de Développement Commercial, ...), le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été introduit par la loi SRU, en remplacement des schémas directeurs. Le SCoT fixe les orientations fondamentales de l'organisation de l'espace en termes d'objectifs généraux. Il détermine, par ailleurs, les orientations des diverses politiques publiques telles que l'habitat, le développement économique, les loisirs ou encore les déplacements. Pour ce faire, il doit comprendre un projet d'aménagement et de développement durable. Il ne comprend plus, en revanche, de carte de destination générale des sols (contrairement au SDAU).

• Les éléments majeurs du SCoT

A partir d'un diagnostic et d'évolutions possibles des fonctions et des besoins d'un territoire, les SCoT fixent les orientations générales de l'organisation de l'espace. Ils déterminent les grands équilibres entre espaces urbains et espaces naturels et agricoles.

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document d'urbanisme qui fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les fondements de l'organisation du territoire et de l'évolution des zones urbaines, afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles. Il fixe les objectifs des diverses politiques publiques en matière d'habitat, de développement économique, de déplacements. Élaboré par un ou plusieurs EPCI, il doit couvrir un territoire continu et sans enclaves.

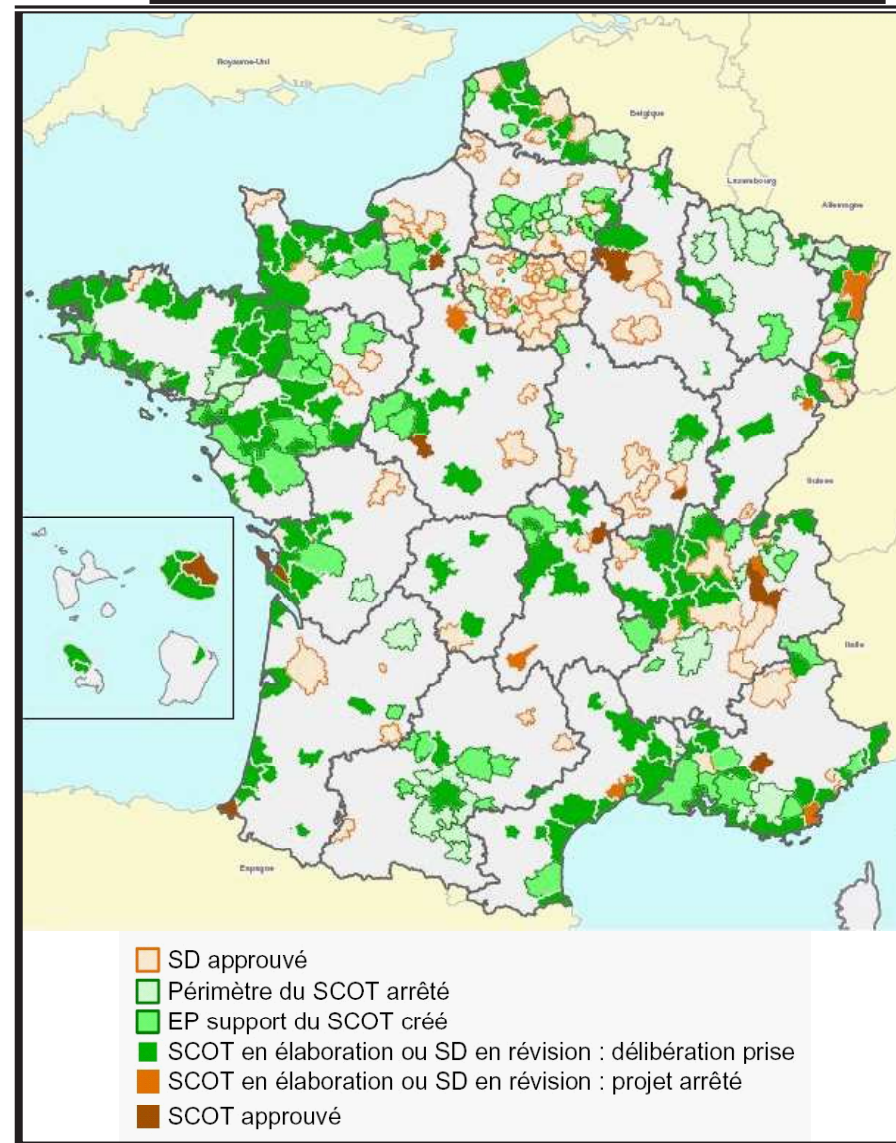
Le document du SCot comprend :

- un rapport de présentation qui contient un diagnostic du territoire et un état initial de l'environnement. Il explique les choix retenus pour établir le PADD et le DOG,...
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) : c'est un document obligatoire dans lequel l'EPCI exprime de quelle manière il souhaite voir évoluer son territoire dans le respect des principes de développement durable
- un Document d'Orientations Générales (DOG) : c'est la mise en œuvre du PADD
- des documents graphiques
- des dispositions facultatives relatives au transport : ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation si création de dessertes en transports collectifs, définition de grands projets d'équipements et de services.

L'élaboration du SCot fait l'objet d'une large concertation. L'État, le département, la région et les habitants sont associés à son élaboration. Son approbation est soumise à une enquête publique qui a pour but d'informer la population et de recueillir son opinion ainsi que l'avis d'un commissaire enquêteur indépendant. Le choix du périmètre du SCot peut être défini par différents organismes publics tels que les groupements de communes, les Syndicats d'Agglomérations Nouvelles, les pays, les parcs naturels. Sont notamment pris en considération :

- les déplacements urbains (domicile – lieu de travail, domicile – zone de chalandise des commerces, etc.)

Carte 1 : Avancement des SCot au 1er Janvier 2006



Source : Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction

- les déplacements vers les équipements culturels, sportifs, sociaux et de loisirs.

Les SCoT ne sont pas des documents obligatoires. Il appartient aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale de les établir s'ils le jugent nécessaire. En pratique, ces documents d'urbanisme sont notamment adaptés aux agglomérations en ce qu'ils permettent d'harmoniser les politiques sectorielles en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacement, d'équipements commerciaux.

L'EPCI ou le syndicat mixte est le maître d'ouvrage du SCoT, dans la mesure où ces organismes détiennent la compétence pour établir ce document, soit par application de la loi (communautés d'agglomération), soit par délégation des communes (communautés de communes ou syndicats intercommunaux).

Au 1er janvier 2006, on comptait 233 SCoT en cours d'élaboration pour seulement 7 dont le projet est arrêté et 11 approuvés.

• Quelques bonnes raisons d'élaborer un SCoT

Le SCoT représente l'occasion d'initier les nouvelles structures intercommunales à un premier exercice de planification et d'aménagement du territoire, en partageant les connaissances territoriales et en définissant les enjeux autour de la solidarité intercommunautaire.

Le SCoT permet à un territoire de se positionner face aux territoires voisins et d'organiser son extension. A l'échelle de l'aire urbaine, le conflit potentiel agglomération/territoire périurbain est ainsi « déminé » en définissant des enjeux de développement.

Le SCoT favorise les échanges et la réflexion intercommunale, il joue ainsi un rôle de fédérateur.

Le SCoT peut faciliter la mise en oeuvre sur le territoire des politiques publiques sectorielles (habitat, déplacements, équipements commerciaux, environnement,...) en apportant une

réflexion transversale et en liant les problématiques pour leur donner de la cohérence.

Le SCoT peut avoir pour rôle d'apporter une complémentarité vis-à-vis d'une démarche de pays ou d'agglomération, en donnant un caractère prescriptif aux orientations de la Charte de pays ou au projet d'agglomération.

Un SCoT peut contribuer à rendre le territoire plus lisible, plus cohérent, en montrant une volonté de gouvernance et un management territorial dynamique. Le SCoT constitue une plus-value (qualité des documents produits, débats organisés au cours de son élaboration,...) et peut même entrer dans une stratégie de communication destinée à montrer à l'extérieur, en particulier face aux représentants du milieu économique, que le territoire est bien organisé autour d'un plan de développement territorial.

2. LE PAYS

Le pays est un territoire librement choisi et proposé par les acteurs locaux reposant sur une « cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale », et exprimant une communauté d'intérêts, de projets, dans le cadre du développement durable. Il ne constitue pas un nouvel échelon administratif, mais un lieu d'action qui fédère des communes, des groupements de communes, des organismes socioprofessionnels, des entreprises, des associations autour d'un projet de développement. La décision de créer un pays relève des communes ou de leurs groupements. C'est un territoire où les forces vives prennent en main le développement économique et social. Cette conception défend l'idée selon laquelle aucun espace n'est condamné dès lors qu'il a un projet.

Ce nouveau mode d'organisation du territoire vise à :

- promouvoir des politiques de développement durable au sein de territoires associant plus étroitement villes et espaces ruraux
- encourager l'intercommunalité de projets

- accroître la participation des acteurs socio-économiques et associatifs aux choix d'aménagement du territoire et de développement économique
- faciliter par la voie contractuelle, la mise en cohérence des politiques publiques et leur adaptation aux contextes locaux.

Un projet de pays doit pouvoir définir des orientations à moyen et long termes, fondées sur une identification des politiques publiques à mettre en œuvre et des actions individuelles ou collectives à soutenir. Il doit par conséquent hiérarchiser les priorités de l'intervention publique sur le territoire, et dessiner un cadre de référence stable pour une mise en œuvre efficace et cohérente des politiques qui concourent à l'aménagement et au développement du territoire.

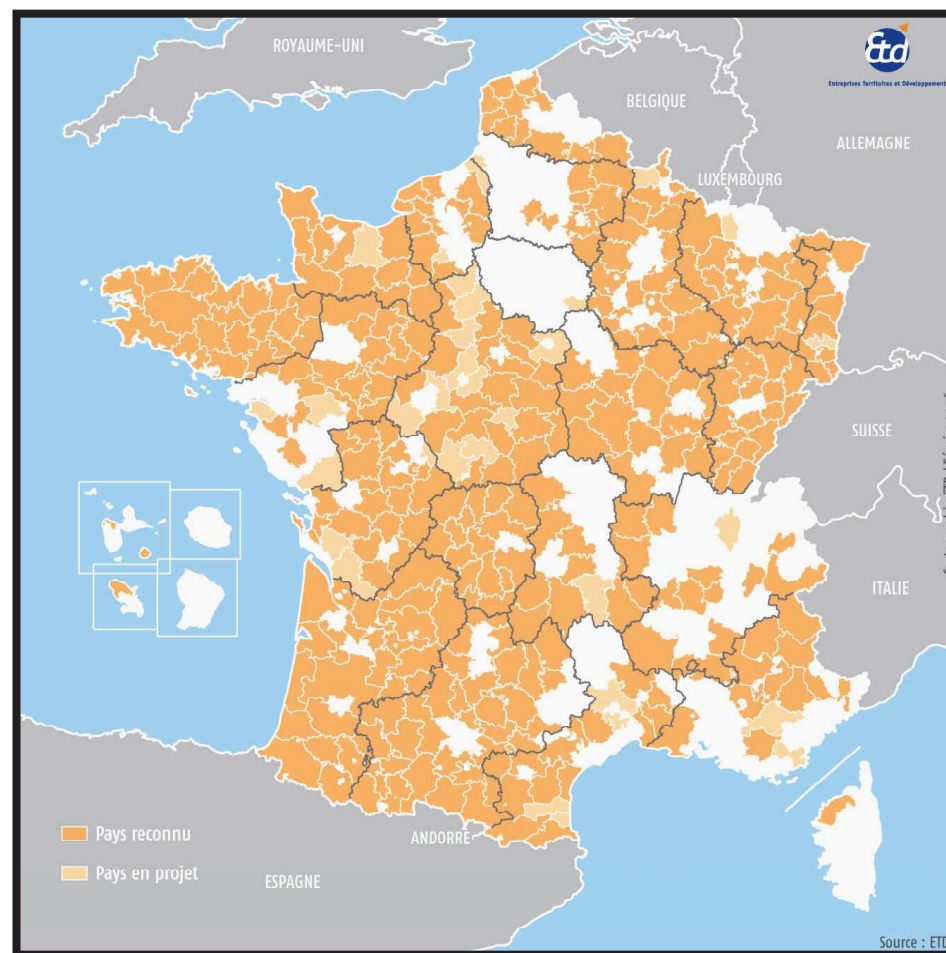
La reconnaissance d'un pays est régie par les termes de quatre lois – la loi Voynet, la loi Chevènement, la loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) et la loi urbanisme et habitat – qui composent le dispositif législatif de l'aménagement et de l'organisation du territoire. Les communes approuvent la charte de développement du pays qu'ils transmettent au(x) Préfet(s) de Région concerné(s) qui, au vu du projet et des avis des conseils généraux et régionaux concernés, publie le périmètre par arrêté.

Au 1er janvier 2006, on compte 352 pays dont 321 pays reconnus et 31 en projet. On peut noter que 44% de la population métropolitaine vit dans un pays, 74% des communes métropolitaines appartiennent à un pays et que 76% de la superficie de la Métropole appartient à un pays.

3. ARTICULATION PAYS/SCOT

L'existence de ces différentes démarches d'aménagement et de développement conduit à la possibilité de voir sur un même territoire le chevauchement d'autant de périmètres d'actions c'est-à-dire, des interpénétrations entre les périmètres des pays et des SCOT.

Carte 2 : Les Pays au 1er Janvier 2006



Source : ETD (Entreprises, Territoires et Développement)

Sur l'hexagone, le chevauchement de tout ou partie des pays (352) et des SCoT (251) est très fréquent mais représente des cas de figure très variés, allant d'une commune en commun entre le périmètre du pays et le périmètre du SCoT jusqu'à une superposition totale.

Sur les territoires des SCoT :

- près des deux tiers semblent être constitués sur des logiques indépendantes de celles des pays,
- plus du tiers semble se rapprocher des logiques de territoire de projet,
- 40 territoires vont jusqu'à la coïncidence parfaite des périmètres des deux démarches

Tout en gardant sa spécificité, le schéma d'urbanisme peut trouver une articulation avec le projet de territoire sur un pays même si, d'un point de vue juridique, les différences sont importantes. Le SCoT est un document de planification qui a un poids juridique très fort tandis que la démarche de pays est plus souple, reposant sur une stratégie de développement qui au départ ne s'accorde pas trop de limites. Cependant, malgré cette différence importante, mener conjointement les deux démarches est en général intéressant. L'originalité d'une telle démarche tient en la volonté des élus et permet de traiter, au sein d'une seule démarche, l'ensemble des défis qui se posent au territoire, en recherchant systématiquement la complémentarité urbain/périurbain/rural dans les actions. Pour cela, le projet s'appuie sur la conjugaison d'une démarche de projet déclinée de façon opérationnelle par le contrat de Pays et réglementaire par le SCoT.

Le choix de mener la constitution du SCoT et du pays conjointement a été fait sur le Grand Clermont.

Carte 3 : Situation géographique du Grand Clermont



Réalisation : Groupe de stagiaires

Fond de carte : Atlas 2005

II. LE PAYS DU GRAND CLERMONT : UN TERRITOIRE AU CŒUR DE LA DIAGONALE DU VIDE

1. LE CONTEXTE CLERMONTOIS

a. Une situation géographique défavorable

Le pays du Grand Clermont se situe dans le Massif Central, au cœur de la diagonale du vide. Pour autant, il est le territoire le plus développé du Massif et en est la capitale. IL apparaît aussi comme étant celui qui peut être le moteur du développement économique de l'Auvergne. Malgré tout, il pâtit d'un déficit d'image qui freine son développement.

Le Pays du Grand Clermont est né en juillet 2002. Il se compose de 106 communes et représente environ 400 000 habitants soit les 2/3 de la population du Puy-de-Dôme; il est composé de 10 EPCI dont la communauté d'agglomération Clermont Communauté et de 3 communes isolées. Ce territoire est totalement inclus dans l'aire urbaine clermontoise qui, avec ses 410 000 habitants, possède des communes en plus.

Ce territoire est très hétérogène. Une plaine céréalière de renom, une chaîne de volcans très touristique et un territoire rural en perdition ceignent un espace urbain composé des agglomérations clermontoise et riomoise. Malgré cette hétérogénéité physique très marquée, tous les habitants sont liés et vivent en partie grâce à la présence de Clermont-Ferrand, moteur économique de la région.



Carte 4 : Pays du Grand Clermont

Réalisation : AUDCM



Image 1 : La ville au pied des volcans

Source : AUDCM

Ce territoire qui s'étend sur 1330 km² et s'élève de 300 à 1465 mètres d'altitude a d'importantes contraintes physiques. Il est bordé à l'ouest par la Chaîne des Puys, site classé faisant partie du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne et un important pôle touristique auvergnat. Au nord-est, la plaine de la Limagne dispose de terres très fertiles vouées aux cultures intensives à fortes valeurs ajoutées. Au sud-est, le Val d'Allier constitue une barrière physique et le Livradois est une zone de moyenne montagne incluse dans le Parc Naturel Régional du Livradois Forez.

Les agglomérations de Clermont-Ferrand et Riom, qui rassemblent environ les $\frac{3}{4}$ des habitants du Grand Clermont sont donc adossées à l'Ouest à un site classé et à l'est à une plaine fertile, une grande rivière et une zone de moyenne montagne. Ces deux agglomérations se sont donc développées selon un axe nord/sud.

En outre, ces différents espaces impliquent des modes de vie différents et ont créé des « rivalités » entre les habitants des

différentes communes et notamment entre les communes de plaine et de montagne.

b. Des limites physiques conséquentes

Ce territoire qui s'étend sur 1330 km² et s'élève de 300 à 1465 mètres d'altitude a d'importantes contraintes physiques. Il est bordé à l'ouest par la Chaîne des Puys, site classé faisant partie du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne et un important pôle touristique auvergnat. Au nord-est, la plaine de la Limagne dispose de terres très fertiles vouées aux cultures intensives à fortes valeurs ajoutées. Au sud-est, le Val d'Allier constitue une barrière physique et le Livradois est une zone de moyenne montagne incluse dans le Parc Naturel Régional du Livradois Forez.

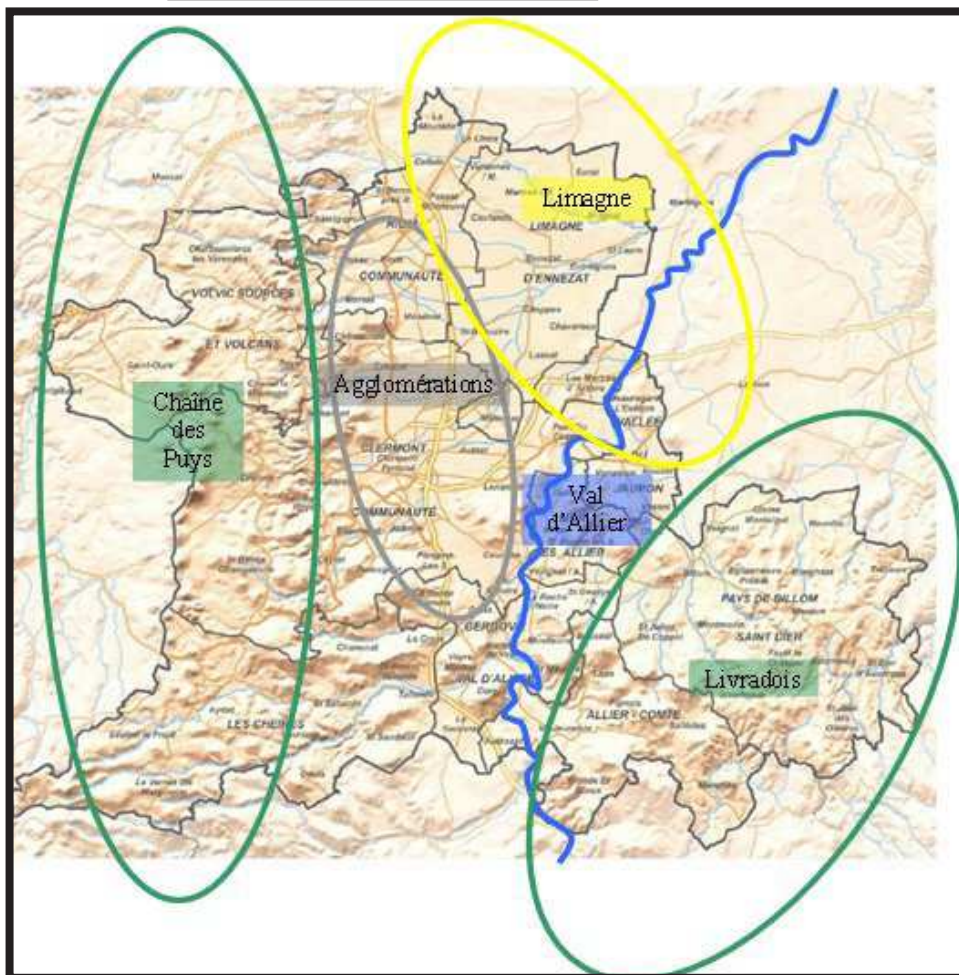
Les agglomérations de Clermont-Ferrand et Riom, qui rassemblent environ les $\frac{3}{4}$ des habitants du Grand Clermont sont donc adossées à l'Ouest à un site classé et à l'est à une plaine fertile, une grande rivière et une zone de moyenne montagne. Ces deux agglomérations se sont donc développées selon un axe nord/sud.

En outre, ces différents espaces impliquent des modes de vie différents et ont créé des « rivalités » entre les habitants des différentes communes et notamment entre les communes de plaine et de montagne.

c. Un territoire qui attire, mais peu de jeunes

Le Pays du Grand Clermont est habité par environ 400 000 personnes soit les $\frac{2}{3}$ des habitants du Puy-de-Dôme. Deux agglomérations sont présentes : l'agglomération de Clermont-Ferrand avec environ 280 000 habitants et celle de Riom avec environ 25 000 habitants. Ces deux agglomérations constituent la métropole clermontoise. Les territoires périurbains s'étalent surtout dans la partie sud, les territoires ruraux constituent le reste du Pays.

Carte 5 : Une topographie difficile



Réalisation : Groupe de stagiaires

Source : AUDCM

Les derniers recensements montrent une augmentation de la population ; elle n'a jamais été aussi élevée. Malgré tout, comparé à d'autres territoires de même taille, sa population augmente moins vite et est plus âgée. La classe des 29-40 ans est sous représentée alors que les deux universités constituent un réservoir de 33 000 étudiants. Ceci démontre une réelle difficulté à retenir les jeunes diplômés qui constituent la richesse et l'avenir du territoire.

Par contre, les plus de 40 ans reviennent vers le territoire. Il y a donc un retour « au pays » qui est observé. Ce phénomène, qui s'étend à l'Auvergne en général permet pour la première fois, depuis quelques années, à la région de voir sa population augmenter légèrement.

Le territoire a un déficit d'image qui peut expliquer le manque d'affection des jeunes étudiants et actifs qui sont plus nombreux à le quitter que sur d'autres territoires comparables. Même si bien souvent ces mêmes personnes reviennent quelques années plus tard, ce manque de jeunes ne permet pas au territoire de posséder une dynamique autour de la jeunesse. Les deux universités clermontoises effectuent leur recrutement sur l'Auvergne or la région perd elle aussi des jeunes. Les effectifs des universités sont donc elles aussi en baisse et se maintiennent grâce au recrutement d'étudiants étrangers.

d. Une économie changeante

Le pays représente environ 120 000 emplois. Comme partout en France, ces emplois sont essentiellement tertiaires et se tertiarisent de plus en plus.

Clermont-Ferrand est une ville industrielle qui s'est développée autour de l'industrie du Caoutchouc et de la firme Michelin. Longtemps, le développement de la région clermontoise a été basé uniquement sur cette mono industrie. La ville a compté jusqu'à 25 000 salariés chez Michelin (sans compter les emplois induits). Aujourd'hui, la société emploie 15 000 personnes et environ 45 000 emplois sont induits soit au total près de la moitié des emplois du territoire. Le poids de la multinationale



Image 2 : Siège du groupe Michelin

Source : AUDCM

est très important dans la vie de la région. Son siège social est d'ailleurs implanté à Clermont-Ferrand et il reste l'un des seuls en province.

Depuis quelques années, avec les réductions d'effectifs chez Michelin, les pouvoirs publics ont réorienté le développement et la ville est devenue un centre de recherche (le 7ème de France). Cette volonté politique a permis l'arrivée et le développement d'entreprises de haute technologie telles que MSD Chibret (laboratoire pharmaceutique), Limagrain (semencier) ou encore l'INRA (organisme étatique de recherche). Les entreprises peuvent s'appuyer sur des zones d'activités économiques comme le biopôle ou des parcs d'activités tertiaires.

Aujourd'hui, le territoire possède 3 pôles de compétitivité : innovations dans les céréales, viande et produits carnés et ingénierie de la mobilité. Ces trois pôles s'appuient sur les entreprises, les universités et écoles d'ingénieurs et les organismes de recherche pour développer le territoire autour de ces secteurs d'activités.

e. Des déplacements internes et externes encore difficiles

De par son implantation géographique, le territoire a longtemps été enclavé.

Le désenclavement autoroutier s'est terminé en janvier 2006. Désormais, Clermont-Ferrand est à 3h30 de Montpellier, 2h de Lyon, 4h de Paris et 4h de Bordeaux. Par contre, le transport ferroviaire reste à améliorer. Il faut 2h30 pour atteindre Lyon, 3h30 pour Paris, Plus de 6h pour Bordeaux et Montpellier. D'importants travaux sont actuellement réalisés sur les lignes de Paris et Lyon mais les temps de trajet restent encore élevés.

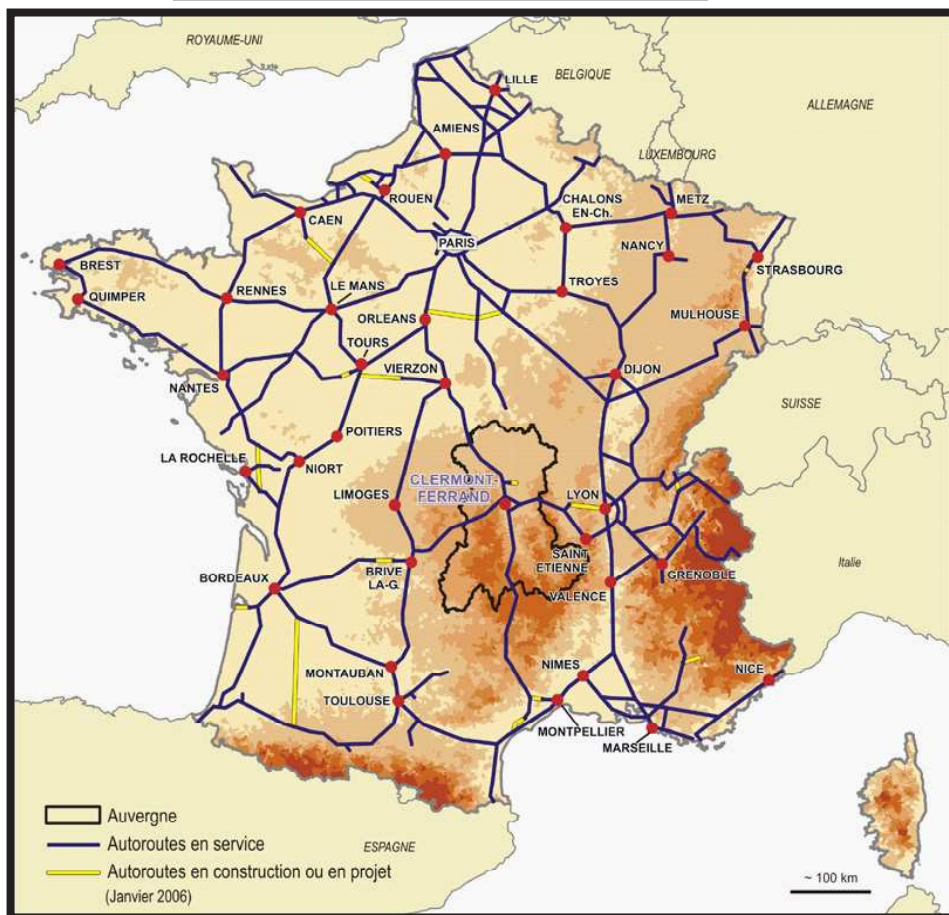
L'aéroport est relié quotidiennement à une vingtaine de destinations françaises (et quelques destinations européennes) mais celui-ci est en perte de vitesse à cause du désengagement d'Air France sur le hub.

La plupart des déplacements se font en véhicules particuliers. Le territoire est bien irrigué en autoroutes ce qui permet un accès rapide et facile à la ville centre. Cependant le réseau ferroviaire est sous-exploité et pourrait lui aussi être très emprunté ; il permettrait également un accès rapide au centre ville et éviterait les embouteillages. De plus, les réseaux de transports en commun restent moins empruntés que sur des territoires comparables, mais l'arrivée du tramway va certainement inverser la tendance.

f. Une réaction des pouvoirs publics

Depuis environ 10 ans, le territoire se transforme. Les collectivités ont décidé de donner une nouvelle image au territoire et ainsi de le rendre plus attractif. Ce travail a commencé par une politique de grands équipements : un centre des congrès (le polydôme), une salle de musiques actuelles (la coopérative de mai), un zénith, un palais des expositions (la grande halle d'Auvergne), une salle d'athlétisme (le stadium Jean Pellez) et bientôt une nouvelle grande bibliothèque, un nouvel hôpital et l'ouverture de la première ligne de tramway.

Carte 6 : Autoroutes au 1er janvier 2006



Source : AUDCM

Cette politique semble porter ses fruits puisque le territoire est souvent bien classé dans la presse par rapport aux autres agglomérations françaises ; l'agglomération clermontoise a même été classée meilleure ville pour les familles par le magazine l'Express.

Cette évolution doit être maintenue et doit concerner tous les domaines de l'aménagement. Dans cette optique, la constitution du Pays et la démarche SCoT paraissent être les outils idéaux.

2. UN TERRITOIRE DE PROJET

a. Un engagement politique

L'originalité de la démarche du Projet du Grand Clermont tient en la volonté des élus de faire coïncider le périmètre du Pays du Grand Clermont et celui du futur SCoT et ainsi, de traiter, au sein d'une seule démarche, l'ensemble des défis qui se posent au territoire, en recherchant systématiquement la complémentarité urbain/rural dans les actions. Le Projet du Grand Clermont se décline en deux volets à la fois distincts et complémentaires : un volet de programmation constituant le contrat de Pays et un volet de planification permettant d'alimenter le futur Schéma de Cohérence du Territoire.

Ce pays est juridiquement porté par le Syndicat d'Études et de Programmation de l'Agglomération Clermontoise (SEPAC), structure aussi chargée de piloter les études.

Issu des quatre lois qui composent le dispositif législatif de l'aménagement et de l'organisation du territoire, le Projet du Grand Clermont a pour objectif de définir un projet de territoire qui se veut tout à la fois :

- prospectif pour les quinze prochaines années à venir
- cohérent pour près de 400.000 habitants concernés couvrant un territoire tantôt urbain, périurbain et rural.

b. Les défis et axes stratégiques

Les réflexions sur la définition d'un projet de territoire du Grand Clermont ont débuté, dès 1999, par un diagnostic rédigé conjointement par la DDE du Puy de Dôme et l'Agence d'Urbanisme Clermont Métropole, prenant comme base territoriale le périmètre du schéma directeur. Suite à ce diagnostic, un questionnaire stratégique a été élaboré afin

de mettre en évidence plus précisément les enjeux et défis posés au territoire. Une fois le périmètre défini, les élus ont identifié les propositions les plus stratégiques pour guider l'action publique. Trois défis sont ainsi énoncés dans l'Offre Publique d'Orientation qui constitue le cadre de référence des objectifs politiques poursuivis. Ces défis sont ambitieux mais ils paraissent fondamentaux pour déclencher une nouvelle dynamique à ce territoire. Il s'agit :

- de permettre au territoire de rayonner, c'est-à-dire d'assurer une image positive au-delà de ses frontières
- d'accroître l'attractivité vis-à-vis de la population, et notamment à travers un cadre de vie exemplaire
- de coordonner l'action publique afin que l'application des décisions prises soit plus aisée et plus adéquate.

De par la diversité paysagère, les densités de populations très inégales, les modes économiques différents ou encore les écarts idéologiques qui existent sur le territoire du Grand Clermont, il semble difficile de satisfaire chaque acteur du projet. Et pourtant, les faits sont éloquentes et les acteurs sont unis pour un seul et même objectif : faire valoir leur territoire. Dans cette optique, un accord a été trouvé et deux grands axes dirigent ce projet ambitieux :

- renforcer l'identité et l'attractivité du territoire. Le territoire possède de grands atouts intrinsèques mais pâtit notamment d'une image véhiculée par sa situation géographique, en plein cœur de la « diagonale du vide ».

Carte 7 : L'organisation multipolaire du Pays du Grand Clermont



Réalisation : Groupe de stagiaires

Fond de carte : AUDCM

➤ Promouvoir les atouts spécifiques du territoire dans les domaines aussi divers que l'économie, le tourisme, la culture, la qualité de vie. Pour cela il est nécessaire de lancer de grands projets à fort pouvoir moteur en s'appuyant sur l'accessibilité et la centralité de l'agglomération mais aussi de créer une coopération avec les territoires extérieurs afin de développer une synergie, notamment avec l'aire métropolitaine lyonnaise.

L'objectif est donc de valoriser les conditions de vie, d'avoir une stratégie mieux coordonnée et ainsi de créer un espace équitable, solidaire et respectueux de ses identités afin d'attirer et de retenir les étudiants et les jeunes familles qui représentent un moteur dynamique et économique.

Afin de mener à bien cette entreprise, les actions vont s'attacher à trois champs bien distincts :

- Protéger l'environnement pour conforter un cadre de vie agréable
- Améliorer l'efficacité économique afin que le territoire soit compétitif, au-delà de la présence des multinationales telles que Michelin, Volvic et Limagrain
- Permettre une équité sociale sur l'ensemble du territoire. Ce dernier point est d'autant plus important que le territoire n'est pas épargné par le phénomène de paupérisation.

Le Pays du Grand Clermont aspire à un développement du territoire basé sur une multipolarisation, l'Espace Urbain Métropolitain de Clermont-Ferrand étant le noyau principal et sept autres communes faisant figure de « pôles de vie ». Afin d'établir un cadre favorisant la réalisation de ces objectifs, un projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est actuellement en cours sur le Grand Clermont.

Ainsi la charte de pays du Grand Clermont énonce des grandes orientations fondamentales qui doivent structurer le projet.

Pour garantir un cadre de vie agréable à la population il faut préserver les espaces qui l'entourent, pour cela il paraît

nécessaire de maîtriser l'étalement urbain qui gagne peu à peu les buttes et ainsi dénature le paysage. Ceci sera réalisé en s'appuyant sur les pôles de développement urbain. Mais il s'agit aussi de protéger la spécificité paysagère des terres agricoles de Limagne, trop souvent dénigrées. Au-delà de cette protection, une amélioration de l'attractivité par une valorisation des espaces naturels semble possible.

Le projet du Grand Clermont doit affirmer les fonctions métropolitaines du territoire, pour un meilleur rayonnement, et améliorer la connexion avec les grandes métropoles nationales. De plus, il paraît nécessaire de focaliser le développement technologique sur deux filières stratégiques, ceci dans le but d'améliorer la lisibilité du savoir-faire au niveau national. Les deux filières de l'ingénierie de la mobilité et l'agroalimentaire/santé ont été déterminées comme pôle d'excellence lors de la réalisation de la charte de Pays. Mais, le Grand Clermont a aussi la possibilité de briller par ses atouts touristiques, qui aujourd'hui ne sont pas mis en valeur, et qui pourraient le devenir grâce à la mise en place de grands projets.

En ce qui concerne l'équité sociale, cela passe fondamentalement par la mise en place d'infrastructures facilitant l'intermodalité entre les différents territoires. Cette grande orientation touche particulièrement la desserte des pôles de vie qui doivent regrouper les services et équipements nécessaires à la population.

L'organisation multipolaire, stratégie pour un développement du territoire, doit permettre une économie d'espace en regroupant les éléments nécessaires à la mise en place d'une dynamique territoriale, tout en préservant ce cadre de vie si exceptionnel qui fait l'attrait de ce territoire.

III. UN GROUPE DE STAGIAIRES DU CESA AU SERVICE DU SEPAC

L'approche prospective d'un SCoT nécessite au préalable un diagnostic plurithématique du territoire. Afin de mener une approche diagnostique transversale, le SEPAC a défini trois approches plurithématiques à savoir le cadre de vie et la qualité du territoire, la solidarité et la cohésion sociale et enfin le développement économique et les fonctions métropolitaines. Dans ce contexte, les équipements et services publics de proximité entrent dans le cadre de la solidarité et la cohésion sociale et les grands équipements dans le développement économique et les fonctions métropolitaines.

Comme précédemment signalé, le territoire est très hétérogène. Aussi, afin de mieux comprendre les interactions qui existent sur le territoire et dans le but de créer une unité territoriale, le SEPAC a défini des déclinaisons territoriales. Celles-ci constituent en réalité des entités territoriales uniformes de par leur paysage, leur type d'habitat et la dynamique démographique.

Dans le cadre des études préalables au SCoT, le SEPAC, par l'intermédiaire de l'Agence d'Urbanisme et de Développement de Clermont Métropole, a eu recours à un groupe d'étudiants du Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement (CESA) de Tours pour effectuer l'étude des équipements et services publics et des déclinaisons territoriales.

Il nous a été demandé d'étudier, dans un premier temps, le niveau de l'offre et les besoins en grands équipements et en équipements et services de proximité en veillant à prendre en compte les projets en cours. Dans un second temps, les déclinaisons territoriales devraient faire l'objet d'étude afin d'en évaluer la pertinence.

Afin de mener à bien l'étude, il nous a été nécessaire de reformuler plus précisément la commande et de définir une méthodologie de travail pour chacune des deux missions, en accord avec nos commanditaires.

1. LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS : UNE THÉMATIQUE COMPLEXE

a. Reformulation de la commande

L'étude vise à quantifier et qualifier les équipements et services existants sur le Grand Clermont mais aussi de voir comment ils se répartissent sur le territoire et quels pourraient être les impacts de cette répartition de façon générale sur l'organisation multipolaire du territoire. La finalité sera de dégager quels sont les territoires les mieux pourvus et dans quels domaines il est nécessaire de mener des actions, suivant les spécificités du territoire et dans le souci de répondre aux attentes de la Charte de Pays.

Les équipements pris en compte sont nombreux et divers. Ils relèvent de domaines tels que :

- **l'administration publique** : il s'agit de services rendus (par le biais d'un contact direct) à la population et dont il existe sur tout territoire, un besoin évident. Ex : CAF, Poste, Sécurité Sociale, ANPE... L'intérêt était de voir comment le territoire est pourvu en ces structures d'usage courant.
- **la sécurité publique** : les structures de police, de gendarmerie, de justice et de sécurité incendie sont ici concernées. L'idée était de voir comment est couvert le territoire et quel est le niveau de réactivité, d'efficacité des acteurs concernés.
- **l'enseignement** : de la maternelle à l'université, toute l'offre est prise en compte ainsi que leurs services annexes en l'occurrence les réfectoires et résidences. Il s'agit non seulement d'apprécier la spatialisation des structures d'enseignement mais aussi de juger de la cohérence entre l'offre et la demande en matière d'enseignement et formation sur les territoires.
- **la santé** : c'est un secteur qui contribue à l'attractivité d'un territoire mais aussi à son rayonnement. La présence du CHU, d'hôpitaux et de cliniques spécialisées, de centres de soins et de recherches divers est certainement un moyen d'accéder à une image globalement positive et novatrice pour la région avec

l'ambition d'être un jour une référence ou un pôle d'excellence en la matière.

➤ **l'action sociale** : les services pris en compte portent sur l'insertion, la formation, l'hébergement et les soins. Le public concerné va de la petite enfance aux personnes âgées en passant par les jeunes, les personnes en difficultés ou handicapées, les gens du voyage ou encore les anciens détenus désirant retrouver une vie professionnelle. Éléments participant à l'attractivité et surtout à l'équité sociale d'un territoire, la répartition et l'offre de ces services seront des points forts de cette étude.

➤ **le sport, la culture et les loisirs** : ce sont des secteurs qui participent à la dynamique, l'attractivité voire le rayonnement d'un territoire. Le propos ici était de voir comment les équipements associés à ces activités se répartissent sur le territoire et quel peut être leur poids d'une part au sein du Pays du Grand Clermont, et d'autre part à une échelle plus importante (Régionale, nationale) selon l'activité proposée par le territoire.

Afin de mener à bien cette première mission, nous avons :

- effectué un recensement des équipements définis ci-dessus (vérifié et complété les bases de données existantes) tout en gardant à l'esprit la finalité du travail
- mené une analyse portant sur la place de ces équipements dans le projet du Grand Clermont (de façon croisée avec la population concernée, l'accessibilité, l'offre sur le territoire...)

b. Méthodologie

Afin de cadrer notre travail, nous avons tout d'abord établi un calendrier. Celui-ci définissait le temps que nous envisagions pour effectuer nos investigations en détail et pour analyser les données. Au vu de la commande, un mois et demi devait être consacré pour chaque mission. Nous nous sommes ainsi fixés un mois pour collecter l'ensemble des informations nécessaires et deux semaines pour les étudier de façon transversale.

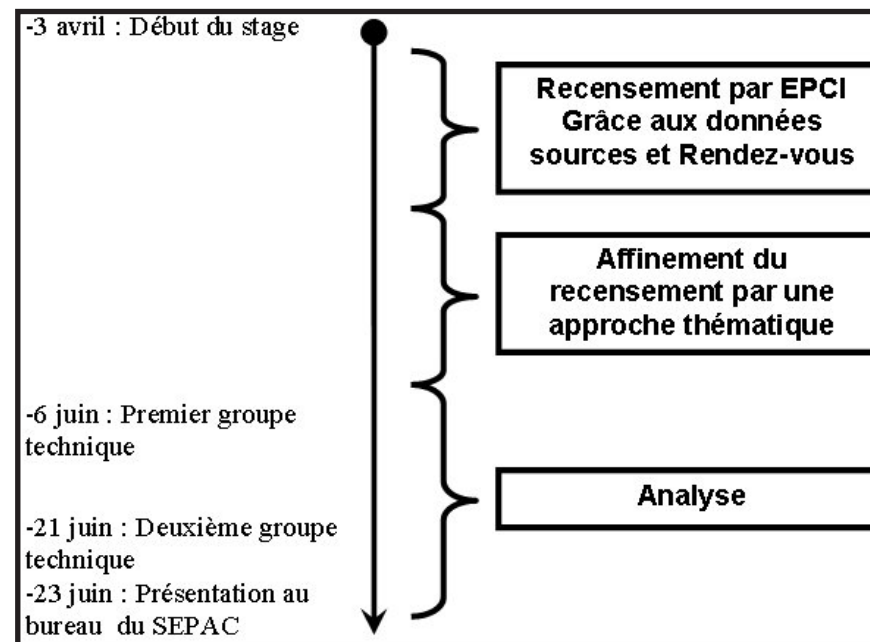


Image 3 : Planning du stage

• Le recensement

Les équipements et services publics sont très variés et nombreux. Dès lors, les premiers questionnements ont surgi : Jusqu'où nos investigations doivent-elles être menées ? Quel est la pertinence de tel ou tel équipement ou service sur le territoire du Grand Clermont ?

Pour effectuer le recensement, nous avons à disposition un recensement INSEE effectué en 2005. À partir de cette base de données, nous avons pu cadrer notre travail et construire un modèle type de tableau nous permettant de rassembler toutes les informations qui nous ont semblé au premier abord intéressantes.

Par rapport à nos ambitions, la base de données INSEE s'est trouvée très incomplète voire quelque peu obsolète. Les collectivités et en particulier les EPCI semblaient les plus à

même de fournir les informations nécessaires. Aussi avons-nous décidé de rencontrer les agents de développement des 10 EPCI présents sur le territoire du Pays du Grand Clermont. Pour cela, 3 groupes de 2 étudiants ont été formés afin d'être productif.

Un groupe s'est chargé de la partie nord du territoire, un second de la partie sud et le dernier de Clermont communauté qui concentre une grande part des équipements publics. Pour réaliser nos entretiens nous nous sommes appuyés sur divers questionnaires, ainsi que des tableaux récapitulant les données fournies par l'INSEE.

Par la suite et dans un souci d'efficacité, une approche par thématique a été choisie afin d'affiner les données recueillies. Chacun d'entre nous s'est spécialisé dans une ou plusieurs thématiques pour compléter les données. Au vu du temps qui nous était imparti et à l'étendue des recherches, il était impossible que chacun étudie chaque thématique. Nous avons ainsi pu finaliser nos investigations grâce aux données recueillies auprès des organismes publics compétents comme certains services étatiques (DDASS, DIREN, ADEME, INSEE,...) mais aussi le Conseil Général, la Préfecture ou encore le Rectorat.

• L'analyse

Afin d'être en adéquation avec la charte de pays du Grand Clermont et dans un souci de professionnalisme, nous nous

sommes refusés le plan à tiroirs qui ramène à une étude thème par thème et avons opté pour une étude transversale.

Dans la charte de pays, deux problèmes ressortent :

- un déficit d'image du territoire
- et un manque de jeunes.

Nous avons donc pris comme clé d'entrée la fonction de l'équipement et avons dégagé deux catégories :

- les équipements métropolitains, vecteurs d'image
- et les équipements de la vie quotidienne, de proximité.

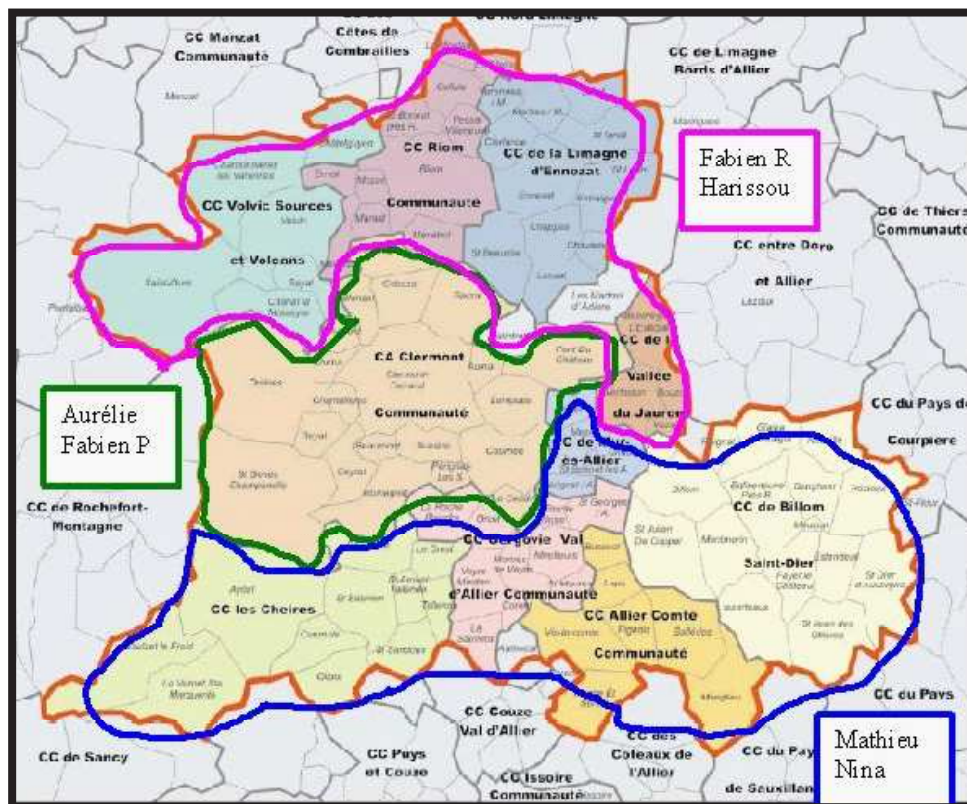
Pour ces derniers, Nous avons voulu montrer les relations entre les différents types d'équipements et la vie quotidienne des habitants. Nous avons donc rajouté des notions de transports et des notions d'équité (coût de l'accès à l'équipement, critère d'accessibilité à l'équipement).

la charte de pays mettant en évidence un déficit en étudiants et jeunes familles, nous avons opté pour une analyse croisé avec les besoins de la population. Nous avons ainsi dégagé trois populations cibles correspondant à différents âges de la vie et avec des besoins en équipements et services publics, bien souvent différents : **les étudiants, les familles et les retraités.**

N°	TYPE	NOM RAISON SOCIALE	ADRESSE	COMPLEMENT DE L'ADRESSE	CODE POSTAL	COMMUNE	EPCI	ACTIVITE	SURFACE TOTALE (m²)	SURFACE COUVERTE (m²)	CAPACITE D'ACCUEIL
1	COMPLEXE SPORTIF	C.O.S.E.C	243 AV JEAN MOULIN		63170	AUBIERE	CLERMONT COMMUNAUTE	Salle multisports, terrain de rugby, 4 courts de tennis			
2	COMPLEXE SPORTIF	STADIUM JEAN-PELLEZ	44B R PASTEUR		63560	AYDAT	LES CHEIRES	stade d'athlétisme, salle de musculation	6 500		926
3	STADE	STADE LOUIS-BONHOMME	21 AV ROGER MAERTE		63520	BILLOM	BILLOM SAINT-DIER	2 Terrains de football		6 500	500

Image 4 : Modèle de tableau réalisé

Carte 8 : Organisation du recensement



Réalisation : Groupe de stagiaires

Fond de carte : AUDCM

Cette classification permet également d'étudier si les équipements et services publics présents sur le territoire permettent d'accompagner la population tout au long de sa vie.

Tout au long de l'étude, nous avons cherché à qualifier l'offre du territoire en le comparant à d'autres territoires similaires, par leur taille. En accord avec les commanditaires, le choix s'est porté sur Grenoble, Rennes, Saint-Étienne et Strasbourg.

Après avoir comparé notre territoire dans sa globalité et afin de comparer, cette fois ci, les communes entre elles, nous avons utilisé des systèmes de pondération liés à l'offre possible pour les populations et les facilités d'accès qui y sont liées. Ceci permet d'effectuer un classement et de comparer les communes entre elles et donc de faire apparaître les communes plus ou moins bien équipées.

En dernier lieu, nous avons analysé l'offre des différentes polarités définies lors de l'élaboration de la charte de pays afin d'apprécier dans quelles mesures elles pourraient réellement jouer leur rôle.

2. LES DÉCLINAISONS TERRITORIALES : Reformulation de la commande et méthodologie

La deuxième partie de notre commande correspond à un début de diagnostic stratégique sur chaque déclinaison territoriale du Grand clermont. Cette analyse ne portera pas seulement sur les équipements publics mais sur tous les domaines de l'aménagement du territoire. Cela permettra d'avoir une vision plus générale du territoire par secteurs et donc aussi de comprendre et d'expliquer l'implantation des équipements.

Chaque « sous-secteur » sera confié à un étudiant qui devra y travailler en qualité de « chef de projet ». La mission consistera à faire une analyse du territoire permettant de dégager les spécificités de chaque territoire, et d'apprécier si la déclinaison territoriale est réellement pertinente. Par la suite, l'intérêt est de pointer du doigt les réels enjeux et rôles de cette déclinaison, qui seront inclus dans le PADD du SCoT.

Dans la réalisation de cette commande, nous nous sommes donc partagés les déclinaisons territoriales et chacun, de par ses lectures, a essayé de montrer quelle vision il avait des potentialités et de la pertinence du découpage. Ces analyses ont fait l'objet de trois séances de présentation dont une au groupe technique du Syndicat d'Etudes et de Programmation du Grand Clermont, notre commanditaire.

IV. UN STAGE TRES FORMATEUR

La commande initiale prévoyait donc deux missions distinctes :

- l'une portait sur le recensement exhaustif des équipements et services publics et l'élaboration d'un diagnostic stratégique original,
- l'autre sur l'étude de déclinaisons territoriales prédéfinies.

La première a pu être menée avec succès mais le temps que nous y avons consacré nous a fortement pénalisés pour la seconde qui a été analysée succinctement. Suite à un accord pris avec le commanditaire, la seconde mission n'a donc pas fait l'objet d'un rapport.

Toutefois, suite aux trois mois de stage au sein de l'Agence d'urbanisme Clermont métropole, le bilan est positif tant au niveau des acquis méthodologiques et techniques qu'au niveau humain.

Le planning que nous avons mis en place au début du stage s'est vu profondément modifié au fur et à mesure de nos investigations. Aussi, afin de mieux comprendre nos erreurs de méthodologie, nos questionnements ou encore nos remises en cause, l'analyse critique qui suit reprend-elle, pas à pas, le déroulement chronologique du stage.

Dans un second temps, nos conditions de travail, d'accueil dans l'agence d'urbanisme et le suivi de notre étude par les commanditaires seront exposés.

1. L'ORGANISATION DE NOTRE TRAVAIL

a. Etude sur les équipements et services publics du Grand Clermont.

La première mission du stage s'est divisée en deux phases distinctes :

- la récolte des informations sur les équipements et services publics présents sur le territoire.
- l'analyse et l'interprétation des données afin de réaliser un diagnostic stratégique.

• Recensement des équipements

Après avoir classé par thème les données de l'INSEE dans nos tableaux, nous avons rapidement pris rendez-vous avec les agents de développement et élus des EPCI. Le bilan de cette opération est relativement négatif. Parfois les entretiens étaient creux, inachevés parfois précis mais très désordonnés. De plus, les communautés de communes n'avaient pas toujours les compétences appropriées à nos recherches. En revanche, l'entretien permettait de recueillir des informations sur les projets en cours. Nous avons eu aussi l'occasion de rencontrer les principaux acteurs du territoire et de percevoir une vision globale de l'offre ou des besoins en équipements pour chaque EPCI.

Suite à ces déconvenues, une approche par thématique a été choisie afin de préciser les données recueillies et d'avoir plus d'efficacité dans notre travail d'investigation. Cette approche nous a permis d'être plus performant même si le retour des informations demandées auprès d'organismes divers était parfois long. Toutes ces données ne se croisaient pas forcément et divergeaient pour certaines. Il n'a pas été simple de savoir quelle était la donnée exacte et bien souvent un appel téléphonique

directement à l'équipement ou service recensé a été la solution pour effacer nos doutes.

L'étude par territoire a permis d'obtenir une vision transversale et une connaissance plus approfondie du territoire et l'étude thématique une meilleure compréhension des fonctions et de l'organisation des équipements et services publics.

Cela dit, le choix dans l'organisation du recensement n'a pas été judicieux, car il a retardé les investigations menées. Dans un souci de productivité il aurait fallu inverser les deux méthodes, c'est à dire commencer par une étude thématique des équipements suivie d'une analyse territoriale.

A cette erreur méthodologique qui a manqué d'efficacité s'est ajouté un manque de connaissance des différents organismes compétents et spécialistes à contacter mais également un manque de recul quant à la commande car notre obstination à vouloir produire un recensement exhaustif nous a conduits à récolter des données qui se sont avérées inutiles par la suite.

• Organisation de l'analyse

La première partie de l'étude nous a pénalisés temporellement pour l'analyse des données. Par l'étendue du sujet à traiter et la spécialisation de chacun d'entre nous dans un domaine précis lors des investigations par thème, la recherche de transversalité entre les différents domaines abordés s'est complexifiée. De plus, la mise au point tardive du plan nous a orientés vers de nouvelles recherches et a mis en exergue l'inutilité de certaines données.

Toutefois, malgré les difficultés rencontrées, le résultat obtenu nous semble concluant. Il combine à la fois la fonction des équipements et services publics sur le territoire, l'offre et les besoins par population cible et un point de vue critique de l'organisation multipolaire du territoire. Notre analyse ne se veut pas descriptif ; elle oriente et mène vers des éléments de réponse et d'appréciation du territoire, ce que nos commanditaires recherchaient.

La transversalité a été respectée par un croisement des données sur les équipements et services publics et notamment celles relatives à la démographie ou encore à l'accessibilité par le transport.

notre étude aurait pu être complétée par une insertion des besoins futurs liés aux projections démographiques mais ces données commandées auprès de l'INSEE par l'Agence d'Urbanisme ne nous sont pas parvenus pendant les trois mois de stage.

b. Etude sur les déclinaisons territoriales.

Les déclinaisons territoriales sont des entités territoriales uniformes de par leur paysage, leur type d'habitat et la dynamique démographique. Par manque de temps, notre analyse s'est essentiellement basée sur les données recueillies au niveau de l'Agence d'Urbanisme. Par conséquent, le recul nécessaire à la bonne exécution du travail n'a pas été possible. Cela est à déplorer car le champ d'investigation plus vaste qu'auparavant nous aurait permis une vision plus globale du territoire et de comprendre avec plus d'intérêt la « logique SCoT ».

c. Un lien difficile entre les deux missions

Les deux missions confiées traitent du même territoire mais la façon de les aborder est très différente. En effet, il fallait pouvoir se détacher du travail réalisé sur les équipements et services pour avoir une vision plus globale des territoires. C'était relativement frustrant surtout en raison de l'avancement de la première mission.

Cette deuxième mission n'ayant pris que peu de jours, le temps manquait pour réaliser une liaison entre les deux missions.

Cela aura quand même eu le mérite de nous faire prendre du recul par rapport à notre étude sur les équipements. De plus, nous avons travaillé de manière synthétique et précise ce qui est pédagogiquement bénéfique.

d. Critique et amélioration des commandes

Au début du stage, la commande nous a paru assez floue, pas bien déterminée. Ceci était un souhait des commanditaires qui nous ont laissés réfléchir sur le sujet pour que ce soit nous qui déterminions les limites. Ce comportement des commanditaires a été adopté dans le simple but pédagogique de nous permettre de réfléchir autour du sujet. Cette manière de faire nous a fait perdre du temps mais nous a beaucoup appris sur la méthodologie de travail. Cette perte de temps nous a affectés, notamment au moment de l'étude des déclinaisons territoriales. Pour cette partie, il ne nous est resté qu'une semaine au lieu d'un mois. Nous n'avons donc pas pu la réaliser complètement et il aurait peut-être mieux valu la supprimer sachant qu'elle ne s'inscrivait pas dans l'élaboration du SCoT.

2. TRAVAIL AU SEIN DE L'AGENCE

L'accueil au sein de l'Agence d'Urbanisme et de Développement Clermont Métropole a été exemplaire. Nous avons eu à disposition une somme importante d'informations et d'outils, des locaux de travail adéquats, un personnel interne très disponible et une ambiance générale très agréable.

Nous travaillions plus particulièrement avec le service « Planification et cadre de vie » de l'Agence.

Au début, une inquiétude au sein du groupe s'est faite sentir, la commande ne semblant claire ni pour nous, ni pour notre encadreur.

Cette incompréhension était voulue par notre commanditaire car elle nous a laissé commettre des erreurs afin de rendre cette expérience pédagogique plus bénéfique pour nous. Ces erreurs commises nous permettront, à l'avenir, d'appréhender de façon plus posée les différents projets menés, et de ne pas sous-estimer une réflexion préalable à chaque action.

De plus, les différentes réunions avec les groupes techniques (réunions rassemblant les différents agents de développement

des 10 EPCI et les membres du service « Planification et cadre de vie » de l'Agence d'Urbanisme) nous ont permis d'obtenir des critiques constructives et de « goûter » au monde professionnel. Ces différentes réunions nous ont aussi montré qu'un travail de cette ampleur demande des concessions de chacune des parties ; ce fut donc un apprentissage professionnel mais aussi humain.

Notre stage à l'agence d'urbanisme s'est finalisé par une présentation face aux maires du conseil de pilotage du SCoT. Là encore, l'expérience a été très enrichissante car nous avons dû exposer les éléments-clefs de notre étude en seulement 10 minutes. Une autre présentation devant tout le personnel de l'Agence d'Urbanisme a clos notre séjour et a permis de débattre une fois encore, sur le sujet.

3. BILAN

Tout au long du stage, il est donc apparu une efficacité inégale due aux différentes stratégies employées.

Nous avons souvent critiqué nous-même le travail que nous accomplissions, à la fois dans la méthode que dans le contenu des investigations.

La méthodologie de travail adoptée initialement a évolué au fil du temps. L'efficacité dans l'action s'est renforcée au fil du temps, en même temps que la méthodologie et les éléments recherchés se clarifiaient.

Un grand nombre d'échanges et de discussions ont été houleux mais productifs.

Cette expérience professionnelle est fructueuse, elle nous a permis d'aborder un certain nombre d'acteurs différents et de pouvoir juger de la pertinence d'une information récoltée.

CONCLUSION

Territoire au cœur de la diagonale du vide, le pays du Grand Clermont tente de se détacher de l'image réductrice que la région a acquise depuis de nombreuses années. En effet celui-ci ne se résume pas à la présence des Volcans d'Auvergne ou encore à celle de l'entreprise leader Michelin et possède un grand nombre de qualités intrinsèques à développer.

L'élaboration du SCoT du Grand Clermont, va permettre à ce pays, si divers dans ses caractéristiques spatiales et dans les prérogatives des territoires qui le composent, de développer des objectifs pour un nouveau dynamisme. Ce dynamisme doit être orienté grâce aux grands défis émis lors de la réalisation de la charte de pays. Il s'agit essentiellement de redonner une image positive au territoire et surtout de faire le nécessaire pour retenir une population de familles et de jeunes diplômés, avenir de celui-ci.

Pour mener à bien ce projet, une étude préalable sur les équipements et services publics va permettre de déterminer quelles sont les améliorations à apporter. Ce stage nous a permis non seulement de nous initier au monde professionnel mais aussi de réaliser la totalité d'une étude, variée dans les domaines qu'elle aborde.

Ladite étude fait l'objet du second rapport joint au dossier.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 3

I. LE PAYS ET LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) 4

1. LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)... 4
 - a. Le SCoT : une réponse politique aux enjeux de la ville d'aujourd'hui 4
 - b. Le SCoT : un outil d'aménagement du territoire innovant 4
 - Du SDAU au SCoT 4
 - Les éléments majeurs du SCoT 4
 - Quelques bonnes raisons d'élaborer un SCoT 6
2. LE PAYS 6
3. ARTICULATION PAYS/SCOT 7

II. LE PAYS DU GRAND CLERMONT : UN TERRITOIRE AU CŒUR DE LA DIAGONALE DU VIDE MAIS A FORT POTENTIEL 9

1. LE CONTEXTE CLERMONTOIS..... 9
 - a. Une situation géographique défavorable 9
 - b. Des limites physiques conséquentes 10
 - c. Un territoire qui attire, mais peu de jeunes 10
 - d. Une économie changeante 11
 - e. Des déplacements internes et externes encore difficiles 12

- f. Une réaction des pouvoirs publics 12
2. UN TERRITOIRE DE PROJET 13
 - a. Un engagement politique 13
 - b. Les défis et axes stratégiques 13

III. UN GROUPE DE STAGIAIRES DU CESA AU SERVICE DU SEPAC 16

1. LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS : UNE THÉMATIQUE COMPLEXE 16
 - a. Reformulation de la commande 16
 - b. Méthodologie 17
 - Le recensement 17
 - L'analyse 18
2. LES DÉCLINAISONS TERRITORIALES : REFORMULATION DE LA COMMANDE ET MÉTHODOLOGIE 19

IV. UN STAGE TRES FORMATEUR 20

1. L'ORGANISATION DE NOTRE TRAVAIL 20
 - a. Etude sur les équipements et services publics du Grand Clermont. 20
 - Recensement des équipements 20
 - Organisation de l'analyse 21
 - b. Etude sur les déclinaisons territoriales. 21
 - c. Un lien difficile entre les deux missions 21
 - d. Critique et amélioration des commandes 22

2. TRAVAIL AU SEIN DE L'AGENCE	22
--------------------------------------	----

3. BILAN.....	22
---------------	----

CONCLUSION	23
-------------------	-----------

TABLE DES MATIÈRES	24
---------------------------	-----------

TABLE DES ILLUSTRATIONS	25
--------------------------------	-----------

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Carte 1 : Avancement des SCot au 1er Janvier 2006	5
---	---

Carte 2 : Les Pays au 1er Janvier 2006.....	7
---	---

Carte 3 : Situation géographique du Grand Clermont.....	8
---	---

Carte 4 : Pays du Grand Clermont.....	9
---------------------------------------	---

Carte 5 : Une topographie difficile.....	11
--	----

Carte 6 : Autoroutes au 1er janvier 2006	13
--	----

Carte 7 : L'organisation multipolaire du Pays du Grand Clermont.....	14
--	----

Carte 8 : Organisation du recensement	19
---	----

Image 1 : La ville au pied des volcans	10
--	----

Image 2 : Siège du groupe Michelin	12
--	----

Image 3: Planning du stage	17
----------------------------------	----

Image 4 : Modèle de tableau réalisé.....	18
--	----

RESUME

Créé en 2002 et composé de 106 communes, le Pays du Grand Clermont est centré autour de l'agglomération clermontoise. Territoire au cœur de la diagonale du vide, il pâtit d'une image réductrice qui ne met pas en valeur la qualité de ce territoire si diversifié. Pour mettre fin à cette situation, l'OPO (Offre Publique d'Orientation), approuvé en 2002 a permis de mettre en exergue les enjeux de ce territoire. Il s'agit :

- de garantir durablement l'attractivité de celui-ci (plus spécifiquement vis-à-vis de populations cibles)
- d'assurer un certain rayonnement pour le territoire
- et de créer de bonnes conditions de gouvernance.

La mise en place d'une organisation multipolaire a donc pour but de limiter, au pivot central (Espace Urbain Métropolitain) et à ses pôles secondaires (pôles de vie), le développement urbain tout en permettant de donner accès à chaque habitant aux équipements, services et infrastructures qui lui sont nécessaires.

Ces grands enjeux orientent l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (**SCoT**) du Grand Clermont lancé officiellement au printemps 2006. Des études préalables dont la présente intitulée « Equipements et services publics pour une multipolarité affirmée » sont donc en cours de réalisation.

Cette étude a pour ambition d'évaluer l'offre en équipements et services publics, mais aussi de déterminer dans quelle mesure celle-ci peut contribuer aux défis émis par l'OPO.

En raison de la multitude des équipements présents sur un tel territoire, il a été nécessaire de distinguer et d'étudier de façon différente les équipements d'envergure (vecteurs d'image) et les équipements de proximité (cadre de vie de la population). Mais surtout, dans un souci de ne pas réaliser un simple listing, l'étude se présente comme une analyse tridimensionnelle :

- **Transversale**, par la multitude des thèmes abordés
- **Multiscale**, par les différentes échelles prises en compte
- **Stratégique**, en se limitant aux éléments nécessaires à l'élaboration du SCoT.

Il s'agit donc d'un outil de réflexion et de prise de décision dans l'élaboration du SCoT du Grand Clermont.

MOTS-CLEFS : CLERMONT-FERRAND, POLARITÉ, SCOT, ÉQUIPEMENTS PUBLICS, SERVICES PUBLICS, PROXIMITÉ, ENVERGURE, DIAGNOSTIC